

(N° 58)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1946.

SÉANCE DU 26 JUIN 1946.

COMMISSIONS RÉUNIES DE L'INTÉRIEUR ET DE LA JUSTICE.

Rapport sur le Projet de loi portant création d'un Conseil d'Etat.

(Voir le n° 22 du Sénat (session 1945-1946).)

Présents : MM. ROLIN, président de la Commission de la Justice; HARMEGNIES, président de la Commission de l'Intérieur; MM. ANCOT, BERNARD (Louis), CROMMEN, DECLERCO, DE MAN, DERBAIX, D'HONDT, FONTEYNE, GUINOTTE, LILAR, MACHTENS, MAQUET, MAZEREEL, SIRONVAL, TOBBACK, VAN ROOSBROECK, VERMEYLEN et VAN REMOORTEL (William), rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Chambre des Représentants nous a renvoyé, avec quelques modifications, le projet de loi que nous lui avons transmis le 5 juillet 1939.

Le Sénat avait adopté alors — à l'unanimité moins quatre abstentions — un texte portant création d'un Conseil d'Etat doté de larges pouvoirs juridictionnels et comportant une section de législation.

La guerre a retardé les travaux parlementaires; mais l'après-guerre nous a fourni une démonstration nouvelle de l'évidente nécessité d'un Conseil d'Etat.

Le rapport de 1939 se terminait comme suit :

« Notre époque, qui voit s'accroître de plus en plus les interventions nécessaires de l'Etat, dotera peut-être la Belgique d'une administration forte, d'un Exécutif armé de pouvoirs plus étendus que ceux qui lui étaient accordés traditionnellement. C'est une raison de plus pour créer, sans hésitation ni demi-mesures, un contrôle juridictionnel puissant de ses décisions. »

Les événements ont vérifié notre pronostic et affermi notre conviction.

La Chambre des Représentants, de son côté, vient de modifier considérablement son point de vue ancien, lequel nous avait semblé trop peu hardi : abandonnant (sauf en matière d'indemnité) le système de la justice retenue, elle s'est ralliée à l'opinion du Sénat, faisant du Conseil d'Etat une juridiction

véritable, pourvue du droit de décision, et particulièrement du pouvoir d'annuler tous les actes et règlements administratifs entachés d'excès de pouvoir, de détournement de pouvoir ou de certains vices de forme.

* * *

Il convient de rendre hommage au Gouvernement, et particulièrement au Ministère de l'Intérieur : écoutant la suggestion que votre rapporteur avait exprimée à la tribune du Sénat, M. Van Glabbeke créa, le 25 mai 1945, une Commission consultative ayant pour tâche de concilier les points de vue divergents de la Chambre et du Sénat. Présidée par M. le Ministre d'Etat Albert DEVÈZE, la Commission était ainsi composée :

Vice-présidents : MM. N. LOUVEAUX, Conseiller à la Cour de Cassation; A. KLUYSKENS, Député et Professeur à l'Université de Gand; W. VAN REMOORTELT, Sénateur.

Membres : MM. A. DE SCHRIJVER, ancien Ministre et Député; CRAEY-BEECKX, F., COLLARD, L., COOREMANS, L., Députés; DIERCKX, O. et PHOLIEN, J., anciens Ministres et Sénateurs; ORBAN, M., Sénateur et Professeur à l'Université de Gand; COULONVAUX, E. et feu ANDRÉ, F., Sénateurs; CHEVALIER, G., Président à la Cour d'Appel de Bruxelles; TOUSSAINT VAN BOELAERE, F., Directeur général honoraire au Ministère de la Justice; VELGE, H., Professeur à l'Université de Louvain; VAUTHIER, M., Professeur à l'Université de Bruxelles; MOUREAU, L., Professeur à l'Université de Liège; MM^{es} JANSON, Ch., VAN REEPINGHEN, Ch., Avocats à la Cour d'Appel, et PIRON, M., Docteur en Droit, Secrétaire du Cabinet du Ministre de l'Intérieur.

MM. VAUTHIER et VELGE acceptèrent conjointement la mission de rapporteur. M. PIRON occupa le secrétariat.

La Commission sut dégager, dans le délai que lui avait imparti le Ministre de l'Intérieur, les éléments d'un accord entre les deux Assemblées législatives. Elle le fit sous forme de projets d'amendements au document sénatorial dont la Chambre était saisie. Le Gouvernement déposa ces amendements, sur lesquels une imposante majorité se réalisa rapidement à la Chambre (107 voix contre 3; 9 abstentions).

* * *

Une divergence importante sépara toutefois l'ancien rapporteur, M. Kluyskens, de ses collègues : il se refusait à doter le futur Conseil d'Etat du pouvoir d'annuler les arrêtés royaux. Le soin de faire rapport à la Chambre des Représentants fut ainsi confié à M. Albert Devèze, qui s'acquitta de cette tâche avec une compétence et un brio auxquels on ne saurait trop rendre hommage.

Il convient de louer également M. le Ministre Van Glabbeke pour avoir prononcé, devant les Députés, des discours pleins de science juridique et vibrants de foi démocratique dans la nécessité du Conseil d'Etat.

Le Ministre et le Rapporteur défendirent le texte transactionnel avec un zèle heureux. Quelques amendements, d'initiative parlementaire, s'étaient ajoutés à ceux du Gouvernement; nous donnerons sous forme de tableau (en appendice au présent rapport) les textes auxquels la Chambre a jugé devoir apporter des modifications.

* * *

Nous vous recommandons, Mesdames et Messieurs, d'adopter le projet tel qu'il nous est revenu. Il fallait s'attendre à ce que les Représentants maintiennent à certains égards leur opinion première; mais la manière conciliante et progressive dont ils se sont rapprochés du point de vue sénatorial doit nous inciter à la transaction.

Au surplus, les divergences ne portent que sur des objets d'importance secondaire par rapport au pouvoir d'annulation, lequel est heureusement admis par les deux Assemblées.

* * *

Pour ce qui est du contentieux de l'indemnité, la Chambre est restée sur ses positions : dans ce domaine, elle n'entend accorder au Conseil d'Etat qu'un pouvoir *d'avis*. Le Sénat, de son côté, n'avait d'ailleurs adopté le système de la pleine juridiction que pour les cas où la demande d'indemnité aurait été connexe à une annulation prononcée par la Section d'administration.

* * *

La Chambre a décidé de supprimer le Conseil des Mines, mesure parfaitement logique, à laquelle nous n'avions cependant point voulu nous résoudre en 1939.

Ce collège était une séquelle de l'ancien Conseil d'Etat français. Dès lors que la Belgique possède à nouveau semblable organisme, le maintien du Conseil des Mines ne se justifie plus; ses attributions passent au Conseil d'Etat.

* * *

Le Ministre des Colonies a obtenu un traitement particulier pour son département : il *pourra*, mais ne *devra* pas consulter la Section de législation du Conseil d'Etat sur les projets de décrets. Il est pourtant à espérer qu'il usera de la *faculté* de prendre avis, notamment lorsqu'il s'agira pour le Roi de légiférer sur des matières analogues à celles qui sont réglées pour la métropole : les lois sociales ou les dispositions réglant les contrats d'emploi, par exemple.

* * *

L'intervention de la Cour de Cassation se trouve réglée, par le nouveau projet d'article 20, d'une manière quelque peu différente de celle que le Sénat avait prévue : nous n'avions envisagé que le règlement des conflits d'attribution prévus par l'article 106 de la Constitution.

Dans une mercuriale consacrée au texte adopté par le Sénat, qu'il prononça devant la Cour Suprême à l'audience solennelle de rentrée du 15 septembre 1939, l'Avocat général R. Hayoit de Termicourt examina particulièrement les modalités des recours en cassation contre les arrêts du Conseil d'Etat. Il prôna un système que la Commission consultative approuva et dont le Gouvernement fit un des amendements déposés et adoptés à la Chambre. L'article modifié confère un droit de censure à la Cour de Cassation, non seulement en cas de conflit d'attribution, mais aussi lorsque le Conseil d'Etat (Section d'administration) se déclare incompétent au bénéfice des tribunaux judiciaires, ou lorsqu'il rejette un déclinatoire fondé sur le motif que la demande relève

de leurs attributions. Le texte nouveau permettra donc à la Cour Suprême de se prononcer avant même qu'un conflit (positif ou négatif) d'attribution n'ait surgi. C'est là, de toute évidence, une amélioration.

* * *

L'article 34 nouveau recueillera certainement l'adhésion du Sénat : il concède un droit de présentation des candidats-conseillers d'Etat aux deux Assemblées législatives, alternativement. Il nous semble inutile de démontrer le caractère logique, équitable et conciliant du système.

Les présentations se feront sur des listes comprenant chacune trois candidats — ce qui semble bien suffisant — au lieu des quatre que stipulait notre texte de 1939.

Le Conseil d'Etat, de son côté, présentera sa propre liste de candidats au Roi; c'était déjà prévu dans le projet sénatorial.

* * *

Telles sont, Mesdames et Messieurs, les modifications les plus importantes apportées par la Chambre au texte que le Sénat lui avait transmis en 1939. Elles vous apparaîtront sans doute acceptables, et nul d'entre vous ne voudra risquer de retarder l'accomplissement d'une réforme nécessaire et trop longtemps attendue.

Les autres amendements seront expliqués dans l'appendice, en regard des articles modifiés. Ils sont également acceptables et nous vous en recommandons le vote.

* * *

Au cours des séances que vos Commissions réunies de la Justice et de l'Intérieur consacrèrent à l'examen du projet de loi, diverses observations furent présentées; nous allons les passer en revue :

A l'occasion de l'article 2, certains membres se sont élevés contre la distinction qu'un amendement de la Chambre des Représentants a faite en faveur du Ministre des Colonies, lequel aura la *faculté* de consulter le Conseil d'Etat sur les projets de décrets, tandis que les autres Ministres auront l'*obligation* de ce faire en matière de projets de lois (hors le cas d'urgence, et les projets de lois budgétaires exceptés). La majorité ne s'est pas ralliée à cette manière de voir.

A l'article 7, il fut demandé à votre rapporteur de reproduire les précisions qu'il avait déjà données, dans le rapport fait au Sénat en 1939, sous le n° 80. De ces précisions, il résulte que le « dommage exceptionnel » envisagé au paragraphe 1^{er} de l'article 7 doit s'entendre de « *Tout préjudice anormal, exceptionnel, dépassant par sa nature ou son importance les gênes et les sacrifices courants qu'exigent la vie en société et le maintien paisible de cette société, et*

devant être considéré comme une violation de l'égalité des citoyens devant les charges publiques. »

A l'article 7 encore, et conséquemment à la disposition finale qui confère au Gouvernement la mission de prendre certaines mesures, un membre a demandé si les dispositions dont il est question aux articles 7, 11, 13, 20, 21, 40 et 42 du projet devront être délibérées en Conseil des Ministres. Il lui fut répondu par le Ministre de l'Intérieur, présent à la discussion, que l'article 61 du projet prévoit l'intervention du Conseil des Ministres en cas de dispositions *organiques complémentaires* seulement. Les mesures ayant une autre portée ne devront donc pas être discutées par le Cabinet.

L'adjectif « *respective* », à l'article 8, a suscité un échange de vues entre un membre et le Ministre de l'Intérieur. Il fut admis que ce mot n'était nullement nécessaire. L'article vise tous les conflits généralement quelconques qui pourraient surgir au sujet de la compétence des autorités ou établissements publics cités dans le texte.

L'article 9, qui règle d'une manière générale la matière de l'annulation des actes, des règlements et des décisions contentieuses de l'Administration, ne pouvait manquer de susciter de longs et intéressants échanges de vues.

L'on discuta tout d'abord le point de savoir si le Conseil d'Etat aurait le pouvoir d'annuler les arrêtés royaux. La discussion, au cours de laquelle furent reproduits tous les arguments « pour » et « contre » déjà exposés au cours des travaux parlementaires antérieurs, se clôtura par un vote favorable à la thèse positive et, par conséquent, au texte adopté par la Chambre des Représentants.

Certains membres exprimèrent alors l'avis que le Conseil d'Etat devra parfois s'effacer devant une juridiction de l'ordre judiciaire à laquelle une loi aurait conféré compétence de dernier ressort en matière de contentieux administratif. L'appel des décisions des Directeurs provinciaux des Contributions directes fut cité en exemple. On argua aussi du texte de l'article 20, lequel vise notamment à faire régler par la Cour de Cassation les conflits *négatifs* d'attribution, c'est-à-dire les cas où un tribunal judiciaire *et le Conseil d'Etat* se seront tous deux déclarés incompétents pour trancher un litige.

La portée générale du recours en annulation, telle qu'elle résulte du texte de l'article 9, n'est point en cause. Il serait d'ailleurs fort dangereux d'enlever à ce texte son caractère général, en spécifiant les cas où le Conseil d'Etat sera compétent ou non pour annuler une décision administrative contentieuse. Les décisions administratives ont, en effet, fréquemment un caractère mixte, où le contentieux et l'administratif proprement dit voisinent ou s'interpénètrent. Ce fait, mis fréquemment en lumière par les auteurs, doit déterminer le législateur à éviter d'entrer dans des « distinguos » qui trouveront mieux leur place dans la Jurisprudence du futur Conseil d'Etat.

Il est cependant certain que cette juridiction s'effacera parfois devant un tribunal de l'ordre judiciaire et qu'elle rejettera des recours faisant double emploi avec une procédure « parallèle ». Il y a recours parallèle si la partie lésée par un acte argué d'illégalité peut obtenir satisfaction en exerçant un recours légalement organisé devant une juridiction judiciaire ou devant une juridiction administrative relevant de la Cour de Cassation.

Lorsqu'il existe des recours contentieux administratifs, le Conseil d'Etat ne pourra être saisi qu'après épuisement de ces recours. (Il en sera toutefois autrement dans les cas prévus aux alinéas 2^o, 3^o et 4^o de l'article 10 du projet.)

Mais dans les cas pour lesquels la loi n'a pas organisé de recours contentieux, ne laissant donc aux intéressés que la faculté de s'adresser par requête à une autorité administrative, il va sans dire que le Conseil d'Etat pourra être saisi sans qu'il faille préalablement user de cette faculté et parcourir la voie hiérarchique.

Les arrêtés-lois.

Après discussion, les Commissions réunies ont estimé que le Conseil d'Etat ne saurait détenir le pouvoir de contrôler la constitutionnalité d'un arrêté-loi. Il devra donc se borner à vérifier si les dispositions édictées par référence à une loi déléguant à l'Exécutif le pouvoir de légiférer (par exemple celle du 7 septembre 1939) ont été prises dans la forme que cette loi prescrit, et si elles rentrent dans le cadre déterminé par son texte formel et par l'esprit qui l'inspire.

Les *actes de Gouvernement*, c'est-à-dire ceux qui sont l'expression du pouvoir politique, échapperont à toute possibilité d'annulation par le Conseil d'Etat. Leur contrôle appartient au Parlement. L'article 9 du projet ne saurait viser, en effet, que les actes, règlements et décisions qui découlent de la fonction administrative de leur auteur.

La chose jugée.

Certains membres ayant demandé si les arrêts du futur Conseil d'Etat auraient toujours l'autorité de la chose jugée « *erga omnes* », il a été admis que cette autorité « *erga omnes* » sera exclue lorsque le Conseil rejettera un recours en annulation dirigé contre un règlement.

L'article 107 de la Constitution faisant aux cours et tribunaux judiciaires un devoir de n'appliquer les arrêtés et règlements généraux, provinciaux et locaux, qu'autant qu'ils les jugeront conformes aux lois, l'existence d'un Conseil d'Etat ne saurait porter atteinte à leur droit de contrôle.

A l'article 21, un membre a signalé qu'il serait désirable d'organiser, devant le Conseil d'Etat, une procédure analogue à celle de la requête civile. Les Commissions réunies ont estimé que l'on peut attendre le Conseil d'Etat à l'œuvre et régler cette question par une loi spéciale, si cela s'avérait nécessaire.

Aux articles 30 et 31, un membre a fait remarquer, rencontrant en cela l'accord unanime, que l'appartenance au Conseil d'Etat ou à son auditorat doit être considérée comme le fait d'occuper un emploi d'administration générale.

Aux articles 34 et 35, deux membres se sont élevés contre le fait que les nominations des membres du Conseil d'Etat et des Auditeurs sont abandonnées à l'Exécutif. Ils estiment que ces nominations devraient appartenir au Parlement; que tout au moins, s'il est décidé qu'elles se feront par le Roi, elles devraient dès l'origine avoir lieu sur deux listes de candidats présentées, l'une par la Chambre des Représentants, l'autre par le Sénat.

A l'article 50, alinéa deuxième, un membre a émis la crainte que ce texte soit contraire à la prohibition inscrite dans l'article 103 de la Constitution. Vos Commissions n'ont point partagé cet avis; l'article 103 ne défend pas d'accorder des « indemnités » aux magistrats chargés de missions ou de travaux extra-judiciaires temporaires. Or, c'est exactement ce qui se produira, tant dans le cas où un magistrat serait désigné en qualité d'assesseur du Conseil d'Etat que dans celui où il serait appelé en consultation. (Art. 44, al. 3)

Enfin, à l'occasion de l'article 58, un membre a demandé des précisions. Il fut établi, tout d'abord, que la cause d'une contestation ne doit point être confondue avec la contestation elle-même. L'on pourra donc soumettre au futur Conseil d'Etat des litiges nés, après la promulgation de la loi, de l'application nouvelle d'un règlement préexistant.

Les procédures administratives en cours se poursuivront selon les lois appliquées avant la promulgation de la loi portant création d'un Conseil d'Etat; cela résulte clairement du texte de l'article.

Un membre a soulevé un cas dans lequel, au contraire, le Conseil d'Etat pourrait être valablement saisi : celui d'un administré qui aurait — avant la promulgation de la loi — postulé par requête une mesure administrative, voire une indemnité. Si l'Administration rejetait sa demande *après* la promulgation, l'intéressé pourrait évidemment s'adresser au Conseil d'Etat : la contestation, en effet, résulterait du rejet de sa requête.

* * *

OBSERVATION RELATIVE A LA TERMINOLOGIE FLAMANDE DU PROJET.

Un membre a fait remarquer que le texte flamand de l'article 9 ne correspond point exactement au texte français. Recours se dit en effet « verhaal » et non « beroep »; violation signifie « schending » et non « overtreding ». Les Commissions réunies ont regretté l'impropriété des termes signalés, tout en constatant que la portée du texte flamand ne saurait être différente de celle du texte français, plus exact en l'espèce dans sa terminologie juridique.

* * *

Le projet de loi a été adopté à l'unanimité, sauf quatre abstentions.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

* * *

Ce n'est pas sans émotion, ni sans une profonde satisfaction, que votre rapporteur se prépare pour une discussion publique qui aboutira sans nul doute à l'adoption du projet de loi. La Belgique va donc être enfin dotée d'une

(8)

haute juridiction administrative qui garantira le respect du Droit, tandis que sa Section de législation collaborera à la confection des lois et arrêtés.

Le Rapporteur,
WILLIAM VAN REMOORTEL.

Le Président de la Commission de la Justice,
H. ROLIN.

Le Président de la Commission de l'Intérieur,
H. HARMEGNIES.

ANNEXE

Projet de Loi portant création d'un Conseil d'Etat.

**Texte amendé
par la Chambre des Représentants
le 20 décembre 1945.**

ARTICLE PREMIER.

Il y a, pour la Belgique, le Congo belge et les territoires sous mandat belge, un Conseil d'Etat comprenant une Section de législation et une Section d'administration.

TITRE PREMIER.

DE LA SECTION DE LÉGISLATION.

ART. 2.

La Section de législation donne un avis motivé sur le texte de tous projets, propositions de loi et amendements à ces projets et propositions dont elle est saisie par le Président de l'une des deux Chambres législatives.

Hors les cas d'urgence, et les projets de lois budgétaires exceptés, les ministres soumettent à l'avis motivé de la Section le texte de tous avant-projets de lois ou d'arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires. L'avis est annexé à l'exposé des motifs des projets de lois, ainsi qu'aux rapports faits au Roi.

Wetsontwerp houdende instelling van een Raad van State.

**Tekst geamendeerd door
de Kamer der Volksvertegenwoordigers
op 20 December 1945.**

EERSTE ARTIKEL.

Voor België, Belgisch-Congo en de gebieden onder Belgisch mandaat, bestaat een Raad van State, omvattende een Afdeeling voor Wetgeving (Afdeeling Wetgeving) en een Afdeeling voor Administratieve Zaken (Afdeeling Administratie).

EERSTE TITEL.

AFDEELING WETGEVING.

ART. 2.

De Afdeeling Wetgeving dient van beredeneerd advies over den tekst van alle ontwerpen, voorstellen van wet en amendementen op deze ontwerpen en voorstellen, die bij haar door den Voorzitter van een der Wetgevende Kamers zijn aanhangig gemaakt.

Buiten de gevallen van hoogdringendheid, en de ontwerpen van begrotingswetten uitgezonderd, onderwerpen de ministers aan het beredeneerd advies van de Afdeeling den tekst van alle voorontwerpen van wetten of van organieke en reglementaire uitvoeringsbesluiten. Het advies wordt gehecht aan de memorie van toelichting van de wetsontwerpen, alsmede aan de verslagen aan den Koning.

Les ministres peuvent demander l'avis motivé de la Section sur toutes propositions de lois, sur tous projets de décrets ainsi que sur tous amendements à des projets ou propositions de lois.

ART. 3.

Le Premier Ministre peut charger la Section de législation de rédiger le texte d'avant-projets de lois, d'arrêtés, de règlements ou d'amendements dont il détermine la matière et l'objet.

TITRE II.

DE LA SECTION D'ADMINISTRATION.

ART. 4.

La Section d'administration donne des avis motivés ou statue par voie d'arrêtés, dans les cas prévus par la présente loi et les lois particulières.

CHAPITRE PREMIER.

Des avis motivés.

ART. 5.

La Section n'est consultée et n'émet d'avis que sur les difficultés et contestations qu'il appartient au pouvoir exécutif de résoudre ou de trancher.

ART. 6.

Les ministres peuvent soumettre à l'avis de la Section d'administration toutes questions et affaires d'ordre administratif, non litigieuses.

De ministers mogen het beredeneerd advies van de Afdeeling aanvragen over alle wetsvoorstellen, over alle ontwerpen van decreten alsmede over alle amendementen op ontwerpen of voorstellen van wet.

ART. 3.

De Eerste Minister kan de Afdeeling Wetgeving belasten met het opmaken van den tekst van voorontwerpen van wetten, van besluiten, van reglementen of van amendementen, waarvan de stof en het voorwerp door hem worden vastgesteld.

TITEL II.

AFDEELING ADMINISTRATIE.

ART. 4.

De Afdeeling Administratie dient van beredeneerd advies of doet uitspraak bij wijze van arresten in de gevallen voorzien bij deze wet en de bijzondere wetten.

EERSTE HOOFDSTUK.

Beredeneerde adviezen.

ART. 5.

De Afdeeling wordt enkel geraadpleegd en dient slechts van advies over de moeilijkheden en betwistingen, waarvan de oplossing of de beslechting tot de bevoegdheid der uitvoerende macht behoort.

ART. 6.

De ministers mogen aan het advies der Afdeeling Administratie onderwerpen alle zaken en aangelegenheden van administratieve aard, welke niet betwist worden.

ART. 7.

§ 1^{er}. — La Section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnités relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée. La Section d'administration se prononce en équité par voie d'avis motivé, en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé.

La demande d'avis ne sera recevable qu'après que l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie aura rejeté totalement ou partiellement une requête en indemnité, ou négligé pendant soixante jours de statuer à son égard.

L'avis est donné dans le délai qui sera déterminé par arrêté royal. Il est rendu public et communiqué aux intéressés. Toutefois, la Section d'administration pourra décider de ne publier et communiquer que le dispositif de l'avis, au cas où elle estimerait que l'intérêt général le commande.

Les décisions des autorités, relatives aux affaires au sujet desquelles la Section d'administration a émis un avis par application du présent article, visent expressément cet avis et en indiquent le sens.

§ 2. — Le Conseil des Mines est supprimé. Les attributions dévolues au Conseil des Mines sont exercées par la Section d'administration du Conseil d'Etat.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Telkens wanneer er geen ander bevoegd rechtscollege bestaat, neemt de Afdeeling Administratie kennis van de aanvragen om herstelvergoeding betreffende een buitengewone schade welke ontstaan is uit een door den Staat, de Provincie, de Gemeente of het Koloniaal Gouvernement genomen of gelasten maatregel, deze moge normaal, gebrekkig of met vertraging zijn uitgevoerd. De Afdeeling Administratie spreekt zich, bij wege van gemotiveerd advies, uit naar billijkheid, rekening houdende met de omstandigheden van openbaar en privaats belang.

De vraag om advies is enkel ontvankelijk nadat de Staat, de Provincie, de Gemeente of het Gouvernement der Kolonie, een verzoekschrift om vergoeding geheel of gedeeltelijk heeft verworpen of heeft verwaarloosd gedurende zestig dagen daarover uitspraak te doen.

Het advies wordt gegeven binnen den termijn die wordt bepaald bij koninklijk besluit. Het wordt openbaar gemaakt en aan de belanghebbenden medegedeeld. Evenwel kan de Afdeeling Administratie beslissen enkel het beschikkend gedeelte van het advies openbaar te maken en mede te deelen, bijaldien zij mocht oordeelen dat het algemeen belang zulks gebiedt.

De beslissingen der overheden, betreffende de zaken omtrent welke de Afdeeling Administratie advies heeft uitgebracht bij toepassing van dit artikel, slaan uitdrukkelijk op dit advies en geven er de beteekenis van aan.

§ 2. — De Mijnraad wordt opgeheven. De bevoegdheden van den Mijnraad worden uitgeoefend door de Afdeeling Administratie van den Raad van State.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les avantages matériels des membres et du personnel du Conseil des Mines actuellement en fonction.

CHAPITRE II.

Des arrêts.

ART. 8.

La Section d'administration tranche par voie d'arrêts les difficultés relatives à la compétence respective des autorités provinciales et communales, ou des établissements publics.

Ces difficultés peuvent être portées devant elle par toute autorité administrative intéressée.

ART. 9.

La Section d'administration statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives.

ART. 10.

La Section d'administration statue par voie d'arrêts :

1^o Sur les recours en dernier ressort prévus aux Titres V et VI de la loi électorale communale;

2^o Sur les requêtes prévues à l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 modifiée par la loi du 23 juillet 1924 et relative à la résiliation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre :

De Regeering neemt de noodige voorzieningen ter vrijwaring van de materiele voordeelen van de leden en van het personeel van den Mijnraad, thans in functie.

HOOFDSTUK II.

Arresten.

ART. 8.

De Afdeeling Administratie beslecht bij wijze van arresten de moeilijkheden betreffende de respectieve bevoegdheid van de provinciale en gemeentelijke overheden of van de openbare instellingen.

Deze moeilijkheden mogen bij haar aanhangig worden gemaakt door ieder betrokken administratieve overheid.

ART. 9.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, over de beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van de hetzij substantieele, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen de akten en reglementen van de onderscheidene administratieve overheden of tegen de administratieve beslissingen in betwiste zaken.

ART. 10.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, op :

1^o Beroepen in hoogsten aanleg voorzien bij de Titels V en VI van de gemeentekieswet;

2^o De verzoekschriften voorzien bij artikel 7 der wet van 11 October 1919 gewijzigd bij de wet van 23 Juli 1924, met betrekking tot het verbreken en het herzien van sommige vóór of tijdens den oorlog afgesloten contracten;

3º Sur les recours prévus aux alinéas 4 et 5 de l'article 19 et au premier alinéa de l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, ainsi que sur les différends visés au deuxième alinéa du dit article 33;

4º Sur les résolutions, recours, conflits et difficultés visés au dernier alinéa de l'article 19, aux articles 20, 22 et 88 de la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique.

CHAPITRE III.

De la procédure devant la Section d'administration.

ART. II.

Les demandes, difficultés et recours visés aux articles 7, 8, 9 et 10 peuvent être portés devant la Section d'administration par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt et sont soumis par écrit à la Section d'administration dans les formes et délais déterminés par le Roi.

ART. 12.

Le Gouvernement a le droit d'être entendu par l'organe de commissaires désignés par lui. L'Auditeur général signale au Premier Ministre tout recours basé sur l'article 9, et toute demande basée sur l'article 7.

ART. 13.

Un arrêté royal fixera les délais dans lesquels le Gouvernement, les autorités provinciales et communales, ainsi que les établissements publics soumettront à la Section le dossier administratif des affaires dont elle est saisie.

3º De beroepen voorzien bij lid 4 en lid 5 van artikel 19 en bij het eerste lid van artikel 33 der wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand, zoomede de geschillen bedoeld bij het tweede lid van voornoemd artikel 33;

4º De beslissingen, beroepen, geschillen en moeilijkheden voorzien bij het laatste lid van artikel 19, zoomede bij de artikelen 20, 22 en 88 der wet van 10 Maart 1925 tot inrichting van den openbaren onderstand.

HOOFDSTUK III.

De rechtspleging bij de Afdeeling Administratie.

ART. II.

De aanvragen, moeilijkheden en beroepen bedoeld bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 kunnen voor de Afdeeling Administratie worden gebracht door elke partij welke doet blijken van een benadeeling of van een belang en worden schriftelijk ingediend bij de Afdeeling Administratie in de vormen en binnen den termijn door den Koning bepaald.

ART. 12.

De Regeering heeft het recht te worden gehoord bij monde van door haar aangewezen commissarissen. De Auditeur-Generaal wijst den Eerste-Minister op ieder beroep gesteund op artikel 9, en op iedere aanvraag gesteund op artikel 7.

ART. 13.

De termijnen binnen welke de Regeering, de provinciale en gemeentelijke overheden, zoomede de openbare instellingen het administratief dossier der aanhangige zaken aan de Afdeeling onderwerpen, worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 14.

L'instruction a lieu par écrit.

Néanmoins, la Section peut convoquer et entendre les parties. Dans le cas où un Commissaire du Gouvernement est désigné, la Section en avise les parties et leur fait savoir qu'elles ont le droit d'être entendues.

Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des avocats de nationalité belge, ayant dix années d'inscription au tableau de l'Ordre des Avocats. Ceux-ci auront toujours le droit de prendre connaissance au greffe du dossier de l'affaire et de déposer un mémoire ampliatif dans les conditions à déterminer par les arrêtés royaux prévus à l'article 21.

ART. 15.

La Section d'administration correspond directement avec les ministres, les gouverneurs de province, les autorités communales et les administrations publiques subordonnées.

Elle a le droit de se faire communiquer par ces autorités et administrations tous documents et renseignements relatifs aux affaires sur lesquelles elle est appelée à statuer.

ART. 16.

S'il y a lieu à enquête, la Section d'administration ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par le conseiller ou l'auditeur qu'elle aura commis.

ART. 17.

Dans le cas où une affaire n'est pas en état à l'expiration du délai réglementaire endéans lequel l'arrêt ou l'avis doit intervenir, la Section d'administration peut, par une décision motivée, proroger ce délai dans la mesure qui s'impose. Cette prorogation

ART. 14.

De behandeling geschiedt schriftelijk.

De Afdeeling kan echter partijen oproepen en hooren. Is een Commissaris der Regeering aangewezen, zoo laat de Afdeeling dit weten aan partijen, en verwittigt deze dat zij het recht hebben te worden gehoord.

De partijen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door advocaten van Belgische nationaliteit die tien jaren inschrijving op de tabel van de Orde der advocaten tellen. Deze hebben steeds het recht bij de griffie kennis te nemen van het dossier en een toelichtende memorie in te dienen in de voorwaarden te bepalen bij de koninklijke besluiten voorzien bij artikel 21.

ART. 15.

De Afdeeling Administratie voert rechtstreeks briefwisseling met de ministers, de provinciegouverneurs, de gemeentelijke overheden en de ondergeschikte openbare besturen.

Zij is gerechtigd om alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover zij zich uit te spreken heeft, door deze overheden en besturen te doen overleggen.

ART. 16.

Bestaat er aanleiding tot onderzoek, dan beveelt de Afdeeling Administratie dat daartoe, hetzij op haar terechtzitting, hetzij door den door haar aangestelden raadsheer of auditeur wordt overgegaan.

ART. 17.

Wanneer een zaak, na afloop van den reglementairen termijn binnen welken het arrest of het advies moet tusschenbeide komen, niet in staat van wijzen is, kan de Afdeeling Administratie, bij beredeneerd arrest, dezen termijn voor den benoodigden

peut, en cas de nécessité, être renouvelée sans toutefois que la durée totale des prorogations puisse excéder le double du délai déterminé dans l'arrêté organique.

ART. 18.

Les audiences de la Section d'administration, siégeant en vertu des articles 7, 9 et 10, sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs; dans ce cas, la Section le déclare par une décision motivée.

ART. 19.

Tout arrêt est motivé; il est prononcé en audience publique.

Tout arrêt interlocutoire ou définitif est notifié aux parties ainsi qu'au ministre compétent.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Peuvent être déferés à la Cour de Cassation les arrêts par lesquels la Section d'Administration décide de ne pouvoir connaître de la demande par le motif que la connaissance de celle-ci rentre dans les attributions des autorités judiciaires ainsi que les arrêts par lesquels la Section rejette un déclinatoire fondé sur le motif que la demande relève des attributions de ces autorités.

Le pourvoi est formé par requête de la partie intéressée, introduite conformément à la loi du 25 février 1925. Un arrêté royal détermine les formes et délais de procédure. La Cour statue chambres réunies.

Lorsque la Cour casse l'arrêt, elle renvoie la cause devant la Section d'Administration autrement composée, qui doit se conformer à la décision de

tijd verlengen. Zoo noodig, kan deze verlenging hernieuwd worden, zonder dat evenwel de totale duur der verlengingen het dubbele van den in het besluit vastgestelden organieken termijn mag overtreffen.

ART 18

De terechtzittingen van de Afdeeling Administratie, zetelende krachtens de artikelen 7, 9 en 10, zijn openbaar, tenware zulks voer de orde of de zeden gevaar mocht opleveren; in dat geval wordt zulks door de Afdeeling bij beredeneerde beslissing verklaard.

ART 19

Elk arrest is met redenen omkleed; het wordt uitgesproken in openbare terechtzitting.

Elk tusschen- of eindarrest wordt aan de partijen zoomede aan den bevoegden minister schriftelijk ter kennis gebracht.

ART 20.

§ 1. — Kunnen bij het Hof van Verbreking aanhangig worden gemaakt de arresten waarbij de Afdeeling Administratie beslist, van den eisch geen kennis te kunnen nemen op grond dat die kennisneming binnen de bevoegdheid der rechterlijke overheden valt, alsmede de arresten waarbij de Afdeeling afwijzend beschikt op een declinatoire exceptie gesteund op den grond dat de eisch tot de bevoegdheid dier overheden behoort.

Het cassatieberoep wordt bij request der belanghebbende partij en overeenkomstig de wet van 25 Februari 1925 ingediend. Een koninklijk besluit bepaalt de vormen en de termijnen van rechtspleging. Het Hof doet uitspraak in vereenigde kamers.

Bij cassatie van het arrest verwijst het Hof de zaak naar de uit andere leden samengestelde Afdeeling Administratie, die zich naar de beslissing

la Cour sur le point de droit jugé par celle-ci.

§ 2. — Lorsque la Section d'Administration et une Cour ou un tribunal de l'ordre judiciaire se sont déclarés l'un et l'autre soit compétents, soit incompetents pour connaître de la même demande, le règlement d'attribution sur le conflit est poursuivi par la partie la plus diligente et jugé par la Cour de Cassation suivant le mode prévu pour le règlement de juges en matière civile. Toutefois, l'arrêt de règlement d'attributions est rendu par la Cour chambres réunies.

§ 3. — Dans tous les autres cas, les arrêts de la Section d'Administration ne sont susceptibles que des recours prévus au deuxième alinéa de l'art. 21.

ART. 21.

La procédure à suivre devant la Section d'Administration dans les cas visés aux articles 7, 8, 9 et 10, sera déterminée par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres. Cette procédure sera conforme aux règles fixées au présent chapitre; elle assurera aux intéressés les garanties nécessaires pour la défense de leurs droits; eu égard au caractère généralement urgent des arrêts, elle s'inspirera des dispositions applicables aux jugements rendus par les tribunaux de première instance en matière sommaire.

Les arrêtés royaux détermineront notamment les délais de prescription pour l'introduction des demandes et recours prévus aux articles 7 et 9, ces délais devant être de soixante jours au moins; ils régleront les conditions

van het Hof schikt wat het rechtspunt betreft waarover het uitspraak heeft gedaan.

§ 2. — Wanneer de Afdeeling Administratie en een gerechtshof of een lager justitieel gerecht zich beide hetzij bevoegd, hetzij onbevoegd hebben verklaard om van denzelfden eisch kennis te nemen, wordt de bevoegdheidsregeling ten aanzien van het geschil vervolgd door de meest naastige partij en door het Hof van Verbreking beslecht als voorzien voor de rechtsmachtregeling in burgerlijke zaken. Het arrest tot bevoegdheidsregeling wordt echter door het Hof in vereenigde kamers uitgesproken.

§ 3. — In alle andere gevallen kunnen tegen de arresten der Afdeeling Administratie slechts de in het tweede lid van artikel 21 voorziene rechtsmiddelen aangewend worden.

ART. 21.

De rechtspleging welke in de bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 bedoelde gevallen voor de Afdeeling Administratie dient te worden gevolgd, wordt vastgesteld bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten. Deze rechtspleging moet overeenstemmen met de in dit hoofdstuk gestelde regelen; aan de belanghebbenden moet zij de noodige waarborgen voor de verdediging hunner rechten bieden; ten aanzien van den meestal spoedeischenden aard der arresten, zal zij zich gedragen naar de bepalingen toepasselijk op de vonnissen welke door de rechtbanken van eersten aanleg in zaken van korte behandeling worden gewezen.

De koninklijke besluiten bepalen onder meer de termijnen van verjaring voor de indiening der aanvragen en beroepen voorzien bij de artikelen 7 en 9; deze termijnen moeten minstens zestig dagen bedragen. Bedoelde be-

d'exercice des oppositions et tierces-oppositions; ils fixeront le tarif des frais et dépens, ainsi que les droits de timbre et d'enregistrement; ils prévoiront l'octroi aux indigents du bénéfice du *pro Deo*.

ART. 22.

L'article 258 du Code pénal relatif au déni de justice est applicable aux membres du Conseil d'État dans les matières prévues aux articles 7, 8, 9 et 10.

Les principes qui régissent la récusation des juges et conseillers de l'Ordre judiciaire sont applicables aux membres de la Section d'administration. En outre, ceux-ci ne peuvent connaître des demandes d'annulation d'arrêté, de décret et de règlement sur le texte desquels ils ont donné leur avis comme membres de la Section de législation.

TITRE III.

DE L'EMPLOI DES LANGUES AU CONSEIL D'ÉTAT.

ART. 23.

Les textes soumis à la Section de législation par application de l'article 2 sont établis en langue française et en langue néerlandaise.

L'examen de la Section porte tant sur les textes rédigés dans chacune des deux langues que sur la concordance de ces textes.

L'avis de la Section est formulé dans les deux langues.

ART. 24.

Lorsque la Section de législation est chargée de rédiger un des avant-projets

sluiten regelen de voorwaarden van uitoefening van het verzet en van het derden-verzet; zij bepalen het tarief der kosten en uitgaven alsmede de rechten van zegel en registratie; zij voorzien het verleenen van het voordeel van het *pro Deo* aan de onvermogenen.

ART. 22.

Artikel 258 van het Wetboek van Strafrecht, betreffende de rechtsweigeren is, ter zake van de bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 voorziene aangelegenheden, toepasselijk op de leden van den Raad van State.

De beginselen die de wraking van rechters en raadsleden van de rechterlijke Orde regelen zijn toepasselijk op de leden van de Afdeeling Administratie. Bovendien mogendeze geen kennis nemen van de aanvragen tot nietigverklaring van besluit, decreet en reglement over den tekst waarvan zij hun advies hebben uitgebracht als leden van de Afdeeling Wetgeving.

TITEL III.

TAALGEBRUIK IN DEN RAAD VAN STATE.

ART. 23.

De teksten welke, bij toepassing van artikel 2, aan de Afdeeling Wetgeving worden onderworpen, zijn in de Nederlandsche en de Fransche taal gesteld.

Het onderzoek der Afdeeling loopt zoowel over de in ieder der twee talen gestelde teksten als over dezer overeenstemming.

Het advies van de Afdeeling wordt in de twee talen gesteld.

ART. 24.

Wanneer de Afdeeling Wetgeving belast is met het opstellen van een der

visés à l'article 3, elle en établit le texte en langue française et en langue néerlandaise.

ART. 25.

Les avis donnés aux Ministres par la Section d'administration sont formulés dans la langue dont l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la loi du 28 juin 1932 impose l'emploi.

ART. 26.

Les arrêts rendus par la Section d'administration sont prononcés en la langue ou les langues de l'acte, du règlement ou de la décision dont l'annulation est postulée.

Les arrêts visés aux articles 8 et 10, sont prononcés en la langue dans la quelle est rédigée la décision rendue en premier ressort, ou, lorsque la Section statue en premier et dernier ressort, dans la langue dont l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la loi du 28 juin 1932 impose l'emploi. Les avis prévus à l'article 7 sont prononcés en la langue de la demande.

Les arrêts et avis seront rendus en langue allemande dans les affaires concernant un habitant des cantons d'Eupen, de Malmédy, de Saint-Vith, ou des communes de Membach, Gemmenich, Moresnet et La Calamine, qui en aura fait la demande.

ART. 27.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres détermine l'ensemble des règles relatives à l'emploi des langues au Conseil d'Etat en conformité des dispositions du présent titre et en s'inspirant des principes de la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative, ainsi que de la loi du 15 juin 1935, concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

bij artikel 3 bedoelde voorontwerpen, wordt de tekst er van in de Nederlandsche en in de Fransche taal gesteld.

ART. 25.

De adviezen aan de Ministers gegeven door de Afdeeling Administratie, worden gesteld in de taal waarvan artikel 4, paragraaf 1 der wet van 28 Juni 1932 het gebruik oplegt.

ART. 26.

De arresten gewezen door de Afdeeling Administratie, worden gesteld in de taal of in de talen van de akte, van het reglement, of van de beslissing, waarvan de nietigverklaring wordt gevraagd.

De arresten te wijzen krachtens de artikelen 8 en 10, worden uitgesproken in de taal waarin de in eersten aanleg gewezen beslissing luidt, of, wanneer de Afdeeling in eersten en hoogsten aanleg beschikt, in de taal waarvan artikel 4, paragraaf 1 der wet van 28 Juni 1932 het gebruik oplegt. De adviezen, voorzien bij artikel 7, worden uitgebracht in de taal der aanvraag.

De arresten en adviezen worden verleend in de Deutsche taal voor de zaken betreffende een inwoner van de kantons Eupen, Malmédy of Sanct-Vith, of van de gemeenten Membach, Gemmenich, Moresnet en Kalmis, die daartoe een aanvraag mocht hebben gedaan.

ART. 27.

Bij een in den Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt, overeenkomstig de bepalingen van dezen titel en met inachtneming van de beginselen der wet van 28 Juni 1932, betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, zoomede van de wet van 15 Juni 1935, betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, het complex van de regelen met betrekking tot het gebruik der talen in den Raad van State vastgesteld.

TITRE IV.

DE L'ORGANISATION DU CONSEIL
D'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ART. 28.

Le Conseil d'Etat est composé de treize membres au moins et de quinze membres au plus, étant un premier président, un président, onze conseillers au moins et treize conseillers au plus.

Il comporte, en outre : 1^o sept auditeurs au moins et dix au plus; 2^o un greffier et au moins deux greffiers adjoints; 3^o un Bureau de coordination composé de trois membres.

ART. 29.

D'autre part, la Section de législation comprend des assesseurs, dont le nombre ne peut dépasser dix.

ART. 30.

Nul ne peut être nommé membre du Conseil d'Etat ou assesseur de la Section de législation, s'il n'a 35 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit, et s'il n'a, pendant au moins dix ans, suivi le Barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires, ou enseigné le droit dans une université belge.

Un membre au moins du Conseil d'Etat doit avoir, pendant au moins dix ans, suivi le Barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires au Congo belge ou dans les territoires sous mandat belge.

TITEL IV.

INRICHTING VAN DEN RAAD
VAN STATE.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

ART. 28.

De Raad van State is samengesteld uit ten minste dertien en ten hoogste vijftien leden, die zijn : één eerste voorzitter, één voorzitter, ten minste elf en ten hoogste dertien raadsheeren.

Bovendien telt hij : 1^o ten minste zeven en ten hoogste tien auditeurs; 2^o één griffier en ten minste twee adjunct-griffiers; 3^o een Bureau voor samenordening, samengesteld uit drie leden.

ART. 29.

Daarenboven telt de Afdeeling Wetgeving bijzitters, doch niet meer dan tien.

ART. 30.

Niemand kan tot lid van den Raad van State of tot bijzitter van de Afdeeling benoemd worden, tenzij hij volle 35 jaar oud en doctor in de rechten is, mitsgaders hij gedurende ten minste tien jaren bij de Balie is ingeschreven geweest, bedieningen van algemeen bestuur of rechterlijke ambten heeft bekleed of het recht in een Belgische Universiteit heeft gedoceerd.

Een lid ten minste van den Raad van State moet, gedurende ten minste tien jaar, de Balie hebben gevolgd, ambten bij het algemeen bestuur of bij de rechterlijke macht hebben bekleed in Belgisch-Congo of in de gebieden onder Belgisch mandaat.

ART. 31.

Nul ne peut être nommé auditeur s'il n'a 28 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit, et s'il n'a satisfait pendant au moins cinq ans à l'une des autres conditions indiquées à l'article 30.

Un auditeur au moins doit avoir, pendant au moins cinq ans, suivi le Barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires au Congo belge ou dans les territoires sous mandat belge.

ART. 32.

Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est âgé de 27 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Nul ne peut être nommé greffier adjoint s'il n'a 25 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

ART. 33.

Un président, deux conseillers au moins, trois auditeurs au moins et quatre au plus, un membre du Bureau de coordination, ainsi que le greffier, doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, un membre du Bureau de coordination, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue française; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, un membre du Bureau de coordination, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue néerlandaise.

Ces justifications sont faites conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques, modifié par l'article 43, paragraphe 8, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou, le cas

ART. 31.

Niemand kan tot auditeur benoemd worden, tenzij hij volle 28 jaar oud en doctor in de rechten is, mitsgaders gedurende ten minste vijf jaren volstaan heeft aan een der andere vereischen bij artikel 30 gesteld.

Een auditeur ten minste moet, gedurende ten minste vijf jaar, de Balie hebben gevolgd, bedieningen van algemeen bestuur of rechterlijke ambten hebben bekleed in Belgisch-Congo of in de gebieden onder Belgisch mandaat.

ART. 32.

Niemand kan tot griffier benoemd worden, tenzij hij volle 27 jaar oud en doctor in de rechten is.

Niemand kan tot adjunct-griffier benoemd worden, tenzij hij volle 25 jaar oud en doctor in de rechten is.

ART. 33.

Een voorzitter, ten minste twee raadsheeren, ten minste drie en ten hoogste vier auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordening, zoomede de griffier moeten het bewijs leveren dat zij de twee landstalen kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordening, en ten minste één adjunct-griffier dat zij de Fransche taal kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordening, ten minste één adjunct-griffier dat zij de Nederlandsche taal machtig zijn.

Deze bewijzen worden geleverd overeenkomstig het bepaalde bij artikel 40 der wet van 21 Mei 1929 op het begeven der academische graden, gewijzigd bij artikel 43, paragraaf 8, lid 2 der wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, of,

échéant, conformément à l'article 60, paragraphe 1^{er} de la même loi.

Dans les nominations d'assesseurs de la Section de législation, de substituts et de membres du Bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique.

Il y aura au moins un conseiller, un auditeur, un greffier ou un greffier-adjoint qui devront justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande et d'une des deux autres langues nationales.

Un arrêté royal détermine la façon dont la justification de la connaissance de la langue allemande doit se faire.

ART. 34.

Le premier président, le président et les conseillers sont, sous réserve des dispositions de l'article 51, nommés à vie par le Roi.

Après que le Conseil d'Etat aura été constitué pour la première fois, les nominations aux sièges devenus vacants seront faites par le Roi, à vie, sur deux listes, comprenant chacune trois candidats, et présentées par le Conseil d'Etat et alternativement par la Chambre des Représentants et le Sénat. La présentation à la première place vacante sera faite par la Chambre.

ART. 35.

Les assesseurs de la Section de législation sont nommés par le Roi pour un terme de cinq ans qui peut être renouvelé, ou pour le terme restant à courir jusqu'à l'accomplissement de leur soixante-septième année, sur une liste triple de candidats présentés par l'assemblée des membres du Conseil d'Etat.

Les présentations ont lieu en observant les règles établies aux alinéas 1^{er}, 3 et 4 de l'article 221 de la loi du 18 juin 1869.

in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 60, paragraaf 1 van dezelfde wet.

Bij de benoemingen van de bijzitters der Afdeeling Wetgeving, substituten en leden van het Bureau voor samen-ordering wordt, in taalopzicht, een billijk evenwicht in acht genomen.

Een raadsheer, een auditeur, een griffier of adjunct-griffier moeten het bewijs leveren van een voldoende kennis van de Duitsche taal en van een der twee andere landstalen.

Een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop het bewijs van de kennis der Duitsche taal moet geleverd worden.

ART. 34.

De eerste-voorzitter, de voorzitter en de raadsheeren worden, onder voorbehoud van het bepaalde bij art. 51, door den Koning voor het leven benoemd.

Nadat de Raad van State voor het eerst zal zijn samengesteld, zullen de benoemingen tot de opengevallen zetels door den Koning, voor het leven, gedaan worden op twee lijsten elk met drie kandidaten, en voorgedragen door den Raad van State, en beurtelings door de Kamer der Volksvertegenwoordigers en den Senaat. De voordracht, bij de eerste opengevallen plaats, geschiedt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 35.

De Koning benoemt de bijzitters van de Afdeeling Wetgeving voor een vernieuwbaren termijn van vijf jaren, of voor den tijd die nog te loopen blijft totdat zij hun zeven en zestigste jaar hebben volbracht, op een drie-voudige lijst van door de vergadering der leden van den Raad van State voorgedragen kandidaten.

De candidaatstellingen geschieden met inachtneming van de regelen gesteld bij leden 1, 3 en 4 van art. 221 der wet van 18 Juni 1869.

ART. 36.

Les auditeurs sont nommés par le Roi, sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury. Ils peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

Les auditeurs participent à l'instruction des affaires dans les deux Sections; ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la Section d'Administration.

L'un des auditeurs, auquel le Roi donne le titre d'Auditeur général au Conseil d'Etat, dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux. Le Roi peut, en cas de nécessité, nommer des substituts qui assistent l'Auditeur général et les auditeurs. Il en détermine le nombre.

L'Auditeur général contrôle l'activité des membres du bureau de coordination, lesquels ont pour mission de coordonner les lois, les arrêtés royaux organiques et les divers textes réglementaires généraux en vigueur en Belgique et dans la Colonie, d'en conserver les textes et de les tenir à jour, cette documentation étant à la disposition des deux Sections du Conseil d'Etat.

Les substituts et les membres du Bureau de coordination sont choisis parmi les docteurs en droit, de nationalité belge, âgés de plus de vingt-cinq ans. Le Roi peut les révoquer, le Conseil d'Etat entendu.

ART. 37.

Le greffier et les greffiers adjoints sont nommés et révoqués par le Roi.

ART. 36.

De Koning benoemt de auditeurs uit een lijst opgemaakt naar de orde hunner rangschikking in een vergelijkend examen, waarvan de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examinatoren benoemt. De auditeurs kunnen, den Raad van State gehoord, door den Koning worden ontslagen.

De auditeurs verleenen, in de twee Afdeelingen, hun medewerking bij de behandeling der zaken; zij kunnen belast worden met de onderzoeken waartoe de Afdeeling Administratie heeft besloten.

Een der auditeurs, aan wien de Koning den titel van Auditeur-Generaal bij den Raad van State verleent, leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat en verdeelt de zaken onder hen. De Koning kan, in geval van noodzakelijkheid, substituten benoemen, die den Auditeur-Generaal en de auditeurs ter zijde staan. Hij stelt hun aantal vast.

De Auditeur-Generaal oefent toezicht uit op de bedrijvigheid der leden van het bureau voor samenordening, die tot opdracht hebben de wetten, de organieke koninklijke besluiten en de onderscheidene algemeene reglementaire teksten, van kracht in België en in de Kolonie, samen te ordenen de teksten er van te bewaren en ze bij te houden deze documentatie ter beschikking zijnde van beide afdeelingen van den Raad van State.

De substituten en de leden van het Bureau voor samenordening worden gekozen uit doctors in de rechten boven vijf en twintig jaar, die de Belgische nationaliteit bezitten. De Koning kan ze ontslaan na den Raad van State te hebben gehoord.

ART. 37.

De Koning benoemt en ontslaat den griffier en de adjunct-griffiers.

ART. 38.

Le premier président prête, entre les mains du Roi, en personne ou par écrit, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Le président, les conseillers, les assesseurs de la Section de législation, les auditeurs, les substituts, les membres du Bureau de coordination, le greffier et les greffiers adjoints prêtent ce serment entre les mains du premier président.

Ils sont tenus de prêter serment dans le mois à compter du jour où leur nomination leur aura été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à leur remplacement.

ART. 39.

L'assemblée générale du Conseil d'Etat se compose des premier président, président et conseillers. Elle est présidée par le premier président, le président ou le plus ancien des conseillers présents.

Les assesseurs de la Section de législation assistent aux assemblées générales lorsque l'ordre du jour comporte des objets intéressant la dite Section.

Ils ont voix délibérative en ce qui concerne ces objets.

ART. 40.

Un règlement d'ordre intérieur arrêté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat et approuvé par arrêté royal organise le travail des Sections, fixe la tenue des séances, précise les attributions des auditeurs et détermine les devoirs des greffier et greffiers adjoints.

Les assesseurs de la Section de législation participent avec voix délibérative à l'élaboration des dispositions

ART. 38.

De eerste-voorzitter legt, in handen van den Koning, persoonlijk of schriftelijk, den bij decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

De voorzitter, de raadsheeren, de bijzitters van de Afdeeling Wetgeving, de auditeurs, de substituten, de leden van het bureau voor samenordering, de griffier en de adjunct-griffiers leggen dezen eed af in handen van den eerste-voorzitter.

Zij zijn tot de eedaflegging gehouden binnen de maand ingaande met den dag waarop hun benoeming hun werd bekendgemaakt, zooniet kan in hun vervanging worden voorzien.

ART. 39.

De algemeene vergadering van den Raad van State is samengesteld uit den eerste-voorzitter, den voorzitter en de raadsheeren. Zij wordt voorgezeten door den eerste-voorzitter, den voorzitter of den oudsten der aanwezige raadsheeren.

De bijzitters van de Afdeeling Wetgeving wonen de algemeene vergaderingen bij, telkens wanneer onderwerpen met betrekking tot genoemde Afdeeling op de agenda voorkomen.

Wat deze onderwerpen betreft, hebben zij beraadslagende stem.

ART. 40.

De werkzaamheden van de Afdeelingen, het beleggen van de vergaderingen, de bevoegdheden van de auditeurs en de ambtsbezigheden van den griffier en van de adjunct-griffiers worden geregeld en bepaald bij een reglement van inwendige orde, dat door de algemeene vergadering van den Raad van State vastgesteld en bij koninklijk besluit goedgekeurd wordt.

De bijzitters van de Afdeeling Wetgeving hebben beraadslagende stem bij de voorbereiding van voornoemde

du dit règlement qui ont trait à cette Section.

ART. 41.

La nomination et la révocation des employés appartiennent à l'assemblée générale du Conseil d'Etat qui peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au premier président.

ART. 42.

Un arrêté royal prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'Auditorat, du Greffe, par les substituts et par les membres du Bureau de coordination. Le Roi règle la préséance et les honneurs.

CHAPITRE II.

**De l'organisation
de la Section de Législation.**

ART. 43.

La Section de législation est composée de six membres du Conseil d'Etat et des assesseurs visés à l'article 29. Le Roi désigne pour le terme de trois ans, pour faire partie de la Section de législation, le président et un des conseillers qui justifient de la connaissance des deux langues nationales, deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue française, deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise. Il désigne, pour le même terme et pour suppléer les titulaires en cas d'empêchement, un conseiller justifiant de la connaissance des deux langues nationales, un conseiller justifiant de la connaissance de la langue française, un conseiller justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise.

Le renouvellement des membres de la Section de législation se fait annuel-

reglements-bepalingen welke voornoemde Afdeeling betreffen.

ART. 41.

De beampten worden benoemd en ontslagen door de algemeene vergadering van den Raad van State, die deze bevoegdheid geheel of gedeeltelijk aan den eerste-voorzitter kan opdragen.

ART. 42.

Bij koninklijk besluit wordt voorgeschreven de ambtskleedij bij de terechtzittingen en op de officieele plechtigheden gedragen door de leden van den Raad van State, van het Auditoraat, van de Griffie, door de substituten en door de leden van het Bureau voor samenordering. De Koning regelt den voorrang en de eerbeijzen.

HOOFDSTUK II.

Inrichting der Afdeeling Wetgeving.

ART. 43.

De Afdeeling Wetgeving is samengesteld uit zes leden van den Raad van State en uit de bij artikel 29 bedoelde bijzitters. Worden door den Koning aangewezen om voor drie jaar van de Afdeeling Wetgeving deel uit te maken, de voorzitter en een der raadsheeren die bewijs leveren dat zij de twee landstalen kennen, twee raadsheeren die de Fransche, twee raadsheeren die de Nederlandsche taal kennen. Hij duidt voor denzelfden duur en ter vervanging van de titularissen, bij verhindering, een raadsheer aan, die de twee landstalen machtig is, een raadsheer die de Fransche en een raadsheer die de Nederlandsche taal kent.

De vernieuwing van de leden der Afdeeling Wetgeving geschiedt jaar-

lement par tiers. Le Roi en détermine les modalités et prend les mesures d'adaptation transitoires nécessaires.

ART. 44.

La Section de législation siège au nombre de trois membres du Conseil d'Etat et de deux assesseurs.

Les réunions ordinaires de la Section de législation sont présidées par celui des premier président ou président qui en fait partie ou, à son défaut, par le plus ancien des conseillers présents.

La Section peut appeler en consultation sur des questions spéciales des personnes particulièrement qualifiées.

La Section de législation est divisée en deux Chambres comprenant l'une le président et l'autre le conseiller justifiant de la connaissance des deux langues nationales ou leur suppléant. L'une des deux Chambres est formée, en outre, de deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue française ou de leur suppléant et de deux assesseurs justifiant de la connaissance de la même langue. L'autre Chambre est formée, en outre, de deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise ou de leur suppléant et de deux assesseurs justifiant de la connaissance de la même langue.

Le premier président du Conseil d'Etat reçoit les demandes d'avis dont il est question à l'article 2 et les soumet à l'une ou à l'autre des deux Chambres. Chacune de celles-ci délibère dans la langue qui lui est propre. Les textes ainsi établis dans chacune des deux langues sont traduits dans l'autre, et la concordance entre la version française et la version néerlandaise est vérifiée par les soins d'auditeurs, sous le contrôle de celui des membres de la Chambre justifiant de la connaissance des deux langues.

lijks per derde. De Koning bepaalt de modaliteiten daarvan en treft de vereischte overgangsmaatregelen van aanpassing.

ART. 44.

De Afdeeling Wetgeving zetelt ten getale van drie leden van den Raad van State en van twee bijzitters.

De gewone vergaderingen van de Afdeeling Wetgeving worden voorgezeten door den eerste-voorzitter of den voorzitter, die er deel van uitmaakt, of, bij dezes ontstentenis, door den oudsten der aanwezige raadsheeren.

De Afdeeling kan over speciale vraagpunten bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

De Afdeeling Wetgeving is onderverdeeld in twee Kamers waarvan de eene den voorzitter en de andere den tweetaligen raadsheer, of hun plaatsvervanger bevat. Een der beide Kamers is bovendien samengesteld uit twee raadsheeren die de Fransche taal kennen of uit hun plaatsvervanger en twee bijzitters die dezelfde taal machtig zijn. De andere Kamer wordt bovendien gevormd uit twee raadsheeren die de Nederlandsche taal kennen of uit hun plaatsvervanger en twee bijzitters die dezelfde taal machtig zijn.

De eerste-voorzitter van den Raad van State ontvangt de vragen om advies waarvan sprake in artikel 2 en onderwerpt ze aan de eene of de andere der beide Kamers. Ieder dezer beraadslaagt in de taal die haar eigen is. De aldus in een van beide talen gestelde teksten worden in de andere vertaald en de overeenstemming tusschen den Franschen en Nederlandschen tekst wordt door de auditeurnagezien onder het toezicht van het lid der Kamer dat de twee landstalen kent.

ART. 45.

En cas d'urgence, lorsque l'autorité qui saisit la Section de législation réclame communication de l'avis ou de l'avant-projet dans un délai ne dépassant pas trois jours, celle des Chambres qui serait saisie pourra siéger au nombre de trois membres du Conseil d'Etat sans la présence des assesseurs.

ART. 46.

La Section de législation siège en assemblée générale chaque fois que le Président de l'une des Chambres législatives ou le Ministre, par qui elle est consultée, lui en fait la demande.

L'assemblée générale est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat; à leur défaut, la présidence appartient au plus ancien des conseillers désignés en vertu de l'article 43.

Le Président de l'assemblée générale a voix délibérative même s'il ne fait pas partie de la Section de législation.

CHAPITRE III.

**De l'organisation
de la Section d'Administration.**

ART. 47.

La Section d'Administration est composée de trois Chambres : une Chambre flamande, une Chambre française, une Chambre bilingue.

La Chambre flamande, composée des conseillers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise, connaîtra de toutes les affaires qui, par application de la loi du 28 juin 1932, doivent être introduites dans la langue néerlandaise.

ART. 45.

Wanneer, in spoedeischede gevallen, de overheid die ze voor de Afdeeling Wetgeving aanhangig maakt, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen mededeeling van het advies of van het voorontwerp vraagt, mag de Kamer waaraan die zaak wordt toevertrouwd, zetelen ten getale van drie leden van den Raad van State, zonder de aanwezigheid der bijzitters.

ART. 46.

De Afdeeling Wetgeving zetelt in algemeene vergadering, telkens als de Voorzitter van een der Wetgevende Kamers of de Minister, door wien zij wordt geraadpleegd, haar hierom verzoekt.

De algemeene vergadering wordt voorgezeten door den eerste-voorzitter of, bij dezès ontstentenis, door den voorzitter van den Raad van State; bij beider ontstentenis wordt het voorzitterschap waargenomen door den oudsten der krachtens artikel 43 aangewezen raadsheeren.

De Voorzitter der algemeene vergadering is stemgerechtigd zelfs indien hij van de Afdeeling Wetgeving geen deel uitmaakt.

HOOFDSTUK III.

Inrichting der Afdeeling Administratie.

ART. 47.

De Afdeeling Administratie bestaat uit drie Kamers : een Vlaamsche Kamer, een Fransche Kamer, een tweetalige Kamer.

De Vlaamsche Kamer samengesteld uit raadsheeren die de Nederlandsche taal machtig zijn, neemt kennis van al de zaken welke, bij toepassing van de wet van 28 Juni 1932, in het Nederlandsch moeten ingediend worden.

La Chambre française, composée des conseillers justifiant de la connaissance de la langue française, connaîtra de toutes les affaires qui, par application de la même loi, doivent être introduites dans la langue française.

La Chambre bilingue, composée du président et des deux conseillers justifiant de la connaissance des deux langues, se réunira chaque fois que l'introduction d'une affaire bilingue le rendra nécessaire.

La Chambre comprenant le conseiller connaissant la langue allemande, siègera chaque fois que l'introduction d'une affaire allemande ou d'une affaire bilingue dans laquelle il est fait usage de la langue allemande et d'une des deux langues nationales le rendra nécessaire.

Les présidents et conseillers désignés pour faire partie de la Section de législation, pourront être appelés à siéger dans la Section d'administration, chaque fois qu'il y aura lieu, soit pour former la Chambre bilingue, soit pour suppléer un membre de la Chambre flamande ou de la Chambre française, en cas d'empêchement, soit pour constituer des Chambres de complément, si le nombre des affaires introduites le rend nécessaire.

ART. 48.

Les Chambres de la Section d'administration en matière d'avis comme d'arrêts siègent au nombre de trois membres, y compris celui qui préside.

En matière d'avis, toute affaire peut, à la majorité des voix, être renvoyée à l'assemblée générale de la Section.

Ce renvoi est de droit dans tous les cas où une Chambre reconnaît y avoir lieu à annulation du chef de détournement de pouvoir; il est exclu dans tous les autres cas où la Section est appelée à statuer par voie d'arrêt.

De Fransche Kamer, samengesteld uit de raadsheeren die de Fransche taal machtig zijn, neemt kennis van al de zaken welke, bij toepassing van dezelfde wet, in het Fransch moeten ingediend worden.

De tweetalige Kamer, bestaande uit den voorzitter en de twee raadsheeren die de beide landstalen kennen, vergadert telkens het indienen van een tweetalige zaak zulks noodzakelijk maakt.

De Kamer, waarvan de raadsheer die de Duitsche taal machtig is deel uitmaakt, zetelt ieder maal dat het inleiden van een Duitsche zaak of van een tweetalige zaak waarin gebruik wordt gemaakt van de Duitsche taal en van een van de twee andere landstalen dit noodig maakt.

De voorzitter en de raadsheeren, aangewezen om deel uit te maken van de Afdeeling Wetgeving, kunnen geroepen worden in de Afdeeling Administratie te zetelen, telkens hier aanleiding toe bestaat, hetzij om de tweetalige Kamer te vormen, hetzij om een lid van de Vlaamsche of van de Fransche Kamer in geval van verhindering te vervangen, hetzij om aanvullende Kamers tot stand te brengen, zoo dit in verband met het aantal ingediende zaken noodig blijkt.

ART. 48.

De Kamers der Afdeeling Administratie zetelen, zoo voor de adviezen als voor de arresten, ten getale van drie leden, wie voorzit daaronder begrepen.

Iedere advieszaak kan bij meerderheid van stemmen naar de algemeene vergadering der Afdeeling verwezen worden.

Deze verwijzing geschiedt van rechtswege telkens wanneer een Kamer erkent dat er aanleiding bestaat tot vernietiging wegens machtsafwending; zij is niet geoorloofd in al de andere gevallen waarin de Afdeeling bij wijze van arrest te beschikken heeft.

ART. 49.

L'assemblée générale, ainsi que les audiences et autres réunions de la Section d'administration, sont présidées par le premier président, le président ou le plus ancien des conseillers présents.

CHAPITRE IV.

Des rémunérations et des pensions.

ART. 50.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, et qui ne pourra être ultérieurement modifié qu'en vertu d'une loi, fixe les traitements, majorations et indemnités alloués aux membres du Conseil d'Etat et aux auditeurs, ainsi que les indemnités revenant aux assesseurs de la Section de législation.

Les magistrats nommés assesseurs de la Section de législation touchent les indemnités au même titre que les autres assesseurs.

ART. 51.

Les membres du Conseil d'Etat sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-douze ans.

ART. 52.

Les membres, mis à la retraite, en raison de l'âge fixé à l'article 51 et ayant vingt-cinq années de services admissibles pour la pension; dont dix ans au moins en qualité de membre du Conseil d'Etat, ont droit à l'éméritat. La pension de l'éméritat est égale au taux moyen du traitement des cinq dernières années.

Si le membre en fonctions en cette qualité depuis dix ans au moins et ayant atteint l'âge de soixante-douze

ART. 49.

De algemeene vergadering, de terechtzittingen en andere samenkomsten der Afdeeling Administratie worden voorgezeten door den eerste-voorzitter, den voorzitter of den oudsten der aanwezige raadsheeren.

HOOFDSTUK IV.

Bezoldiging en pensioenen.

ART. 50.

De wedden, verhoogingen en vergoedingen van de leden van den Raad van State en de auditeurs, zoomede de vergoedingen van de bijzitters der Afdeeling Wetgeving, worden vastgesteld bij een in den Ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat naderhand niet mag gewijzigd worden, tenzij krachtens een wet.

De magistraten die tot bijzitters van de Afdeeling Wetgeving benoemd zijn, trekken de vergoedingen evenals de overige bijzitters.

ART. 51.

De leden van den Raad van State worden op pensioen gesteld, wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkelijkheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behooren te vervullen of wanneer zij volle twee en zeventig jaar oud zijn.

ART. 52.

De leden, die uit hoofde van den bij artikel 51 bepaalden leeftijd in ruste zijn gesteld en vijf en twintig pensioengerechtigde dienstjaren tellen, waarvan ten minste tien als lid van den Raad van State, worden tot het emeritaat toegelaten. Het emeritaatspensioen is gelijk aan de gemiddelde wedde der laatste vijf jaar.

Zoo het lid dat als zoodanig sedert ten minste tien jaar fungeert en den leeftijd van twee en zeventig jaar

ans, n'a pas vingt-cinq années de services admissibles, sa pension est diminuée d'un vingt-cinquième pour chaque année qui manque pour parfaire ce nombre.

Si le membre ayant atteint l'âge susvisé et comptant vingt-cinq années de services admissibles n'a pas dix ans de fonctions comme membre du Conseil d'Etat, sa pension est liquidée, sur la base du taux moyen du traitement des cinq dernières années, à raison d'un vingt-cinquième par année de service en qualité de membre du Conseil d'Etat, d'un trente-troisième par année de services académiques prévus par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, d'un trente-cinquième par année de service dans la magistrature, et d'un soixantième par année de tous autres services admissibles pour la pension.

Le membre reconnu hors d'état de continuer ses fonctions par suite d'infirmités, mais n'ayant pas atteint l'âge de soixante-douze ans, peut être admis à la pension, quel que soit son âge, après cinq années de services quelconques admissibles. La pension est liquidée sur la base du traitement moyen des cinq dernières années, à raison d'un vingt-cinquième par année de service en qualité de membre du Conseil d'Etat, d'un trente-troisième par année de services académiques prévus par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, d'un trente-cinquième par année de service dans la magistrature et d'un soixantième par année de tous autres services admissibles pour la pension.

Aucune pension ne pourra être supérieure au traitement qui aura servi de base à la liquidation.

La loi générale sur les pensions civiles reste applicable dans les cas où les dispositions du présent article ne peuvent être invoqués.

bereikt heeft, nog geen vijf en twintig pensioengerechtigde dienstjaren telt, wordt zijn pensioen met één vijf-entwintigste voor ieder ontbrekend jaar verminderd.

Zoo het lid dat bovenvermelden leeftijd bereikt heeft en vijf en twintig pensioengerechtigde dienstjaren telt, niet gedurende tien jaar lid van den Raad van State was, wordt zijn pensioen, op den voet der gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar, berekend tegen één vijf-entwintigste per jaar dienst als lid van den Raad van State, tegen één drie-en-dertigste per jaar academischen dienst, zooals voorzien bij de wet van 30 Juli 1879 op het hoogleeraarsemeritaat, tegen één vijf-entwintigste per jaar dienst in de magistratuur en tegen één zestigste per jaar andere pensioengerechtigde diensten.

Het lid dat wegens gebrekkelikheden niet meer bekwaam wordt bevonden om zijn functie verder uit te oefenen, doch den leeftijd van twee en zeventig jaar niet bereikt heeft, kan gepensionneerd worden, om het even hoe oud hij is, na vijf jaren welkdanige pensioengerechtigde diensten. Het pensioen wordt dan, op den voet der gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar, berekend tegen één vijf-entwintigste per jaar dienst als lid van den Raad van State, tegen één drie-en-dertigste per jaar academischen dienst, zooals voorzien bij de wet van 30 Juli 1879 op het hoogleeraarsemeritaat, tegen één vijf-entwintigste per jaar dienst in de magistratuur en tegen een zestigste per jaar andere pensioengerechtigde diensten.

Geen enkel pensioen mag uitgaan boven de wedde waarop het pensioen werd berekend.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen blijft toepasselijk, telkens wanneer de bepalingen van dit artikel niet kunnen ingeroepen worden.

ART. 53.

Les auditeurs, substituts, membres du Bureau de coordination, greffier, greffiers adjoints ainsi que les employés sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans.

La loi générale sur les pensions civiles leur est applicable.

CHAPITRE V.

Des incompatibilités et de la discipline.

ART. 54.

Les fonctions de membres du Conseil d'Etat sont incompatibles avec les fonctions judiciaires, avec celles de conseiller provincial, de bourgmestre, de conseiller communal, avec toutes fonctions et emplois rétribués, publics ou privés, avec toute fonction publique sujette à comptabilité pécuniaire, avec les fonctions d'avoué, de notaire et d'huissier, avec la profession d'avocat, avec l'état militaire et la qualité de ministre d'un culte reconnu.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, autoriser, par arrêté motivé, des membres du Conseil d'Etat à continuer l'exercice des fonctions de professeur ou de chargé de cours dans l'enseignement supérieur.

Les membres du Conseil d'Etat et les assesseurs de la Section de législation ne peuvent accepter la charge de défendre des intéressés, ni verbalement ni par écrit, ni même à titre de consultation.

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent faire d'arbitrage rémunéré, exercer par eux-mêmes ni sous le nom de leur épouse ou de toute autre personne interposée aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ou participer à la direction, à l'adminis-

ART. 53.

De auditeurs, substituten, leden van het Bureau voor samenordering, griffier en adjunct-griffiers, evenals de beambten worden op pensioen gesteld, wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkelijkheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behooren te vervullen of wanneer zij volle vijf en zestig jaar oud zijn.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen is op hen toepasselijk.

HOOFDSTUK V.

Onvereenigbaarheid en Tucht.

ART. 54.

Het lidmaatschap van den Raad van State is onvereenigbaar met de rechterlijke ambten, met die van provincieraadslid, burgemeester, gemeenteraadslid, met alle bezoldigde openbare of private ambten en bedieningen, met elk openbaar ambt dat geldelijk rekenplichtig is, met de ambten van pleitbezorger, notaris en deurwaarder, met het beroep van advocaat, met den militairen staat en de hoedanigheid van bedienaar van een erkenden eeredienst.

De Koning kan, in bijzondere gevallen, leden van den Raad van State bij beredeneerd besluit machtigen de betrekking van hoogleeraar of van docent bij het hooger onderwijs te blijven vervullen.

Het is den leden van den Raad van State en den bijzitters van de Afdeling Wetgeving verboden zich, mondeling of schriftelijk en zelfs bij wijze van raadgeving, met de verdediging der belanghebbenden te belasten.

Het is den leden van den Raad van State verboden als bezoldigd scheidsrechter op te treden, zelf of ten name van hun echtgenoot of van eenig ander tusschenpersoon, eenigen handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan het bestuur, het

tration ou à la surveillance de toutes sociétés commerciales ou établissemens industriels et commerciaux.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, autoriser par arrêté motivé, les membres du Conseil d'Etat à participer à la surveillance de sociétés ou établissemens industriels.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux auditeurs, substitués, aux membres du Bureau de coordination, au greffier, aux greffiers adjoints, ainsi qu'aux employés.

ART. 55.

Les parents et alliés, jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne peuvent être simultanément membres du Conseil d'Etat sans une dispense du Roi; ils ne peuvent siéger simultanément, sauf aux assemblées générales.

ART. 56.

Tout membre du Conseil d'Etat qui a manqué à la dignité de ses fonctions ou aux devoirs de son état peut, suivant le cas, être déclaré déchu ou suspendu de ses fonctions par arrêt rendu en assemblée générale par la Cour de cassation sur réquisitoire du Procureur général près cette Cour.

ART. 57.

Les dispositions du chapitre III du titre IV du livre II du Code d'instruction criminelle relatives aux crimes et délits commis par les membres des Cours, ainsi que l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 sont applicables en ce qui concerne les membres du Conseil d'Etat.

beheer of het toezicht over eenige handelsvennootschap of nijverheids- en handelsinrichting.

In bijzondere gevallen, kan de Koning, bij beredeneerd besluit, de leden van den Raad van State toelaten aan het toezicht over nijverheidsvennootschappen of -inrichtingen deel te nemen.

De voorgaande bepalingen vinden toepassing op de auditeurs, de substituten, de leden van het Bureau voor samenordering, den griffier, de adjunct-griffiers, zoomede op de beambten.

ART. 55.

De bloed- en aanverwanten, tot en met den graad van oom en neef, mogen, tenzij de Koning dit verbod heeft opgeheven, niet tegelijkertijd van den Raad van State deel uitmaken; zij mogen niet tegelijkertijd zetelen, behalve op de algemeene vergaderingen.

ART. 56.

Ieder lid van den Raad van State die te kort gekomen is aan de waardigheid van zijn ambt of aan de plichten van zijn staat, kan volgens het geval, van zijn functie vervallen verklaard of daarin geschorst worden, bij een arrest dat door het Hof van Verbreking, in algemeene vergadering, op vordering van den Procureur-Generaal bij dit Hof, wordt uitgesproken.

ART. 56.

Het bepaalde in hoofdstuk III van titel IV van boek II van het Wetboek van Strafvordering omtrent de door de leden der Hoven gepleegde misdaden en wanbedrijven, zoomede artikel 10 der wet van 20 April 1810, zijn op de leden van den Raad van State toepasselijk.

Dispositions transitoires.

ART. 58.

Les recours, requêtes ou demandes prévus aux articles 7, 9 et 10 ne seront pas accueillis, si la contestation est antérieure à la promulgation de la présente loi.

ART. 59.

Lors de la constitution du Conseil d'Etat :

1^o Il pourra être dérogé, pour la nomination de ses membres, à l'alinéa 1^{er} de l'article 5 de la loi du 6 août 1931;

2^o Les cinq premières nominations d'assesseurs ne seront pas soumises aux conditions de présentation prévues par l'article 35;

3^o L'article 31 ne sera pas appliqué aux trois auditeurs nommés en premier lieu; ceux-ci seront choisis parmi les docteurs en droit justifiant d'une compétence spéciale en droit public et administratif, notamment les lauréats des concours des bourses de voyage du Gouvernement et les agrégés de l'enseignement supérieur.

ART. 60.

Le Roi peut accorder l'éméritat aux quinze premiers membres du Conseil d'Etat, alors même qu'ils ne rempliraient pas les conditions fixées par l'alinéa premier de l'article 52.

ART. 61.

Des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres prendront toutes les mesures organiques complémentaires nécessaires pour assurer l'exécution de la présente loi.

Overgangsbepalingen.

ART. 58.

De beroepen, verzoekschriften of aanvragen voorzien bij de artikelen 7, 9 en 10 worden niet in aanmerking genomen indien de betwisting dagteekent van vóór de bekendmaking dezer wet.

ART. 59.

Bij de instelling van den Raad van State :

1^o Kan, voor de benoeming van zijn leden, worden afgeweken van de eerste alinea van artikel 5 der wet van 6 Augustus 1931;

2^o Moeten de eerste vijf benoemingen van bijzitter niet beantwoorden aan de voordrachtsvereischten voorzien bij artikel 35;

3^o Zal artikel 31 niet toegepast worden op de drie het eerst benoemde auditeurs; dezen zullen gekozen worden onder de doctors in de rechten, die van een speciale bevoegdheid in publiek en administratief recht doen blijken, inzonderheid de laureaten van de wedstrijden voor reisbeurzen der Regeering en de geaggregeerden van het hooger onderwijs.

ART. 60.

De Koning kan het emeritaat verleenen aan de eerste vijftien leden van den Raad van State, zelfs indien zij niet in de bij de eerste alinea van artikel 52 vastgestelde voorwaarden mochten verkeeren.

ART. 61.

Bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, worden al de noodige aanvullende organieke maatregelen genomen, welke ter uitvoering van deze wet noodig zijn.

ART. 62.

Au cours de la session ordinaire de 1946-1947, le Gouvernement fera rapport aux Chambres Législatives au sujet du fonctionnement du Conseil d'Etat.

ART. 63.

Le Roi est autorisé à modifier ou compléter par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le texte des lois déterminant la compétence du Conseil des Mines, ainsi que celui des lois visées à l'article 10 en vue de mettre ces textes en concordance avec les articles 7, § 2 et 10 de la présente loi.

ART. 64.

La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par arrêté royal.

Cet arrêté pourra fixer la mise en vigueur des dispositions de l'article 28 et de l'article 59, à une date précédant celle qu'il déterminera pour l'entrée en vigueur totale de la loi.

ART. 65.

Les crédits nécessaires pour le fonctionnement du Conseil d'Etat seront inscrits au Budget du Ministère de l'Intérieur.

Bruxelles, le 20 décembre 1945.

ART. 62.

De Regeering zal, in den loop der gewone zitting 1946-1947, aan de Wetgevende Kamers verslag uitbrengen omtrent de werkzaamheden van den Raad van State.

ART. 63.

De Koning is er toe bevoegd, bij in Ministerraad overlegde besluiten, den tekst van de wetten tot vaststelling van de bevoegdheid van den Mijnsraad, mitsgaders dien der bij artikel 10 bedoelde wetten, te wijzigen en aan te vullen ten einde die teksten in overeenstemming te brengen met de artikelen 7, § 2 en 10 van deze wet.

ART. 64.

Deze wet treedt in werking op den datum bij koninklijk besluit te bepalen.

Dit besluit mag de inwerkingstelling van de bepalingen van artikel 28 en van artikel 59 vaststellen op een datum voorafgaande aan dezen die voor de algeheele inwerkingtreding der wet bepaald wordt.

ART. 65.

De kredieten welke voor de werking van den Raad van State noodig zijn, worden uitgetrokken op de Begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Brussel, 20 December 1945.

APPENDICE

Tableau des modifications apportées par la Chambre des Représentants au texte transmis par le Sénat.

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
ART. 2. La Section de législation donne un avis motivé sur le texte de tous projets, propositions de loi et amendements à ces projets et propositions dont elle est saisie par le Président de l'une des deux Chambres législatives. Hors les cas d'urgence, et les projets de lois budgétaires exceptés, les ministres soumettent à l'avis motivé de la Section le texte de tous avant-projets de lois, projets de décrets ou d'arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires. L'avis est annexé à l'exposé des motifs des projets de lois, ainsi qu'aux rapports faits au Roi. Les ministres peuvent demander l'avis motivé de la Section sur toutes propositions de lois, ainsi que sur tous amendements à des projets ou propositions de lois.	ART. 2. <i>(Le premier alinéa est inchangé.)</i> Hors les cas d'urgence, et les projets de lois budgétaires exceptés, les ministres soumettent à l'avis motivé de la Section le texte de tous avant-projets de lois ou d'arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires. L'avis est annexé à l'exposé des motifs des projets de lois, ainsi qu'aux rapports faits au Roi. Les ministres peuvent demander l'avis motivé de la Section sur toutes propositions de lois, <i>sur tous projets de décrets</i> ainsi que sur tous amendements à des projets ou propositions de lois.	 Le Ministre des Colonies aura la faculté — mais non plus l'obligation — de prendre l'avis du Conseil d'Etat sur les projets de décrets. Les mots « <i>projets de décrets</i> » sont supprimés. Les mots « <i>sur tous projets de décrets</i> » sont ajoutés.
ART. 3. Le Premier Ministre peut charger la Section de législation de rédiger le texte d'avant-projets de lois, de décrets, d'arrêtés, de règlements ou d'amendements dont il détermine la matière et l'objet.	ART. 3. Le Premier Ministre peut charger la Section de législation de rédiger le texte d'avant-projets de lois, d'arrêtés, de règlements ou d'amendements dont il détermine la matière et l'objet.	Les mots « <i>de décrets</i> » sont supprimés.
ART. 7. La Section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un	ART. 7. § 1 ^{er} . — La Section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnités relatives à la réparation	L'article 7 comportera deux paragraphes.

Articles adoptés par le Sénat
le 5 juillet 1939.Modifications apportées
par la Chambre.

Explications.

dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée. La Section d'administration statue en équité par voie d'avis motivé, en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé.

La demande d'avis ne sera recevable qu'après que l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie aura rejeté totalement ou partiellement une requête en indemnité, ou négligé pendant soixante jours de statuer à son égard.

L'avis est donné dans le délai qui sera déterminé par arrêté royal. Il est rendu public et communiqué aux intéressés. Toutefois, la Section d'administration pourra décider de ne publier et communiquer que le dispositif de l'avis, au cas où elle estimerait que l'intérêt général le commande.

Les décisions des autorités, relatives aux affaires au sujet desquelles la Section d'administration a émis un avis par application du présent article, visent expressément cet avis et en indiquent le sens.

ART. 9.

La Section d'administration statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés contre les actes

d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée. La Section d'administration se prononce en équité par voie d'avis motivé, en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé.

(Les alinéas 2, 3 et 4 sont inchangés.)

§ 2. — *Le Conseil des Mines est supprimé. Les attributions dévolues au Conseil des Mines sont exercées par la Section d'administration du Conseil d'Etat.*

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les avantages matériels des membres et du personnel du Conseil des Mines actuellement en fonction.

ART. 9.

La Section d'administration statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés contre les

Addition d'un § 2, entraînant la suppression du Conseil des Mines.

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives.	actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives.	Le Conseil d'Etat ne pourra se prononcer sur les demandes d'indemnité que par voie d'avis. (Cfr. art. 7.)
La Section d'administration statue par voie d'arrêtés sur les demandes d'indemnité connexes à un recours en annulation accueilli par le Conseil d'Etat, à condition que ces demandes ne soient pas de la compétence d'une autre juridiction et qu'elles aient été introduites par une partie ou par un tiers, au plus tard dans les six mois de l'arrêt d'annulation. La Section statue en équité, en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé.	(Le second alinéa est supprimé.)	
ART. 10.	ART. 10.	
La Section d'administration statue par voie d'arrêtés :	La Section d'administration statue par voie d'arrêtés :	Le Conseil d'Etat se voit attribuer, par l'article 10, le pouvoir de juger le fond même de certains litiges administratifs; mais il est logique qu'il n'intervienne qu'en dernier ressort, lorsque la loi a établi plusieurs degrés de juridiction en l'espèce.
1 ^o Sur les recours prévus aux Titres V et VI de la loi électorale communale;	1 ^o Sur les recours <i>en dernier ressort</i> prévus aux Titres V et VI de la loi électorale communale;	
2 ^o Sur les requêtes prévues à l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 modifiée par la loi du 23 juillet 1924 et relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre;	2 ^o Sur les requêtes prévues à l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 modifiée par la loi du 23 juillet 1924 et relative à la résiliation et à la revision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre;	
3 ^o Sur les recours prévus aux alinéas 4 et 5 de l'article 19 et au premier alinéa de l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, ainsi que sur les différends visés au deuxième alinéa du dit article 33;	3 ^o Sur les recours prévus aux alinéas 4 et 5 de l'article 19 et au premier alinéa de l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, ainsi que sur les différends visés au deuxième alinéa du dit article 33;	
4 ^o Sur les résolutions, recours, conflits et difficultés visés au dernier alinéa de l'article 19, aux articles 20, 22 et 88 de la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique;	4 ^o Sur les résolutions, recours, conflits et difficultés visés au dernier alinéa de l'article 19, aux articles 2, 22 et 88 de la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique.	
5 ^o Sur les conflits et difficultés pouvant surgir à l'occasion de l'application du décret du 12 juillet 1920 sur l'entretien et le rapatriement de personnes non originaires du Congo ou des colonies voisines, tombées à charge de la bienfaisance publique.	(Le 5 ^o est supprimé.)	Votre rapporteur avait — sans succès — combattu en 1939 l'amendement dont la Chambre vient de supprimer heureusement le texte, à la demande du Ministre des Colonies. Celui-ci a reconnu que la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires congolais.

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
ART. II. Les demandes, difficultés et recours visés aux articles 7, 8, 9 et 10, sont soumis par écrit à la Section d'administration, dans les formes et délais déterminés par le Roi.	ART. II. Les demandes, difficultés et recours visés aux articles 7, 8, 9 et 10 <i>peuvent être portés</i> devant la Section d'administration <i>par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt</i> et sont soumis par écrit à la Section d'administration dans les formes et délais déterminés par le Roi.	« Pas d'intérêt, pas d'action ». Ce principe est d'application devant le Conseil d'Etat comme dans les autres prétoires.
ART. 14. L'instruction a lieu par écrit. Néanmoins, la Section peut convoquer et entendre les parties. Dans le cas où un Commissaire du Gouvernement est désigné, la Section en avise les parties et leur fait savoir qu'elles ont le droit d'être entendues. Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des avocats de nationalité belge, ayant dix années d'inscription au Barreau. Ceux-ci auront toujours le droit de prendre connaissance au greffe du dossier de l'affaire et de déposer un mémoire ampliatif dans les conditions à déterminer par les arrêtés royaux prévus à l'article 21.	ART. 14. L'instruction a lieu par écrit. Néanmoins, la Section peut convoquer et entendre les parties. Dans le cas où un Commissaire du Gouvernement est désigné, la Section en avise les parties et leur fait savoir qu'elles ont le droit d'être entendues. Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des avocats de nationalité belge, ayant dix années d'inscription <i>au tableau de l'Ordre des Avocats</i>. Ceux-ci auront toujours le droit de prendre connaissance au greffe du dossier de l'affaire et de déposer un mémoire ampliatif dans les conditions à déterminer par les arrêtés royaux prévus à l'article 21.	Ces dix années, ajoutées à celles que l'avocat aura passées en stage, apparaissent comme une garantie de capacité professionnelle. Mieux eût valu, sans doute, instituer un Barreau spécial près le Conseil d'Etat...
ART. 15. La Section d'administration correspond directement avec les ministres, les gouverneurs de province, les autorités communales et les administrations publiques subordonnées. Elle a le droit de se faire fournir par ces autorités et administrations tous documents et renseignements relatifs aux affaires sur lesquelles elle est appelée à statuer.	ART. 15. La Section d'administration correspond directement avec les ministres, les gouverneurs de province, les autorités communales et les administrations publiques subordonnées. Elle a le droit de se faire <i>communiquer</i> par ces autorités et administrations tous documents et renseignements relatifs aux affaires sur lesquelles elle est appelée à statuer.	Il s'agit évidemment d'une communication. Le mot « fournir » n'était pas heureusement choisi
ART. 17. Dans le cas où une affaire n'est pas en état à l'expiration du délai réglementaire endéans lequel l'arrêt ou l'avis doit intervenir, la	ART. 17. Dans le cas où une affaire n'est pas en état à l'expiration du délai réglementaire endéans lequel l'arrêt ou l'avis doit intervenir, la	

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
Section d'administration peut, par une décision motivée, proroger ce délai dans la mesure qui s'impose. Cette prorogation peut, en cas de nécessité, être renouvelée sans toutefois que la durée totale des prorogations puisse excéder le double du délai organique.	Section d'administration peut, par une décision motivée, proroger ce délai dans la mesure qui s'impose. Cette prorogation peut, en cas de nécessité, être renouvelée sans toutefois que la durée totale des prorogations puisse excéder le double du délai déterminé dans l'arrêté organique.	Correction de forme, tout à fait justifiée.
ART. 20.	ART. 20.	
Les arrêts de la Section d'administration ne sont susceptibles d'aucun recours. Toutefois, les conflits d'attribution prévus par l'article 106 de la Constitution seront tranchés par la Cour de cassation, sur requête déposée à son greffe par tout intéressé, dans les formes et délais déterminés par le Roi.	§ 1^{er}. — <i>Peuvent être déférés à la Cour de Cassation les arrêts par lesquels la Section d'administration décide de ne pouvoir connaître de la demande par le motif que la connaissance de celle-ci rentre dans les attributions des autorités judiciaires ainsi que les arrêts par lesquels la Section rejette un déclinatoire fondé sur le motif que la demande relève des attributions de ces autorités.</i> <i>Le pourvoi est formé par requête de la partie intéressée, introduite conformément à la loi du 25 février 1925. Un arrêté royal détermine les formes et délais de procédure. La Cour statue chambres réunies.</i> <i>Lorsque la Cour casse l'arrêt, elle renvoie la cause devant la Section d'administration autrement composée, qui doit se conformer à la décision de la Cour sur le point de droit jugé par celle-ci.</i> § 2. — <i>Lorsque la Section d'administration et une Cour ou un tribunal de l'ordre judiciaire se sont déclarés l'un et l'autre soit compétents, soit incompétents pour connaître de la même demande, le règlement d'attribution sur le conflit est poursuivi par la partie la plus diligente et jugé par la Cour de Cassation suivant le mode prévu pour le règlement de juges en matière civile. Toutefois, l'arrêt de règlement d'attributions est rendu par la Cour chambres réunies.</i> § 3. — <i>Dans tous les autres cas, les arrêts de la Section d'administration ne sont susceptibles que des recours prévus au deuxième alinéa de l'article 21.</i>	La Cour de Cassation tranchera les difficultés qui surgiraient, en matière de compétence, soit que le Conseil d'Etat ait seul statué, soit qu'un conflit d'attribution (positif ou négatif) se soit produit entre lui et une juridiction ordinaire. Il s'agit, au § 3, des oppositions et tierces-oppositions.

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
ART. 28. Le Conseil d'Etat est composé de treize membres au moins et de quinze membres au plus, étant un premier président, un président, onze conseillers au moins et treize conseillers au plus. Il comporte, en outre, sept auditeurs au moins et dix au plus; un greffier et au moins deux greffiers adjoints.	ART. 28. Le Conseil d'Etat est composé de treize membres au moins et de quinze membres au plus, étant un premier président, un président, onze conseillers au moins et treize conseillers au plus. Il comporte, en outre : 1^o sept auditeurs au moins et dix au plus; 2^o un greffier et au moins deux greffiers adjoints; 3^o <i>un Bureau de coordination composé de trois membres.</i>	Cette addition ne consacre pas une nouveauté. Le Bureau de coordination était prévu dans le texte admis en 1939 par le Sénat (article 36 ancien). L'actuelle rédaction est recommandable, étant claire et bien ordonnée.
ART. 33. Un président, deux conseillers au moins, trois auditeurs au moins et quatre au plus, ainsi que le greffier, doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue française; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue néerlandaise.	ART. 33. Un président, deux conseillers au moins, trois auditeurs au moins et quatre au plus, <i>un membre du Bureau de coordination</i>, ainsi que le greffier, doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, <i>un membre du Bureau de coordination</i>, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue française; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, <i>un membre du Bureau de coordination</i>, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue néerlandaise.	Il est bon d'étendre les règles linguistiques aux membres du Bureau de coordination.
Ces justifications sont faites conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques, modifié par l'article 43, paragraphe 8, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou, le cas échéant, conformément à l'article 60, paragraphe 1^{er}, de la même loi.	Ces justifications sont faites conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques, modifié par l'article 43, paragraphe 8, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou, le cas échéant, conformément à l'article 60, paragraphe 1^{er}, de la même loi.	La Chambre, renonçant à instituer des « maîtres de requêtes » et des « maîtres de requêtes adjoints », a préféré doter le parquet du Conseil d'Etat de « substitués ». (Cfr. l'article 36 modifié.)
Dans les nominations d'assesseurs de la Section de législation, de maîtres de requêtes, de maîtres de requêtes adjoints et de membres du Bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique.	Dans les nominations d'assesseurs de la Section de législation, <i>de substitués</i> et de membres du Bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique.	
Il y aura au moins un conseiller, un auditeur, un greffier ou un	Il y aura au moins un conseiller, un auditeur, un greffier ou un	

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
greffier adjoint qui devront justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande et d'une des deux autres langues nationales. Un arrêté royal détermine la façon dont la justification de la connaissance de la langue allemande doit se faire.	greffier adjoint qui devront justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande et d'une des deux autres langues nationales. Un arrêté royal détermine la façon dont la justification de la connaissance de la langue allemande doit se faire.	
ART. 34. Le premier président, le président et les conseillers sont, sous réserve des dispositions de l'article 51, nommés à vie par le Roi. Après que le Conseil d'Etat aura été constitué pour la première fois, les nominations aux sièges devenus vacants seront faites par le Roi, à vie, sur deux listes, comprenant chacune quatre candidats, et présentées par le Conseil d'Etat et le Sénat.	ART. 34. Le premier président, le président et les conseillers sont, sous réserve des dispositions de l'article 51, nommés à vie par le Roi. Après que le Conseil d'Etat aura été constitué pour la première fois, les nominations aux sièges devenus vacants seront faites par le Roi, à vie, sur deux listes, comprenant chacune <i>trois</i> candidats, et présentées par le Conseil d'Etat et <i>alternativement par la Chambre des Représentants et le Sénat. La présentation à la première place vacante sera faite par la Chambre.</i>	Le choix s'exercera utilement entre six personnalités. Pas n'est besoin d'en présenter huit. D'autre part, il est logique de permettre à la Chambre (comme au Sénat) de présenter ses candidats, puisque les deux Assemblées bénéficieront de la collaboration du Conseil d'Etat.
ART. 36. Les auditeurs sont nommés par le Roi; ils peuvent être révoqués par lui, le Conseil d'Etat entendu. Les auditeurs participent à l'instruction des affaires dans les deux Sections; ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la Section d'administration. L'un des auditeurs, auquel le Roi donne le titre d'Auditeur général au Conseil d'Etat, dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux. Le Roi peut, en cas de	ART. 36. <i>Les auditeurs sont nommés par le Roi, sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury. Ils peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.</i> Les auditeurs participent à l'instruction des affaires dans les deux Sections; ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la Section d'administration. L'un des auditeurs, auquel le Roi donne le titre d'Auditeur général au Conseil d'Etat, dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux. Le Roi peut, en cas de	L'institution de ce concours aura une très heureuse influence sur le recrutement des auditeurs.

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
nécessité, nommer des maîtres de requêtes et des maîtres de requêtes adjoints, placés sous la direction de l'Auditeur général, chargés de former les dossiers des affaires soumises à la Section d'administration et de faire rapport. L'Auditeur général contrôle l'activité des membres du Bureau de coordination, lesquels, au nombre de trois, ont pour mission de conserver, de tenir à jour et de coordonner les lois, les arrêtés royaux organiques et les divers textes réglementaires généraux en vigueur en Belgique et dans la Colonie, cette documentation étant à la disposition des deux Sections du Conseil d'Etat. Le Roi détermine le nombre des maîtres de requêtes et de leurs adjoints. Les maîtres de requêtes, leurs adjoints et les membres du Bureau de coordination sont nommés par arrêté royal; ils sont choisis parmi les docteurs en droit, de nationalité belge, âgés de plus de 25 ans. Le Roi peut les révoquer, le Conseil d'Etat entendu.	<i>nécessité, nommer des substituts qui assistent l'Auditeur général et les auditeurs. Il en détermine le nombre.</i> L'Auditeur général contrôle l'activité des membres du Bureau de coordination, lesquels ont pour mission de coordonner les lois, les arrêtés royaux organiques et les divers textes réglementaires généraux en vigueur en Belgique et dans la Colonie, d'en conserver les textes et de les tenir à jour, cette documentation étant à la disposition des deux Sections du Conseil d'Etat. <i>(Les alinéas 4 et 5 sont supprimés et remplacés par le texte ci-dessous.)</i> <i>Les substituts et les membres du Bureau de coordination sont choisis parmi les docteurs en droit, de nationalité belge, âgés de plus de vingt-cinq ans. Le Roi peut les révoquer, le Conseil d'Etat entendu.</i>	Il y aura des « substituts », et non point des « maîtres de requêtes » ou des « maîtres de requêtes adjoints », comme le Sénat l'avait proposé, à l'exemple de la France. Le résultat pratique sera le même. Question de terminologie, simplement. La mission du Bureau de coordination (dont il est question à l'article 28 modifié) est bien indiquée dans ce texte. Seule nouveauté : il n'est plus question de maîtres de requêtes mais de substituts.
ART. 38.	ART. 38.	
Le premier président prête, entre les mains du Roi, en personne ou par écrit, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Le président, les conseillers, les assesseurs de la Section de législation, les auditeurs, les maîtres de requêtes et les maîtres de requêtes adjoints, les membres du Bureau de coordination, le greffier et les greffiers adjoints prêtent ce serment entre les mains du premier président. Ils sont tenus de prêter serment dans le mois à compter du jour où leur nomination leur aura été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à leur remplacement.	Le premier président prête, entre les mains du Roi, en personne ou par écrit, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Le président, les conseillers, les assesseurs de la Section de législation, les auditeurs, les substituts, les membres du Bureau de coordination, le greffier et les greffiers adjoints prêtent ce serment entre les mains du premier président. Ils sont tenus de prêter serment dans le mois à compter du jour où leur nomination leur aura été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à leur remplacement.	Les « substituts » ont pris la place des « maîtres de requêtes » prévus dans le texte adopté par le Sénat en 1939.

Articles adoptés par le Sénat
le 5 juillet 1939.

ART. 42.

Un arrêté royal prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'Auditorat, du Greffe, par les maîtres de requêtes et les maîtres de requêtes adjoints. Le Roi règle la préséance et les honneurs.

ART. 52.

Les membres, mis à la retraite, en raison de l'âge fixé à l'article 51 et ayant vingt-cinq années de services admissibles pour la pension, dont dix ans au moins en qualité de membre du Conseil d'Etat, ont droit à l'éméritat. La pension de l'éméritat est égale au taux moyen du traitement des cinq dernières années.

Si le membre en fonctions en cette qualité depuis dix ans au moins et ayant atteint l'âge de soixante-douze ans, n'a pas vingt-cinq années de services admissibles, sa pension est diminuée d'un vingt-cinquième pour chaque année qui manque pour parfaire ce nombre.

Si le membre ayant atteint l'âge susvisé et comptant vingt-cinq années de services admissibles n'a pas dix ans de fonctions comme membre du Conseil d'Etat, sa pension est liquidée, sur la base du taux moyen du traitement des cinq dernières années, à raison d'un vingt-cinquième par année de service en qualité de membre du Conseil d'Etat, d'un trente-troisième par année de services académiques prévus par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, d'un trente-cinquième par année de service dans la magistrature, et d'un soixantième par année de tous autres services admissibles pour la pension.

Le membre reconnu hors d'état de continuer ses fonctions par suite d'infirmités, mais n'ayant pas atteint l'âge de soixante-

Modifications apportées
par la Chambre.

ART. 42.

Un arrêté royal prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'Auditorat, du Greffe, *par les substituts et par les membres du Bureau de coordination*. Le Roi règle la préséance et les honneurs.

ART. 52.

Explications.

Cette addition se passe de justification.

Articles adoptés par le Sénat
le 5 juillet 1939.Modifications apportées
par la Chambre.

Explications.

douze ans, peut être admis à la pension, quel que soit son âge, après cinq années de services quelconques admissibles. La pension est liquidée sur la base du traitement moyen des cinq dernières années, à raison d'un vingt-cinquième par année de service en qualité de membre du Conseil d'Etat, d'un trente-troisième par année de services académiques prévus par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, d'un trente-cinquième par année de service dans la magistrature et d'un soixantième par année de tous autres services admissibles pour la pension.

La loi générale sur les pensions civiles reste applicable dans les cas où les dispositions du présent article ne peuvent être invoquées.

ART. 53.

Les auditeurs, maîtres de requêtes, maîtres de requêtes adjoints, membres du Bureau de coordination, greffier, greffiers adjoints ainsi que les employés sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans.

La loi générale sur les pensions civiles leur est applicable.

ART. 54.

Les fonctions de membres du Conseil d'Etat sont incompatibles avec les fonctions judiciaires, avec celles de conseiller provincial, de bourgmestre, de conseiller communal, avec toutes fonctions et emplois rétribués, publics ou privés, avec toute fonction publique sujette à comptabilité pécuniaire, avec les fonctions d'a-

Sans autre amendement que l'addition du texte ci-après, lequel devient le cinquième alinéa de l'article :

Aucune pension ne pourra être supérieure au traitement qui aura servi de base à la liquidation.

ART. 53.

Les auditeurs, *substituts*, membres du Bureau de coordination, greffier, greffiers adjoints ainsi que les employés sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans.

La loi générale sur les pensions civiles leur est applicable.

ART. 54.

Les fonctions de membres du Conseil d'Etat sont incompatibles avec les fonctions judiciaires, avec celles de conseiller provincial, de bourgmestre, de conseiller communal, avec toutes fonctions et emplois rétribués, publics ou privés, avec toute fonction publique sujette à comptabilité pécuniaire, avec les fonctions d'a-

Addition justifiée par la logique autant que par les règles en vigueur d'autre part.

« Substituts » au lieu de « maîtres de requêtes ».
(Voir plus haut.)

Articles adoptés par le Sénat
le 5 juillet 1939.Modifications apportées
par la Chambre.

Explications.

voué, de notaire et d'huissier, avec la profession d'avocat, avec l'état militaire et l'état ecclésiastique.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, autoriser, par arrêté motivé, des membres du Conseil d'Etat à continuer l'exercice des fonctions de professeur ou de chargé de cours dans l'enseignement supérieur.

Les membres du Conseil d'Etat et les assesseurs de la Section de législation ne peuvent accepter la charge de défendre des intéressés, ni verbalement ni par écrit, ni même à titre de consultation.

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent faire d'arbitrage rémunéré, exercer par eux-mêmes ni sous le nom de leur épouse ou de toute autre personne interposée aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ou participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toutes sociétés commerciales ou établissements industriels et commerciaux.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, autoriser par arrêté motivé les membres du Conseil d'Etat à participer à la surveillance de sociétés ou établissements industriels.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux auditeurs, aux maîtres de requêtes, aux maîtres de requêtes adjoints, aux membres du Bureau de coordination, au greffier, aux greffiers adjoints, ainsi qu'aux employés.

ART. 59.

1^o Lors de la constitution du Conseil d'Etat, les cinq premières nominations d'assesseurs ne seront pas soumises aux conditions de présentation prévues par l'article 35.

voué, de notaire et d'huissier, avec la profession d'avocat, avec l'état militaire et la qualité de ministre d'un culte reconnu.

(Les alinéas 2, 3, 4 et 5 restent inchangés.)

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux auditeurs, *substitués*, aux membres du Bureau de coordination, au greffier, aux greffiers adjoints, ainsi qu'aux employés.

ART. 59.

Lors de la constitution du Conseil d'Etat :

1^o Il pourra être dérogé, pour la nomination de ses membres, à l'alinéa 1^{er} de l'article 5 de la loi du 6 août 1931 ;

2^o Les cinq premières nominations d'assesseurs ne seront pas soumises aux conditions de présentation prévues par l'article 35 ;

Précision utile.

« Substitués » au lieu de « maîtres de requêtes ». (Voir plus haut.)

L'addition du nouveau 1^o permettra, lors de la constitution du Conseil d'Etat, de choisir éventuellement des candidats parmi les parlementaires en exercice.

Articles adoptés par le Sénat le 5 juillet 1939.	Modifications apportées par la Chambre.	Explications.
2° L'article 31 ne sera pas appliqué aux trois auditeurs nommés en premier lieu; ceux-ci seront choisis parmi les docteurs en droit justifiant d'une compétence spéciale en droit public et administratif, notamment les lauréats des concours des bourses de voyage du Gouvernement et les agrégés de l'enseignement supérieur.	3° L'article 31 ne sera pas appliqué aux trois auditeurs nommés en premier lieu; ceux-ci seront choisis parmi les docteurs en droit justifiant d'une compétence spéciale en droit public et administratif, notamment les lauréats des concours des bourses de voyage du Gouvernement et les agrégés de l'enseignement supérieur.	
ART. 62.	ART. 62.	
Au cours de la session ordinaire de 1940-1941, le Gouvernement fera rapport aux Chambres législatives au sujet du fonctionnement du Conseil d'Etat.	Au cours de la session ordinaire de 1946-1947, le Gouvernement fera rapport aux Chambres législatives au sujet du fonctionnement du Conseil d'Etat.	La guerre, hélas, a contribué à retarder la création du Conseil d'Etat. Délai relativement minime, d'ailleurs, si l'on songe aux longs attermoissements qui privèrent la Belgique d'une institution si évidemment nécessaire.
ART. 63.	ART. 63.	
Le Roi est autorisé à modifier ou compléter, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le texte des lois visées à l'article 10, en vue de le mettre en concordance avec les stipulations du dit article.	Le Roi est autorisé à modifier ou compléter par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le texte des lois <i>déterminant la compétence du Conseil des Mines, ainsi que celui des lois visées à l'article 10 en vue de mettre ces textes en concordance avec les articles 7, § 2, et 10 de la présente loi.</i>	Cette nouvelle rédaction a été rendue nécessaire par la suppression du Conseil des Mines. (Cfr. art. 7, § 2.)

(N^r 58.)

BELGISCHE SENAAT

—
BUITENGEWONE ZITTING 1946.

VERGADERING VAN 26 JUNI 1946.

VEREENIGDE COMMISSIEËN VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN
EN VAN JUSTITIE.

Verslag over het wetsontwerp houdende oprichting van een Raad van State.

(Zie n^r 22 van den Senaat (zitting 1945-1946).)

Aanwezig : de hh. ROLIN, voorzitter der Commissie van Justitie; HARMEGNIES, voorzitter der Commissie van Binnenlandse Zaken; de hh. ANCOT, BERNARD (Louis), CROMMEN, DECLERCQ, DE MAN, DERBAIX, D'HONDT, FONTEYNE, GUINOTTE, LILAR, MACHTENS, MAQUET, MAZEREEL, SIRONVAL, TOBBACK, VAN ROOSBROECK, VERMEYLEN en VAN REMOORTEL (William), uitgever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft ons, met enkele wijzigingen, het wetsontwerp teruggestuurd dat wij haar op 5 Juli 1939 hadden overgemaakt.

Alsdan had de Senaat — eenstemmig op 4 onthoudingen na — een tekst goedgekeurd, houdende oprichting van een Raad van State voorzien van een ruime rechtsbevoegdheid en behelzende een Afdeling Wetgeving.

De oorlog heeft de parlementaire werkzaamheden vertraagd, maar het tijdperk na den oorlog heeft ons een nieuw bewijs geleverd van de klaarblijkende noodzakelijkheid van een Raad van State.

Het verslag van 1939 besloot als volgt :

« Ons tijdperk, waarin de noodzakelijke Staatsbemoedingen steeds toenemen, zal misschien België voorzien van een stevig bestuur, een uitvoerende macht met ruimere bevoegdheid dan wat haar traditioneel was toegekend. Het is een reden te meer om, zonder aarzelen of halven maatregel, een jurisdictioneel toezicht in te richten dat in zijn beslissingen sterk staat. »

De gebeurtenissen hebben onze vooruitzichten bewaarheid en onze overtuiging versterkt.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft van haar kant haar vroeger standpunt aanzienlijk gewijzigd, hetwelk ons te weinig gedurfd bleek : afziende (behalve inzake vergoeding) van het stelsel der ingehouden rechtvaardigheid,

heeft zij zich aangesloten bij de opvatting van den Senaat die van den Raad van State een echte rechtsmacht maakt, voorzien van het recht van beslissing en vooral van de macht om al de administratieve daden en reglementen, behept met machtsmisbruik, afwending van macht of met sommige gebreken in den vorm, nietig te verklaren.

* * *

Het past hulde te brengen aan de Regeering en vooral aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken : ingaande op den wenk door uw verslaggever uitgedrukt op het spreekgestoelte van den Senaat, heeft de heer Van Glabbeke op 25 Mei 1945 een Raadgevende Commissie aangesteld die tot taak had de uiteenlopende standpunten van Kamer en Senaat overeen te brengen. Voorgezeten door den heer Minister van State Albert DEVÈZE, was de Commissie samengesteld als volgt :

Ondervoorzitters : de heeren N. LOUVEAUX, Raadsheer bij het Hof van Verbreking; A. KLUYSKENS, Volksvertegenwoordiger en Professor aan de Universiteit te Gent; William VAN REMOORTELE, Senator;

Leden : de heeren A. DE SCHRIJVER, gewezen Minister en Volksvertegenwoordiger; CRAEYBEECKX, F., COLLARD, L., COOREMANS, L., Volksvertegenwoordigers; DIERCKX, O. en PHOLIEN, J., gewezen Ministers en Senatoren; ORBAN, M., Senator en Professor aan de Universiteit te Gent; COULONVAUX, E., en wijlen ANDRÉ, F., Senatoren; CHEVALIER, G., Voorzitter bij het Hof van Beroep, te Brussel; TOUSSAINT VAN BOELAERE, F., eere-directeur-generaal bij het Ministerie van Justitie; VELGE, H., Professor aan de Universiteit te Leuven; VAUTHIER, M., Professor aan de Universiteit te Brussel; MOUREAU, L., Professor aan de Universiteit te Luik; Mers JANSON, Ch., VAN REEPINGHEN, Ch., advocaten bij het Hof van Beroep; en PIRON, M., Doctor in de Rechten, secretaris van het Kabinet van den Minister van Binnenlandsche Zaken.

De heeren VAUTHIER en VELGE aanvaardden gezamenlijk de taak van verslaggever en de heer PIRON nam het secretariaat waar.

Binnen den termijn, gesteld door den Minister van Binnenlandsche Zaken, wist de Commissie de bestanddeelen van een overeenkomst tusschen de beide wetgevende vergaderingen tot stand te brengen. Zij deed het bij wijze van ontwerpen van amendementen op het stuk van den Senaat dat bij de Kamer aanhangig was. De Regeering diende deze amendementen in en daarop werd er spoedig een indrukwekkende meerderheid gevonden in de Kamer (107 tegen 3 stemmen en 9 onthoudingen).

* * *

Een belangrijk meningsverschil scheidde evenwel den vroegeren verslaggever, den heer Kluyskens, van zijn collega's : hij weigerde den toekomstigen Raad van State het recht te verleenen de Koninklijke Besluiten nietig te verklaren. De zorg in de Kamer der Volksvertegenwoordigers verslag uit te brengen werd aldus toevertrouwd aan den heer Albert Devèze, die zich van deze taak kweet met een bevoegdheid en een brio waaraan men niet te veel hulde kan brengen.

Het past eveneens Minister van Glabbeke te loven omdat hij voor de volksvertegenwoordigers redevoeringen heeft uitgesproken, vol van juridische wetenschap en trillend van democratisch vertrouwen in de noodzakelijkheid van den Raad van State.

Minister en verslaggever verdedigden den transactioneelen tekst met gelukkigen bijval. Enkele amendementen, uitgaande van het parlementair initiatief, werden nog toegevoegd aan die van de Regeering; als bijlage van dit verslag zullen wij, in den vorm van tabel, de teksten weergeven waarin de Kamer heeft gemeend wijzigingen te moeten aanbrengen.

* * *

Wij bevelen U aan, Mevrouwen, Mijne Heeren, het ontwerp goed te keuren zooals het ons terug werd overgemaakt. Men moest wachten dat de volksvertegenwoordigers in sommige opzichten hun eerste opvatting zouden handhaven; maar de verzoenende en geleidelijke wijze waarop zij het standpunt van den Senaat zijn benaderd moet ons aansporen tot transactie.

Trouwens, de meningsverschillen slaan enkel op punten van bijkomend belang in verband met het recht van nietigverklaring, hetwelk gelukkig door beide vergaderingen wordt aangenomen.

* * *

Wat betreft de geschillen inzake vergoeding, is de Kamer op haar standpunt blijven staan. Op dit gebied wil zij aan den Raad van State enkel een recht *van advies* toekennen. De Senaat, van zijn kant, had trouwens het stelsel van de volledige rechtsbevoegdheid enkel aangenomen voor de gevallen waarin de vraag om vergoeding zou verband hebben gehouden met een nietigverklaring, uitgesproken door de Afdeeling Administratie.

* * *

De Kamer heeft besloten den Mijnraad af te schaffen; het is een volkomen logische maatregel, waartoe wij evenwel niet hadden willen besluiten in 1939.

Dit college was een overblijfsel van den vroegeren Franschen Raad van State. Van het oogenblik dat België opnieuw een dergelijke inrichting bezit, is de handhaving van den Mijnraad niet meer gewettigd; zijn bevoegdheid gaat over op den Raad van State.

* * *

De Minister van Koloniën heeft voor zijn departement een bijzondere behandeling verkregen: hij *mag*, maar hij *moet niet*, de afdeeling voor wetgeving van den Raad van State raadplegen over de ontwerpen van decreet. Het is nochtans te hopen dat hij zal gebruik maken van het *recht* om dit advies in te winnen, vooral wanneer het er voor den Koning zal om gaan wetsbepalingen uit te vaardigen over soortgelijke zaken als degene die worden geregeld voor het moederland: de sociale wetten of de bepalingen waarbij, bij voorbeeld, de dienstcontracten worden geregeld.

* * *

De tusschenkomst van het Hof van Verbreking wordt door het nieuw ontwerp van artikel 20 geregeld op een wijze die ietwat verschillend is van die door den Senaat voorzien: wij hadden enkel in aanmerking genomen de regeling van geschillen van bevoegdheid voorzien bij artikel 106 van de Grondwet.

In een redevoering gewijd aan den door den Senaat goedgekeurden tekst, die hij uitsprak voor het opperste gerechtshof bij de plechtige openingsvergadering van 15 September 1939, onderzocht advocaat-generaal R. Hayoit de Termicourt bijzonder de modaliteiten van verhaal in verbreking tegen de beslissingen van den Raad van State.

Hij stelde een stelsel voor dat de raadgevende Commissie goedkeurde en waarvan de Regeering een der amendementen maakte die in de Kamer werden ingediend en goedgekeurd. Het gewijzigd artikel kent een recht van censuur toe aan het Hof van Verbreking niet alleen in geval van geschil van bevoegdheid maar ook wanneer de Raad van State (Afdeling Administratie) zich onbevoegd verklaart ten voordeele van de gewone rechtbanken of wanneer hij een rechtsmiddel van onbevoegdheid verwerpt dat is gesteund op de reden dat de vraag tot hun bevoegdheid behoort. De nieuwe tekst zal derhalve aan het opperste gerechtshof toelaten uitspraak te doen, zelfs vooraleer dat een geschil (positief of negatief) van bevoegdheid is gerezen. Dit is een klaarblijkende verbetering.

* * *

Artikel 34 (nieuw) zal stellig de goedkeuring van den Senaat wegdragen : het verleent een recht van voordracht van kandidaten-raadsheeren beurtelings aan de beide wetgevende vergaderingen. Het lijkt ons overbodig den logischen, billijken en verzoeningsgezinden aard van het stelsel te bewijzen.

De voordrachten zullen geschieden op lijsten omvattende ieder drie kandidaten -- hetgeen wel toereikend schijnt -- in stede van vier zooals bepaald in onzen tekst van 1939.

De Raad van State, van zijn kant, zal zijn eigen lijst van kandidaten aan den Koning voordragen ; dit was reeds voorzien in het ontwerp van den Senaat.

* * *

Deze zijn, Mevrouwen, Mijne Heeren, de belangrijkste wijzigingen door de Kamer toegebracht aan den tekst dien de Senaat in 1939 had overgemaakt. Zij zullen U ongetwijfeld aanneembaar voorkomen en niemand onder U zal het willen wagen de verwezenlijking van een noodzakelijke en al te lang verwachte hervorming te vertragen.

De overige amendementen zullen worden toegelicht in de bijlage tegenover de gewijzigde artikelen. Zij zijn eveneens aanneembaar en wij bevelen U aan ze goed te keuren.

* * *

In den loop der vergaderingen, die uw Vereenigde Commissiën van Justitie en van Binnenlandsche Zaken hebben besteed aan het onderzoek van het wetsontwerp, werden er verschillende opmerkingen gemaakt die wij in overzigt willen nemen.

Bij artikel 2 hebben sommige leden verzet aangeteekend tegen het onderscheid dat een amendement van de Kamer der Volksvertegenwoordigers heeft gemaakt ten bate van den Minister van Koloniën, die het *recht* zal hebben den Raad van State te raadplegen over de ontwerpen van decreet, terwijl de overige Ministers de *verplichting* zullen hebben dit te doen inzake wetsontwerpen,

(buiten het geval van hoogdringendheid en met uitzondering van de ontwerpen van begrootingswetten). De meerderheid is deze zienswijze niet bijgetreden.

Bij artikel 7 werd aan uw verslaggever gevraagd dat hij nogmaals de toelichting zou herhalen, die hij reeds had gegeven in het verslag van den Senaat in 1939 onder n^r 80. Uit deze toelichting blijkt dat de « buitengewone schade », bedoeld in de eerste paragraaf van artikel 7 dient begrepen als « iedere abnormale, buitengewone schade, die door haar aard of haar omvang groter is dan den last en de loopende offers, welke het leven in samenleving en de vredelievende handhaving van deze samenleving eischen, en die moet worden beschouwd als een schending der gelijkheid van de burgers tegenover de openbare lasten. »

Bij artikel 7 nog, en ten gevolge van de slotbepaling die aan de Regeering de opdracht toevertrouwt zekere maatregelen te treffen, heeft een lid gevraagd of de bepalingen bedoeld in de artikelen 7, 11, 13, 20, 21, 40 en 42 van het ontwerp het voorwerp van beraadslagingen in den Ministerraad zullen moeten uitmaken. Er werd geantwoord door den Minister van Binnenlandsche Zaken, die de bespreking bijwoonde, dat artikel 61 van het ontwerp de tusschenkomst van den Ministerraad voorziet in geval van aanvullende organieke maatregelen alleen. De maatregelen, die een ander doel hebben, zullen dus niet door het Kabinet dienen besproken.

Het bijvoeglijk naamwoord « *respectieve* » bij artikel 8 heeft een gedachtenwisseling uitgelokt tusschen een lid en den Minister van Binnenlandsche Zaken. Er werd aangenomen dat dit woord geenszins noodig was. Het artikel bedoelt al de om het even welke geschillen die zouden kunnen rijzen nopens de bevoegdheid van de overheden of de openbare instellingen, aangehaald in den tekst.

Artikel 9 dat in het algemeen handelt over de nietigverklaring van de akten, reglementen en beslissingen in betwiste zaken vanwege het Bestuur, kon niet nalaten langdurige belangwekkende gedachtenwisselingen uit te lokken.

Men besprak vooreerst de vraag te weten of de Raad van State het recht zou hebben de koninklijke besluiten nietig te verklaren. De bespreking, tijdens welke al de argumenten « voor » en « tegen » werden aangehaald die reeds werden uiteengezet in den loop der voorgaande parlementaire werkzaamheden, werd besloten met een stemming, die gunstig was voor de positieve thesis en derhalve voor den door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen tekst.

Sommige leden drukten alsdan de meening uit dat de Raad van State soms zal moeten wijken voor een rechtscollege van de rechterlijke orde aan hetwelk een wet bevoegdheid van laatsten aanleg zou hebben verleend in zake geschillen van bestuur. Het verhaal tegen de beslissingen der provinciale directeurs van de Directe Belastingen werd als voorbeeld aangehaald. Men steunde eveneens op den tekst van artikel 20, die onder meer er toe strekt door het Hof van Verbreking de *negatieve* geschillen van bevoegdheid te doen regelen, nl. de gevallen waarin een rechtbank en de Raad van State zich beide onbevoegd zullen hebben verklaard om een geschil te beslechten.

De algemeene strekking van het verhaal tot verbreking, zooals deze blijkt uit den tekst van artikel 9, komt niet in het gedrang. Het ware trouwens zeer gevaarlijk aan dezen tekst zijn algemeen karakter te ontnemen door de gevallen

te bepalen, waarin de Raad van State al dan niet zal bevoegd zijn om een administratieve beslissing in betwiste zaken nietig te verklaren. Immers, de administratieve beslissingen hebben vaak een gemengd karakter, waarin het betwiste en het eigenlijke administratieve dicht bij elkaar staan of dooreenloopen. Dit feit, dat vaak werd in het licht gesteld door de auteurs, moet den wetgever ertoe aanzetten om zich liefst niet in te laten met « *distinguo's* » die beter op hun plaats zullen zijn in de rechtspraak van den toekomstigen Raad van State.

Het is evenwel zeker dat dit rechtscollege soms zal wijken voor een rechtbank van de rechterlijke orde en dat het verhalen zal verwerpen, die een herhaling zijn van een « gelijklopende » procedure. Er is gelijklopend verhaal wanneer de partij, benadeeld door een voor onwettelijk verklaarde daad, voldoening kan bekomen door een wettelijk ingericht verhaal in te spannen vóór een rechtsprekend rechtscollege of vóór een administratief rechtscollege afhangende van het Hof van Verbreking.

Wanneer er verhalen in geschillen van bestuur bestaan, zal de zaak bij den Raad van State enkel aanhangig kunnen worden gemaakt na uitputting van deze verhalen. (Dit zal evenwel niet gebeuren in de gevallen voorzien bij de alinea's 2, 3 en 4 van artikel 10 van het ontwerp.)

Maar in de gevallen, waarvoor de wet geen verhaal in betwiste zaken heeft ingericht en waarin dus aan de belanghebbenden alleen het recht wordt gelaten zich bij verzoekschrift te wenden tot een administratieve overheid, spreekt het vanzelf dat de Raad van State zal kunnen worden aangesproken zonder dat er vooraf van dit recht dient gebruik gemaakt en zonder dat de hiërarchische weg dient gevolgd.

De besluitwetten.

Na bespreking hebben de Vereenigde Commissiën geoordeeld dat de Raad van State niet het recht zou kunnen bezitten de grondwettelijkheid van een besluitwet te controleeren. Hij zal zich derhalve er toe moeten beperken na te gaan of de bepalingen uitgevaardigd bij verwijzing naar een wet die aan de uitvoerende macht het recht toekent wetten uit te vaardigen (bij voorbeeld die van 7 September 1939) werden genomen in den vorm, door deze wet voorgeschreven, en of zij vallen binnen het kader, vastgesteld door haar formeelen tekst en door den geest die ze heeft ingegeven.

De *Regeeringsakten*, nl. die welke de uitdrukking zijn van de politieke macht, zullen ontsnappen aan iedere mogelijkheid van nietigverklaring door den Raad van State. De contrôle daarover behoort tot het Parlement.

Artikel 9 van het ontwerp zou immers alleen kunnen slaan op de akten, reglementen en beslissingen die voortvloeien uit de administratieve functie van hem die ze stelt.

Het gewijsde.

Daar sommige leden hebben gevraagd of de arresten van den toekomstigen Raad van State steeds kracht van gewijsde « *erga omnes* » zouden hebben, werd er aangenomen dat deze kracht « *erga omnes* » zal uitgesloten zijn, wanneer de Raad een verhaal in verbreking tegen een reglement gericht, zal verwerpen.

Daar artikel 107 van de Grondwet aan de rechterlijke hoven en rechtbanken tot plicht maakt de algemeene provinciale en plaatselijke besluiten en reglementen enkel toe te passen in zoover zij zullen oordeelen dat zij strooken met de wetten, zou het bestaan van een Raad van State geen inbreuk kunnen maken op hun recht van contrôle.

Bij artikel 21 heeft een lid er op gewezen dat het zou wenschelijk zijn voor den Raad van State een procedure in te richten in den aard van die van het burgerlijk verzoekschrift. De Vereenigde Commissiën hebben geoordeeld dat men mag wachten tot de Raad van State aan het werk is en dat men dit vraagstuk kan regelen door een speciale wet, indien zulks mocht noodig blijken.

Bij de artikelen 30 en 31 heeft een lid onder algemeene goedkeuring doen opmerken dat het feit, dat men behoort tot den Raad van State of tot zijn auditoraat, moet worden beschouwd als het bekleeden van een betrekking van algemeen bestuur.

Bij de artikelen 34 en 35 zijn twee leden opgekomen tegen het feit dat de benoemingen der leden van den Raad van State en van de Auditeurs overgelaten worden aan de Uitvoerende Macht. Zij zijn van oordeel dat die benoemingen tot het Parlement zouden moeten behooren; dat ten minste, indien beslist wordt dat zij door den Koning zullen geschieden, zij van den aanvang af zouden dienen te gebeuren op twee lijsten van candidaten, voorgedragen, de eene door de Kamer der Volksvertegenwoordigers, de andere door den Senaat.

Bij artikel 50, lid 2, heeft een lid de vrees uitgesproken dat deze tekst zou in strijd zijn met de verbodsbepaling ingeschreven in artikel 103 van de Grondwet. Uw commissiën hebben deze meening niet gedeeld; artikel 103 verbiedt niet « vergoedingen » te verleenen aan de magistraten die belast zijn met tijdelijke buitengerechtelijke opdrachten of werken. Welnu, dit zal zich juist voordoen, zoowel in het geval dat een magistraat wordt aangewezen als bijzitter van den Raad van State, als in het geval dat hij ter raadpleging wordt opgeroepen. (Art. 44, alinea 3.)

Ten slotte, bij *artikel 58*, heeft een lid ophelderingen gevraagd. Er werd vooreerst vastgesteld dat de oorzaak van een betwisting niet moet worden verward met de betwisting zelf. Men zal dus bij den toekomstigen Raad van State geschillen aanhangig kunnen maken die, na de afkondiging van de wet, ontstaan zijn uit de nieuwe toepassing van een vroeger bestaand reglement.

De loopende administratieve rechtsplegingen zullen worden voortgezet volgens de wetten toegepast vóór de bekendmaking van de wet houdende oprichting van een Raad van State; dit blijkt duidelijk uit den tekst van het artikel.

Een lid heeft een geval opgeworpen waarin daarentegen een zaak geldig kan worden aanhangig gemaakt bij den Raad van State : het betreft het geval van een onderhoorige, die, vóór de bekendmaking van de wet, bij verzoekschrift een administratieven maatregel of zelfs een vergoeding zou hebben gepostuleerd. Indien het Bestuur zijn aanvraag verwierp na de bekendmaking, zou de belanghebbende zich natuurlijk kunnen wenden tot den Raad van State : immers, dan zou de betwisting voortvloeien uit het verwerpen van zijn verzoekschrift.

OPMERKING IN VERBAND MET DE NEDERLANDSCHE TERMINOLOGIE VAN
HET ONTWERP.

Een lid heeft doen opmerken dat de Nederlandsche tekst van artikel 9 niet nauwkeurig overeenstemt met den Franschen tekst. Immers, « recours » beteekent « verhaal » en niet « beroep », « violation » beteekent « schending » en niet « overtreding ».

De Vereenigde Commissiën hebben de onnauwkeurigheid der aangehaalde termen betreurd en tevens vastgesteld dat de beteekenis van den Nederlandschen tekst niet kan verschillen van die van den Franschen tekst, die, in dit geval, juister is in zijn juridische terminologie.

* *

Het wetsontwerp werd, op 4 onthoudingen na, eenparig aangenomen.
Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

* *

Niet zonder ontroering en niet zonder groote voldoening bereidt uw verslaggever zich voor op de openbare bespreking die zonder eenigen twijfel zal leiden tot de goedkeuring van het wetsontwerp.

Eindelijk zal België voorzien zijn van een hoog administratief rechtscollege dat den eerbied voor het recht zal waarborgen terwijl zijn Afdeeling Wetgeving zal medewerken aan het opmaken van wetten en besluiten.

De Verslaggever,
WILLIAM VAN REMOORTELL.

De Voorzitter der Commissie van Justitie,
H. ROLIN.

De Voorzitter der Commissie van Binnenlandsche Zaken,
H. HARMEGNIES.

BIJLAGE

Projet de Loi portant création d'un Conseil d'Etat.

Texte amendé
par la Chambre des Représentants
le 20 décembre 1945.

ARTICLE PREMIER.

Il y a, pour la Belgique, le Congo belge et les territoires sous mandat belge, un Conseil d'Etat comprenant une Section de législation et une Section d'administration.

TITRE PREMIER.

DE LA SECTION DE LÉGISLATION.

ART. 2.

La Section de législation donne un avis motivé sur le texte de tous projets, propositions de loi et amendements à ces projets et propositions dont elle est saisie par le Président de l'une des deux Chambres législatives.

Hors les cas d'urgence, et les projets de lois budgétaires exceptés, les ministres soumettent à l'avis motivé de la Section le texte de tous avant-projets de lois ou d'arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires. L'avis est annexé à l'exposé des motifs des projets de lois, ainsi qu'aux rapports faits au Roi.

Wetsontwerp houdende instelling van een Raad van State.

Tekst geamendeerd door
de Kamer der Volksvertegenwoordigers
op 20 December 1945.

EERSTE ARTIKEL.

Voor België, Belgisch-Congo en de gebieden onder Belgisch mandaat, bestaat een Raad van State, omvattende een Afdeeling voor Wetgeving (Afdeeling Wetgeving) en een Afdeeling voor Administratieve Zaken (Afdeeling Administratie).

EERSTE TITEL.

AFDEELING WETGEVING.

ART. 2.

De Afdeeling Wetgeving dient van beredeneerd advies over den tekst van alle ontwerpen, voorstellen van wet en amendementen op deze ontwerpen en voorstellen, die bij haar door den Voorzitter van een der Wetgevende Kamers zijn aanhangig gemaakt.

Buiten de gevallen van hoogdringendheid, en de ontwerpen van begrotingswetten uitgezonderd, onderwerpen de ministers aan het beredeneerd advies van de Afdeeling den tekst van alle voorontwerpen van wetten of van organieke en reglementaire uitvoeringsbesluiten. Het advies wordt gehecht aan de memorie van toelichting van de wetsontwerpen, alsmede aan de verslagen aan den Koning.

Les ministres peuvent demander l'avis motivé de la Section sur toutes propositions de lois, sur tous projets de décrets ainsi que sur tous amendements à des projets ou propositions de lois.

ART. 3.

Le Premier Ministre peut charger la Section de législation de rédiger le texte d'avant-projets de lois, d'arrêtés, de règlements ou d'amendements dont il détermine la matière et l'objet.

TITRE II.

DE LA SECTION D'ADMINISTRATION.

ART. 4.

La Section d'administration donne des avis motivés ou statue par voie d'arrêtés, dans les cas prévus par la présente loi et les lois particulières.

CHAPITRE PREMIER.

Des avis motivés.

ART. 5.

La Section n'est consultée et n'émet d'avis que sur les difficultés et contestations qu'il appartient au pouvoir exécutif de résoudre ou de trancher.

ART. 6.

Les ministres peuvent soumettre à l'avis de la Section d'administration toutes questions et affaires d'ordre administratif, non litigieuses.

De ministers mogen het beredeneerd advies van de Afdeeling aanvragen over alle wetsvoorstellen, over alle ontwerpen van decreten alsmede over alle amendementen op ontwerpen of voorstellen van wet.

ART. 3.

De Eerste Minister kan de Afdeeling Wetgeving belasten met het opmaken van den tekst van voorontwerpen van wetten, van besluiten, van reglementen of van amendementen, waarvan de stof en het voorwerp door hem worden vastgesteld.

TITEL II.

AFDEELING ADMINISTRATIE.

ART. 4.

De Afdeeling Administratie dient van beredeneerd advies of doet uitspraak bij wijze van arresten in de gevallen voorzien bij deze wet en de bijzondere wetten.

EERSTE HOOFDSTUK.

Beredeneerde adviezen.

ART. 5.

De Afdeeling wordt enkel geraadpleegd en dient slechts van advies over de moeilijkheden en betwistingen, waarvan de oplossing of de beslechting tot de bevoegdheid der uitvoerende macht behoort.

ART. 6.

De ministers mogen aan het advies der Afdeeling Administratie onderwerpen alle zaken en aangelegenheden van administratieve aard, welke niet betwist worden.

ART. 7.

§ 1^{er}. — La Section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnités relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée. La Section d'administration se prononce en équité par voie d'avis motivé, en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public et privé.

La demande d'avis ne sera recevable qu'après que l'Etat, la province, la commune ou le Gouvernement de la Colonie aura rejeté totalement ou partiellement une requête en indemnité, ou négligé pendant soixante jours de statuer à son égard.

L'avis est donné dans le délai qui sera déterminé par arrêté royal. Il est rendu public et communiqué aux intéressés. Toutefois, la Section d'administration pourra décider de ne publier et communiquer que le dispositif de l'avis, au cas où elle estimerait que l'intérêt général le commande.

Les décisions des autorités, relatives aux affaires au sujet desquelles la Section d'administration a émis un avis par application du présent article, visent expressément cet avis et en indiquent le sens.

§ 2. — Le Conseil des Mines est supprimé. Les attributions dévolues au Conseil des Mines sont exercées par la Section d'administration du Conseil d'Etat.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Telkens wanneer er geen ander bevoegd rechtscollege bestaat, neemt de Afdeeling Administratie kennis van de aanvragen om herstelvergoeding betreffende een buitengewone schade welke ontstaan is uit een door den Staat, de Provincie, de Gemeente of het Koloniaal Gouvernement genomen of gelasten maatregel, deze moge normaal, gebrekkig of met vertraging zijn uitgevoerd. De Afdeeling Administratie spreekt zich, bij wege van gemotiveerd advies, uit naar billijkheid, rekening houdende met de omstandigheden van openbaar en privaats belang.

De vraag om advies is enkel ontvankelijk nadat de Staat de Provincie, de Gemeente of het Gouvernement der Kolonie, een verzoekschrift om vergoeding geheel of gedeeltelijk heeft verworpen of heeft verwaarloosd gedurende zestig dagen daarover uitspraak te doen.

Het advies wordt gegeven binnen den termijn die wordt bepaald bij koninklijk besluit. Het wordt openbaar gemaakt en aan de belanghebbenden medegedeeld. Evenwel kan de Afdeeling Administratie beslissen enkel het beschikkend gedeelte van het advies openbaar te maken en mede te deelen, bijaldien zij mocht oordeelen dat het algemeen belang zulks gebiedt.

De beslissingen der overheden, betreffende de zaken omtrent welke de Afdeeling Administratie advies heeft uitgebracht bij toepassing van dit artikel, slaan uitdrukkelijk op dit advies en geven er de beteekenis van aan.

§ 2. — De Mynraad wordt opgeheven. De bevoegdheden van den Mynraad worden uitgeoefend door de Afdeeling Administratie van den Raad van State.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour sauvegarder les avantages matériels des membres et du personnel du Conseil des Mines actuellement en fonction.

CHAPITRE II.

Des arrêts.

ART. 8.

La Section d'administration tranche par voie d'arrêts les difficultés relatives à la compétence respective des autorités provinciales et communales, ou des établissements publics.

Ces difficultés peuvent être portées devant elle par toute autorité administrative intéressée.

ART. 9.

La Section d'administration statue par voie d'arrêts sur les recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, formés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives.

ART. 10.

La Section d'administration statue par voie d'arrêts :

1^o Sur les recours en dernier ressort prévus aux Titres V et VI de la loi électorale communale ;

2^o Sur les requêtes prévues à l'article 7 de la loi du 11 octobre 1919 modifiée par la loi du 23 juillet 1924 et relative à la résiliation et à la révision de certains contrats conclus avant ou pendant la guerre :

De Regeering neemt de noodige voorzieningen ter vrijwaring van de materiele voordeelen van de leden en van het personeel van den Mijnsraad, thans in functie.

HOOFDSTUK II.

Arresten.

ART. 8.

De Afdeeling Administratie beslecht bij wijze van arresten de moeilijkheden betreffende de respectieve bevoegdheid van de provinciale en gemeentelijke overheden of van de openbare instellingen.

Deze moeilijkheden mogen bij haar aanhangig worden gemaakt door ieder betrokken administratieve overheid.

ART. 9.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, over de beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van de hetzij substantieele, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen de akten en reglementen van de onderscheidene administratieve overheden of tegen de administratieve beslissingen in betwiste zaken.

ART. 10.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, op :

1^o Beroepen in hoogsten aanleg voorzien bij de Titels V en VI van de gemeentekieswet ;

2^o De verzoekschriften voorzien bij artikel 7 der wet van 11 October 1919 gewijzigd bij de wet van 23 Juli 1924, met betrekking tot het verbreken en het herzien van sommige vóór of tijdens den oorlog afgesloten contracten ;

3º Sur les recours prévus aux alinéas 4 et 5 de l'article 19 et au premier alinéa de l'article 33 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique, ainsi que sur les différends visés au deuxième alinéa du dit article 33;

4º Sur les résolutions, recours, conflits et difficultés visés au dernier alinéa de l'article 19, aux articles 20, 22 et 88 de la loi du 10 mars 1925, organique de l'assistance publique.

CHAPITRE III.

De la procédure devant la Section d'administration.

ART. II.

Les demandes, difficultés et recours visés aux articles 7, 8, 9 et 10 peuvent être portés devant la Section d'administration par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt et sont soumis par écrit à la Section d'administration dans les formes et délais déterminés par le Roi.

ART. 12.

Le Gouvernement a le droit d'être entendu par l'organe de commissaires désignés par lui. L'Auditeur général signale au Premier Ministre tout recours basé sur l'article 9, et toute demande basée sur l'article 7.

ART. 13.

Un arrêté royal fixera les délais dans lesquels le Gouvernement, les autorités provinciales et communales, ainsi que les établissements publics soumettront à la Section le dossier administratif des affaires dont elle est saisie.

3º De beroepen voorzien bij lid 4 en lid 5 van artikel 19 en bij het eerste lid van artikel 33 der wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand, zoomede de geschillen bedoeld bij het tweede lid van voornoemd artikel 33;

4º De beslissingen, beroepen, geschillen en moeilijkheden voorzien bij het laatste lid van artikel 19, zoomede bij de artikelen 20, 22 en 88 der wet van 10 Maart 1925 tot inrichting van den openbaren onderstand.

HOOFDSTUK III.

De rechtspleging bij de Afdeeling Administratie.

ART. II.

De aanvragen, moeilijkheden en beroepen bedoeld bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 kunnen voor de Afdeeling Administratie worden gebracht door elke partij welke doet blijken van een benadeeling of van een belang en worden schriftelijk ingediend bij de Afdeeling Administratie in de vormen en binnen den termijn door den Koning bepaald.

ART. 12.

De Regeering heeft het recht te worden gehoord bij monde van door haar aangewezen commissarissen. De Auditeur-Generaal wijst den Eerste-Minister op ieder beroep gesteund op artikel 9, en op iedere aanvraag gesteund op artikel 7.

ART. 13.

De termijnen binnen welke de Regeering, de provinciale en gemeentelijke overheden, zoomede de openbare instellingen het administratief dossier der aanhangige zaken aan de Afdeeling onderwerpen, worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 14.

L'instruction a lieu par écrit.

Néanmoins, la Section peut convoquer et entendre les parties. Dans le cas où un Commissaire du Gouvernement est désigné, la Section en avise les parties et leur fait savoir qu'elles ont le droit d'être entendues.

Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des avocats de nationalité belge, ayant dix années d'inscription au tableau de l'Ordre des Avocats. Ceux-ci auront toujours le droit de prendre connaissance au greffe du dossier de l'affaire et de déposer un mémoire ampliatif dans les conditions à déterminer par les arrêtés royaux prévus à l'article 21.

ART. 15.

La Section d'administration correspond directement avec les ministres, les gouverneurs de province, les autorités communales et les administrations publiques subordonnées.

Elle a le droit de se faire communiquer par ces autorités et administrations tous documents et renseignements relatifs aux affaires sur lesquelles elle est appelée à statuer.

ART. 16.

S'il y a lieu à enquête, la Section d'administration ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par le conseiller ou l'auditeur qu'elle aura commis.

ART. 17.

Dans le cas où une affaire n'est pas en état à l'expiration du délai réglementaire endéans lequel l'arrêt ou l'avis doit intervenir, la Section d'administration peut, par une décision motivée, proroger ce délai dans la mesure qui s'impose. Cette prorogation

ART. 14.

De behandeling geschiedt schriftelijk.

De Afdeeling kan echter partijen oproepen en hooren. Is een Commissaris der Regeering aangewezen, zoo laat de Afdeeling dit weten aan partijen, en verwittigt deze dat zij het recht hebben te worden gehoord.

De partijen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door advocaten van Belgische nationaliteit die tien jaren inschrijving op de tabel van de Orde der advocaten tellen. Deze hebben steeds het recht bij de griffie kennis te nemen van het dossier en een toelichtende memorie in te dienen in de voorwaarden te bepalen bij de koninklijke besluiten voorzien bij artikel 21.

ART. 15.

De Afdeeling Administratie voert rechtstreeks briefwisseling met de ministers, de provinciegouverneurs, de gemeentelijke overheden en de ondergeschikte openbare besturen.

Zij is gerechtigd om alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover zij zich uit te spreken heeft, door deze overheden en besturen te doen overleggen.

ART. 16.

Bestaat er aanleiding tot onderzoek, dan beveelt de Afdeeling Administratie dat daartoe, hetzij op haar terechtzitting, hetzij door den door haar aangestelden raadsheer of auditeur wordt overgegaan.

ART. 17.

Wanneer een zaak, na afloop van den reglementairen termijn binnen welken het arrest of het advies moet tusschenbeide komen, niet in staat van wijzen is, kan de Afdeeling Administratie, bij beredeneerd arrest, dezen termijn voor den benoodigden

peut, en cas de nécessité, être renouvelée sans toutefois que la durée totale des prorogations puisse excéder le double du délai déterminé dans l'arrêté organique.

ART. 18.

Les audiences de la Section d'administration, siégeant en vertu des articles 7, 9 et 10, sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs; dans ce cas, la Section le déclare par une décision motivée.

ART. 19.

Tout arrêt est motivé; il est prononcé en audience publique.

Tout arrêt interlocutoire ou définitif est notifié aux parties ainsi qu'au ministre compétent.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Peuvent être déferés à la Cour de Cassation les arrêts par lesquels la Section d'Administration décide de ne pouvoir connaître de la demande par le motif que la connaissance de celle-ci rentre dans les attributions des autorités judiciaires ainsi que les arrêts par lesquels la Section rejette un déclinatoire fondé sur le motif que la demande relève des attributions de ces autorités.

Le pourvoi est formé par requête de la partie intéressée, introduite conformément à la loi du 25 février 1925. Un arrêté royal détermine les formes et délais de procédure. La Cour statue chambres réunies.

Lorsque la Cour casse l'arrêt, elle renvoie la cause devant la Section d'Administration autrement composée, qui doit se conformer à la décision de

tijd verlengen. Zoo noodig, kan deze verlenging hernieuwd worden, zonder dat evenwel de totale duur der verlengingen het dubbele van den in het besluit vastgestelden organieken termijn mag overtreffen.

ART 18

De terechtzittingen van de Afdeeling Administratie, zetelende krachtens de artikelen 7, 9 en 10, zijn openbaar, tenware zulks voor de orde of de zeden gevaar mocht opleveren; in dat geval wordt zulks door de Afdeeling bij beredeneerde beslissing verklaard.

ART 19

Elk arrest is met redenen omkleed; het wordt uitgesproken in openbare terechtzitting.

Elk tusschen- of eindarrest wordt aan de partijen zoomede aan den bevoegden minister schriftelijk ter kennis gebracht.

ART. 20.

§ 1. — Kunnen bij het Hof van Verbreking aanhangig worden gemaakt de arresten waarbij de Afdeeling Administratie beslist, van den eisch geen kennis te kunnen nemen op grond dat die kennisneming binnen de bevoegdheid der rechterlijke overheden valt, alsmede de arresten waarbij de Afdeeling afwijzend beschikt op een declinatoire exceptie gesteund op den grond dat de eisch tot de bevoegdheid dier overheden behoort.

Het cassatieberoep wordt bij request der belanghebbende partij en overeenkomstig de wet van 25 Februari 1925 ingediend. Een koninklijk besluit bepaalt de vormen en de termijnen van rechtspleging. Het Hof doet uitspraak in vereenigde kamers.

Bij cassatie van het arrest verwijst het Hof de zaak naar de uit andere leden samengestelde Afdeeling Administratie, die zich naar de beslissing

la Cour sur le point de droit jugé par celle-ci.

§ 2. — Lorsque la Section d'Administration et une Cour ou un tribunal de l'ordre judiciaire se sont déclarés l'un et l'autre soit compétents, soit incompetents pour connaître de la même demande, le règlement d'attribution sur le conflit est poursuivi par la partie la plus diligente et jugé par la Cour de Cassation suivant le mode prévu pour le règlement de juges en matière civile. Toutefois, l'arrêt de règlement d'attributions est rendu par la Cour chambres réunies.

§ 3. — Dans tous les autres cas, les arrêts de la Section d'Administration ne sont susceptibles que des recours prévus au deuxième alinéa de l'art. 21.

ART. 21.

La procédure à suivre devant la Section d'Administration dans les cas visés aux articles 7, 8, 9 et 10, sera déterminée par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres. Cette procédure sera conforme aux règles fixées au présent chapitre; elle assurera aux intéressés les garanties nécessaires pour la défense de leurs droits; eu égard au caractère généralement urgent des arrêts, elle s'inspirera des dispositions applicables aux jugements rendus par les tribunaux de première instance en matière sommaire.

Les arrêtés royaux détermineront notamment les délais de prescription pour l'introduction des demandes et recours prévus aux articles 7 et 9, ces délais devant être de soixante jours au moins; ils régleront les conditions

van het Hof schikt wat het rechtspunt betreft waarover het uitspraak heeft gedaan.

§ 2. — Wanneer de Afdeeling Administratie en een gerechtshof of een lager justitieel gerecht zich beide hetzij bevoegd, hetzij onbevoegd hebben verklaard om van denzelfden eisch kennis te nemen, wordt de bevoegdheidsregeling ten aanzien van het geschil vervolgd door de meest naastige partij en door het Hof van Verbreking beslecht als voorzien voor de rechtsmachtregeling in burgerlijke zaken. Het arrest tot bevoegdheidsregeling wordt echter door het Hof in vereenigde kamers uitgesproken.

§ 3. — In alle andere gevallen kunnen tegen de arresten der Afdeeling Administratie slechts de in het tweede lid van artikel 21 voorziene rechtsmiddelen aangewend worden.

ART. 21.

De rechtspleging welke in de bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 bedoelde gevallen voor de Afdeeling Administratie dient te worden gevolgd, wordt vastgesteld bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten. Deze rechtspleging moet overeenstemmen met de in dit hoofdstuk gestelde regelen; aan de belanghebbenden moet zij de noodige waarborgen voor de verdediging hunner rechten bieden; ten aanzien van den meestal spoedeischenden aard der arresten, zal zij zich gedragen naar de bepalingen toepasselijk op de vonnissen welke door de rechtbanken van eersten aanleg in zaken van korte behandeling worden gewezen.

De koninklijke besluiten bepalen onder meer de termijnen van verjaring voor de indiening der aanvragen en beroepen voorzien bij de artikelen 7 en 9; deze termijnen moeten minstens zestig dagen bedragen. Bedoelde be-

d'exercice des oppositions et tierces-oppositions; ils fixeront le tarif des frais et dépens, ainsi que les droits de timbre et d'enregistrement; ils prévoiront l'octroi aux indigents du bénéfice du *pro Deo*.

ART. 22.

L'article 258 du Code pénal relatif au déni de justice est applicable aux membres du Conseil d'Etat dans les matières prévues aux articles 7, 8, 9 et 10.

Les principes qui régissent la récusation des juges et conseillers de l'Ordre judiciaire sont applicables aux membres de la Section d'administration. En outre, ceux-ci ne peuvent connaître des demandes d'annulation d'arrêté, de décret et de règlement sur le texte desquels ils ont donné leur avis comme membres de la Section de législation.

TITRE III.

DE L'EMPLOI DES LANGUES
AU CONSEIL D'ÉTAT

ART. 23.

Les textes soumis à la Section de législation par application de l'article 2 sont établis en langue française et en langue néerlandaise.

L'examen de la Section porte tant sur les textes rédigés dans chacune des deux langues que sur la concordance de ces textes.

L'avis de la Section est formulé dans les deux langues.

ART. 24.

Lorsque la Section de législation est chargée de rédiger un des avant-projets

sluiten regelen de voorwaarden van uitoefening van het verzet en van het derden-verzet; zij bepalen het tarief der kosten en uitgaven alsmede de rechten van zegel en registratie; zij voorzien het verleen van het voordeel van het *pro Deo* aan de onvermogenen.

ART. 22.

Artikel 258 van het Wetboek van Strafrecht, betreffende de rechtsweigerings is, ter zake van de bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 voorziene aangelegenheden, toepasselijk op de leden van den Raad van State.

De beginselen die de wraking van rechters en raadsleden van de rechterlijke Orde regelen zijn toepasselijk op de leden van de Afdeeling Administratie. Bovendien mogendeze geen kennis nemen van de aanvragen tot nietigverklaring van besluit, decreet en reglement, over den tekst waarvan zij hun advies hebben uitgebracht als leden van de Afdeeling Wetgeving.

TITEL III.

TAALGEBRUIK IN DEN RAAD
VAN STATE.

ART. 23.

De teksten welke, bij toepassing van artikel 2, aan de Afdeeling Wetgeving worden onderworpen, zijn in de Nederlandsche en de Fransche taal gesteld.

Het onderzoek der Afdeeling loopt zoowel over de in ieder der twee talen gestelde teksten als over dezer overeenstemming.

Het advies van de Afdeeling wordt in de twee talen gesteld.

ART. 24.

Wanneer de Afdeeling Wetgeving belast is met het opstellen van een der

visés à l'article 3, elle en établit le texte en langue française et en langue néerlandaise.

ART. 25.

Les avis donnés aux Ministres par la Section d'administration sont formulés dans la langue dont l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la loi du 28 juin 1932 impose l'emploi.

ART. 26.

Les arrêts rendus par la Section d'administration sont prononcés en la langue ou les langues de l'acte, du règlement ou de la décision dont l'annulation est postulée.

Les arrêts visés aux articles 8 et 10, sont prononcés en la langue dans laquelle est rédigée la décision rendue en premier ressort, ou, lorsque la Section statue en premier et dernier ressort, dans la langue dont l'article 4, paragraphe 1^{er}, de la loi du 28 juin 1932 impose l'emploi. Les avis prévus à l'article 7 sont prononcés en la langue de la demande.

Les arrêts et avis seront rendus en langue allemande dans les affaires concernant un habitant des cantons d'Eupen, de Malmédy, de Saint-Vith, ou des communes de Membach, Gemmenich, Moresnet et La Calamine, qui en aura fait la demande.

ART. 27.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres détermine l'ensemble des règles relatives à l'emploi des langues au Conseil d'Etat en conformité des dispositions du présent titre et en s'inspirant des principes de la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative, ainsi que de la loi du 15 juin 1935, concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

bij artikel 3 bedoelde voorontwerpen, wordt de tekst er van in de Nederlandsche en in de Fransche taal gesteld.

ART. 25.

De adviezen aan de Ministers gegeven door de Afdeeling Administratie, worden gesteld in de taal waarvan artikel 4, paragraaf 1 der wet van 28 Juni 1932 het gebruik oplegt.

ART. 26.

De arresten gewezen door de Afdeeling Administratie, worden gesteld in de taal of in de talen van de akte, van het reglement, of van de beslissing, waarvan de nietigverklaring wordt gevraagd.

De arresten te wijzen krachtens de artikelen 8 en 10, worden uitgesproken in de taal waarin de in eersten aanleg gewezen beslissing luidt, of, wanneer de Afdeeling in eersten en hoogsten aanleg beschikt, in de taal waarvan artikel 4, paragraaf 1 der wet van 28 Juni 1932 het gebruik oplegt. De adviezen, voorzien bij artikel 7, worden uitgebracht in de taal der aanvraag.

De arresten en adviezen worden verleend in de Deutsche taal voor de zaken betreffende een inwoner van de kantons Eupen, Malmédy of Saint-Vith, of van de gemeenten Membach, Gemmenich, Moresnet en Kalmis, die daartoe een aanvraag mocht hebben gedaan.

ART. 27.

Bij een in den Ministerraad overlegd koninklijk besluit wordt, overeenkomstig de bepalingen van dezen titel en met inachtneming van de beginselen der wet van 28 Juni 1932, betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, zoomede van de wet van 15 Juni 1935, betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, het complex van de regelen met betrekking tot het gebruik der talen in den Raad van State vastgesteld.

TITRE IV.

DE L'ORGANISATION DU CONSEIL
D'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ART. 28.

Le Conseil d'Etat est composé de treize membres au moins et de quinze membres au plus, étant un premier président, un président, onze conseillers au moins et treize conseillers au plus.

Il comporte, en outre : 1^o sept auditeurs au moins et dix au plus; 2^o un greffier et au moins deux greffiers adjoints; 3^o un Bureau de coordination composé de trois membres.

ART. 29.

D'autre part, la Section de législation comprend des assesseurs, dont le nombre ne peut dépasser dix.

ART. 30.

Nul ne peut être nommé membre du Conseil d'Etat ou assesseur de la Section de législation, s'il n'a 35 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit, et s'il n'a, pendant au moins dix ans, suivi le Barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires, ou enseigné le droit dans une université belge.

Un membre au moins du Conseil d'Etat doit avoir, pendant au moins dix ans, suivi le Barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires au Congo belge ou dans les territoires sous mandat belge.

TITEL IV.

INRICHTING VAN DEN RAAD
VAN STATE.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeene bepalingen.

ART. 28.

De Raad van State is samengesteld uit ten minste dertien en ten hoogste vijftien leden, die zijn : één eerste voorzitter, één voorzitter, ten minste elf en ten hoogste dertien raadsheeren.

Bovendien telt hij : 1^o ten minste zeven en ten hoogste tien auditeurs; 2^o één griffier en ten minste twee adjunct-griffiers; 3^o een Bureau voor samenordering, samengesteld uit drie leden.

ART. 29.

Daarenboven telt de Afdeeling Wetgeving bijzitters, doch niet meer dan tien.

ART. 30.

Niemand kan tot lid van den Raad van State of tot bijzitter van de Afdeeling benoemd worden, tenzij hij volle 35 jaar oud en doctor in de rechten is, mitsgaders hij gedurende ten minste tien jaren bij de Balie is ingeschreven geweest, bedieningen van algemeen bestuur of rechterlijke ambten heeft bekleed of het recht in een Belgische Universiteit heeft gedoceerd.

Een lid ten minste van den Raad van State moet, gedurende ten minste tien jaar, de Balie hebben gevolgd, ambten bij het algemeen bestuur of bij de rechterlijke macht hebben bekleed in Belgisch-Congo of in de gebieden onder Belgisch mandaat.

ART. 31.

Nul ne peut être nommé auditeur s'il n'a 28 ans accomplis, s'il n'est docteur en droit, et s'il n'a satisfait pendant au moins cinq ans à l'une des autres conditions indiquées à l'article 30.

Un auditeur au moins doit avoir, pendant au moins cinq ans, suivi le Barreau, occupé des emplois d'administration générale ou des fonctions judiciaires au Congo belge ou dans les territoires sous mandat belge.

ART. 32.

Nul ne peut être nommé greffier s'il n'est âgé de 27 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

Nul ne peut être nommé greffier adjoint s'il n'a 25 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit.

ART. 33.

Un président, deux conseillers au moins, trois auditeurs au moins et quatre au plus, un membre du Bureau de coordination, ainsi que le greffier, doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, un membre du Bureau de coordination, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue française; cinq conseillers au moins et six au plus, deux auditeurs au moins et trois au plus, un membre du Bureau de coordination, un greffier adjoint au moins doivent justifier de la connaissance de la langue néerlandaise.

Ces justifications sont faites conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques, modifié par l'article 43, paragraphe 8, alinéa 2, de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ou, le cas

ART. 31.

Niemand kan tot auditeur benoemd worden, tenzij hij volle 28 jaar oud en doctor in de rechten is, mitsgaders gedurende ten minste vijf jaren voldaan heeft aan een der andere vereischten bij artikel 30 gesteld.

Een auditeur ten minste moet, gedurende ten minste vijf jaar, de Balie hebben gevolgd, bedieningen van algemeen bestuur of rechterlijke ambten hebben bekleed in Belgisch-Congo of in de gebieden onder Belgisch mandaat.

ART. 32.

Niemand kan tot griffier benoemd worden, tenzij hij volle 27 jaar oud en doctor in de rechten is.

Niemand kan tot adjunct-griffier benoemd worden, tenzij hij volle 25 jaar oud en doctor in de rechten is.

ART. 33.

Een voorzitter, ten minste twee raadsheeren, ten minste drie en ten hoogste vier auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordering, zoomede de griffier moeten het bewijs leveren dat zij de twee landstalen kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordering, en ten minste één adjunct-griffier dat zij de Fransche taal kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordering, ten minste één adjunct-griffier dat zij de Nederlandsche taal machtig zijn.

Deze bewijzen worden geleverd overeenkomstig het bepaalde bij artikel 40 der wet van 21 Mei 1929 op het begeven der academische graden, gewijzigd bij artikel 43, paragraaf 8, lid 2 der wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, of,

échéant, conformément à l'article 60, paragraphe 1^{er} de la même loi.

Dans les nominations d'assesseurs de la Section de législation, de substituts et de membres du Bureau de coordination, il est observé un juste équilibre au point de vue linguistique.

Il y aura au moins un conseiller, un auditeur, un greffier ou un greffier-adjoint qui devront justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande et d'une des deux autres langues nationales.

Un arrêté royal détermine la façon dont la justification de la connaissance de la langue allemande doit se faire.

ART. 34.

Le premier président, le président et les conseillers sont, sous réserve des dispositions de l'article 51, nommés à vie par le Roi.

Après que le Conseil d'Etat aura été constitué pour la première fois, les nominations aux sièges devenus vacants seront faites par le Roi, à vie, sur deux listes, comprenant chacune trois candidats, et présentées par le Conseil d'Etat et alternativement par la Chambre des Représentants et le Sénat. La présentation à la première place vacante sera faite par la Chambre.

ART. 35.

Les assesseurs de la Section de législation sont nommés par le Roi pour un terme de cinq ans qui peut être renouvelé, ou pour le terme restant à courir jusqu'à l'accomplissement de leur soixante-septième année, sur une liste triple de candidats présentés par l'assemblée des membres du Conseil d'Etat.

Les présentations ont lieu en observant les règles établies aux alinéas 1^{er}, 3 et 4 de l'article 221 de la loi du 18 juin 1869.

in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 60, paragraaf 1 van dezelfde wet.

Bij de benoemingen van de bijzitters der Afdeeling Wetgeving, substituten en leden van het Bureau voor samenordering wordt, in taalopzicht, een billijk evenwicht in acht genomen.

Een raadsheer, een auditeur, een griffier of adjunct-griffier moeten het bewijs leveren van een voldoende kennis van de Deutsche taal en van een der twee andere landstalen.

Een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop het bewijs van de kennis der Deutsche taal moet geleverd worden.

ART. 34.

De eerste-voorzitter, de voorzitter en de raadsheeren worden, onder voorbehoud van het bepaalde bij art. 51, door den Koning voor het leven benoemd.

Nadat de Raad van State voor het eerst zal zijn samengesteld, zullen de benoemingen tot de opengevallen zetels door den Koning, voor het leven, gedaan worden op twee lijsten elk met drie kandidaten, en voorgedragen door den Raad van State, en beurtelings door de Kamer der Volksvertegenwoordigers en den Senaat. De voordracht, bij de eerste opengevallen plaats, geschiedt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ART. 35.

De Koning benoemt de bijzitters van de Afdeeling Wetgeving voor een vernieuwbaren termijn van vijf jaren, of voor den tijd die nog te loopen blijft totdat zij hun zeven en zestigste jaar hebben volbracht, op een driedovoudige lijst van door de vergadering der leden van den Raad van State voorgedragen kandidaten.

De candidaatstellingen geschieden met inachtneming van de regelen gesteld bij leden 1, 3 en 4 van art. 221 der wet van 18 Juni 1869.

ART. 36.

Les auditeurs sont nommés par le Roi, sur une liste indiquant l'ordre de leur classement à un concours dont le Conseil d'Etat détermine les conditions et constitue le jury. Ils peuvent être révoqués par le Roi, le Conseil d'Etat entendu.

Les auditeurs participent à l'instruction des affaires dans les deux Sections; ils peuvent être chargés de procéder aux enquêtes décidées par la Section d'Administration.

L'un des auditeurs, auquel le Roi donne le titre d'Auditeur général au Conseil d'Etat, dirige les travaux des membres de l'auditorat et répartit les affaires entre eux. Le Roi peut, en cas de nécessité, nommer des substituts qui assistent l'Auditeur général et les auditeurs. Il en détermine le nombre.

L'Auditeur général contrôle l'activité des membres du bureau de coordination, lesquels ont pour mission de coordonner les lois, les arrêtés royaux organiques et les divers textes réglementaires généraux en vigueur en Belgique et dans la Colonie, d'en conserver les textes et de les tenir à jour, cette documentation étant à la disposition des deux Sections du Conseil d'Etat.

Les substituts et les membres du Bureau de coordination sont choisis parmi les docteurs en droit, de nationalité belge, âgés de plus de vingt-cinq ans. Le Roi peut les révoquer, le Conseil d'Etat entendu.

ART. 37.

Le greffier et les greffiers adjoints sont nommés et révoqués par le Roi.

ART. 36.

De Koning benoemt de auditeurs uit een lijst opgemaakt naar de orde hunner rangschikking in een vergelijkend examen, waarvan de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examinatoren benoemt. De auditeurs kunnen, den Raad van State gehoord, door den Koning worden ontslagen.

De auditeurs verleenen, in de twee Afdelingen, hun medewerking bij de behandeling der zaken; zij kunnen belast worden met de onderzoeken waartoe de Afdeling Administratie heeft besloten.

Een der auditeurs, aan wien de Koning den titel van Auditeur-Generaal bij den Raad van State verleent, leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat en verdeelt de zaken onder hen. De Koning kan, in geval van noodzakelijkheid, substituten benoemen, die den Auditeur-Generaal en de auditeurs ter zijde staan. Hij stelt hun aantal vast.

De Auditeur-Generaal oefent toezicht uit op de bedrijvigheid der leden van het bureau voor samenordering, die tot opdracht hebben de wetten, de organieke koninklijke besluiten en de onderscheidene algemeene reglementaire teksten, van kracht in België en in de Kolonie, samen te ordenen. De teksten er van te bewaren en ze bij te houden. deze documentatie ter beschikking zijnde van beide afdelingen van den Raad van State.

De substituten en de leden van het Bureau voor samenordering worden gekozen uit doctors in de rechten boven vijf en twintig jaar, die de Belgische nationaliteit bezitten. De Koning kan ze ontslaan na den Raad van State te hebben gehoord.

ART. 37.

De Koning benoemt en ontslaat den griffier en de adjunct-griffiers.

ART. 38.

Le premier président prête, entre les mains du Roi, en personne ou par écrit, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831.

Le président, les conseillers, les assesseurs de la Section de législation, les auditeurs, les substituts, les membres du Bureau de coordination, le greffier et les greffiers adjoints prêtent ce serment entre les mains du premier président.

Ils sont tenus de prêter serment dans le mois à compter du jour où leur nomination leur aura été notifiée, à défaut de quoi il peut être pourvu à leur remplacement.

ART. 39.

L'assemblée générale du Conseil d'Etat se compose des premier président, président et conseillers. Elle est présidée par le premier président, le président ou le plus ancien des conseillers présents.

Les assesseurs de la Section de législation assistent aux assemblées générales lorsque l'ordre du jour comporte des objets intéressant la dite Section.

Ils ont voix délibérative en ce qui concerne ces objets.

ART. 40.

Un règlement d'ordre intérieur arrêté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat et approuvé par arrêté royal organise le travail des Sections, fixe la tenue des séances, précise les attributions des auditeurs et détermine les devoirs des greffier et greffiers adjoints.

Les assesseurs de la Section de législation participent avec voix délibérative à l'élaboration des dispositions

ART. 38.

De eerste-voorzitter legt, in handen van den Koning, persoonlijk of schriftelijk, den bij decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

De voorzitter, de raadsheeren, de bijzitters van de Afdeeling Wetgeving, de auditeurs, de substituten, de leden van het bureau voor samenordering, de griffier en de adjunct-griffiers leggen dezen eed af in handen van den eerste-voorzitter.

Zij zijn tot de eedaflegging gehouden binnen de maand ingaande met den dag waarop hun benoeming hun werd bekendgemaakt, zooniet kan in hun vervanging worden voorzien.

ART. 39.

De algemeene vergadering van den Raad van State is samengesteld uit den eerste-voorzitter, den voorzitter en de raadsheeren. Zij wordt voorgezeten door den eerste-voorzitter, den voorzitter of den oudsten der aanwezige raadsheeren.

De bijzitters van de Afdeeling Wetgeving wonen de algemeene vergaderingen bij, telkens wanneer onderwerpen met betrekking tot genoemde Afdeeling op de agenda voorkomen.

Wat deze onderwerpen betreft, hebben zij beraadslagende stem.

ART. 40.

De werkzaamheden van de Afdeelingen, het beleggen van de vergaderingen, de bevoegdheden van de auditeurs en de ambtsbezigheden van den griffier en van de adjunct-griffiers worden geregeld en bepaald bij een reglement van inwendige orde, dat door de algemeene vergadering van den Raad van State vastgesteld en bij koninklijk besluit goedgekeurd wordt.

De bijzitters van de Afdeeling Wetgeving hebben beraadslagende stem bij de voorbereiding van voornoemde

du dit règlement qui ont trait à cette Section.

ART. 41.

La nomination et la révocation des employés appartiennent à l'assemblée générale du Conseil d'Etat qui peut déléguer tout ou partie de ce pouvoir au premier président.

ART. 42.

Un arrêté royal prescrit le costume porté aux audiences et dans les cérémonies officielles par les membres du Conseil d'Etat, de l'Auditorat, du Greffe, par les substituts et par les membres du Bureau de coordination. Le Roi règle la préséance et les honneurs.

CHAPITRE II.

**De l'organisation
de la Section de Législation.**

ART. 43.

La Section de législation est composée de six membres du Conseil d'Etat et des assesseurs visés à l'article 29. Le Roi désigne pour le terme de trois ans, pour faire partie de la Section de législation, le président et un des conseillers qui justifient de la connaissance des deux langues nationales, deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue française, deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise. Il désigne, pour le même terme et pour suppléer les titulaires en cas d'empêchement, un conseiller justifiant de la connaissance des deux langues nationales, un conseiller justifiant de la connaissance de la langue française, un conseiller justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise.

Le renouvellement des membres de la Section de législation se fait annuel-

reglements-bepalingen welke voor-
noemde Afdeeling betreffen.

ART. 41.

De beambten worden benoemd en ontslagen door de algemeene vergadering van den Raad van State, die deze bevoegdheid geheel of gedeeltelijk aan den eerste-voorzitter kan opdragen.

ART. 42.

Bij koninklijk besluit wordt voorgeschreven de ambtskleedij bij de terechtzittingen en op de officieele plechtigheden gedragen door de leden van den Raad van State, van het Auditoraat, van de Griffie, door de substituten en door de leden van het Bureau voor samenordering. De Koning regelt den voorrang en de eerbewijzen.

HOOFDSTUK II.

Inrichting der Afdeeling Wetgeving.

ART. 43.

De Afdeeling Wetgeving is samengesteld uit zes leden van den Raad van State en uit de bij artikel 29 bedoelde bijzitters. Worden door den Koning aangewezen om voor drie jaar van de Afdeeling Wetgeving deel uit te maken, de voorzitter en een der raadsheeren die bewijs leveren dat zij de twee landstalen kennen, twee raadsheeren die de Fransche, twee raadsheeren die de Nederlandsche taal kennen. Hij duidt voor denzelfden duur en ter vervanging van de titularissen, bij verhindering, een raadsheer aan, die de twee landstalen machtig is, een raadsheer die de Fransche en een raadsheer die de Nederlandsche taal kent.

De vernieuwing van de leden der Afdeeling Wetgeving geschiedt jaar-

lement par tiers. Le Roi en détermine les modalités et prend les mesures d'adaptation transitoires nécessaires.

ART. 44.

La Section de législation siège au nombre de trois membres du Conseil d'Etat et de deux assesseurs.

Les réunions ordinaires de la Section de législation sont présidées par celui des premier président ou président qui en fait partie ou, à son défaut, par le plus ancien des conseillers présents.

La Section peut appeler en consultation sur des questions spéciales des personnes particulièrement qualifiées.

La Section de législation est divisée en deux Chambres comprenant l'une le président et l'autre le conseiller justifiant de la connaissance des deux langues nationales ou leur suppléant. L'une des deux Chambres est formée, en outre, de deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue française ou de leur suppléant et de deux assesseurs justifiant de la connaissance de la même langue. L'autre Chambre est formée, en outre, de deux conseillers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise ou de leur suppléant et de deux assesseurs justifiant de la connaissance de la même langue.

Le premier président du Conseil d'Etat reçoit les demandes d'avis dont il est question à l'article 2 et les soumet à l'une ou à l'autre des deux Chambres. Chacune de celles-ci délibère dans la langue qui lui est propre. Les textes ainsi établis dans chacune des deux langues sont traduits dans l'autre, et la concordance entre la version française et la version néerlandaise est vérifiée par les soins d'auditeurs, sous le contrôle de celui des membres de la Chambre justifiant de la connaissance des deux langues.

lijks per derde. De Koning bepaalt de modaliteiten daarvan en treft de vereischte overgangsmaatregelen van aanpassing.

ART. 44.

De Afdeeling Wetgeving zetelt ten getale van drie leden van den Raad van State en van twee bijzitters.

De gewone vergaderingen van de Afdeeling Wetgeving worden voorgezeten door den eerste-voorzitter of den voorzitter, die er deel van uitmaakt, of, bij dezès ontstentenis, door den oudsten der aanwezige raadsheeren.

De Afdeeling kan over speciale vraagpunten bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

De Afdeeling Wetgeving is onderverdeeld in twee Kamers waarvan de eene den voorzitter en de andere den tweetaligen raadsheer, of hun plaatsvervanger bevat. Een der beide Kamers is bovendien samengesteld uit twee raadsheeren die de Fransche taal kennen of uit hun plaatsvervanger en twee bijzitters die dezelfde taal machtig zijn. De andere Kamer wordt bovendien gevormd uit twee raadsheeren die de Nederlandsche taal kennen of uit hun plaatsvervanger en twee bijzitters die dezelfde taal machtig zijn.

De eerste-voorzitter van den Raad van State ontvangt de vragen om advies waarvan sprake in artikel 2 en onderwerpt ze aan de eene of de andere der beide Kamers. Ieder dezer beraadslaagt in de taal die haar eigen is. De aldus in een van beide talen gestelde teksten worden in de andere vertaald en de overeenstemming tusschen den Franschen en Nederlandschen tekst wordt door de auditeurnagezien onder het toezicht van het lid der Kamer dat de twee landstalen kent.

ART. 45.

En cas d'urgence, lorsque l'autorité qui saisit la Section de législation réclame communication de l'avis ou de l'avant-projet dans un délai ne dépassant pas trois jours, celle des Chambres qui serait saisie pourra siéger au nombre de trois membres du Conseil d'Etat sans la présence des assesseurs.

ART. 46.

La Section de législation siège en assemblée générale chaque fois que le Président de l'une des Chambres législatives ou le Ministre, par qui elle est consultée, lui en fait la demande.

L'assemblée générale est présidée par le premier président ou, à son défaut, par le président du Conseil d'Etat; à leur défaut, la présidence appartient au plus ancien des conseillers désignés en vertu de l'article 43.

Le Président de l'assemblée générale a voix délibérative même s'il ne fait pas partie de la Section de législation.

CHAPITRE III.

**De l'organisation
de la Section d'Administration.**

ART. 47.

La Section d'Administration est composée de trois Chambres : une Chambre flamande, une Chambre française, une Chambre bilingue.

La Chambre flamande, composée des conseillers justifiant de la connaissance de la langue néerlandaise, connaîtra de toutes les affaires qui, par application de la loi du 28 juin 1932, doivent être introduites dans la langue néerlandaise.

ART. 45.

Wanneer, in spoedeisende gevallen, de overheid die ze voor de Afdeeling Wetgeving aanhangig maakt, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen mededeeling van het advies of van het voorontwerp vraagt, mag de Kamer waaraan die zaak wordt toevertrouwd, zetelen ten getale van drie leden van den Raad van State, zonder de aanwezigheid der bijzitters.

ART. 46.

De Afdeeling Wetgeving zetelt in algemeene vergadering, telkens als de Voorzitter van een der Wetgevende Kamers of de Minister, door wien zij wordt geraadpleegd, haar hierom verzoekt.

De algemeene vergadering wordt voorgezeten door den eerste-voorzitter of, bij dezès ontstentenis, door den voorzitter van den Raad van State; bij beider ontstentenis wordt het voorzitterschap waargenomen door den oudsten der krachtens artikel 43 aangewezen raadsheeren.

De Voorzitter der algemeene vergadering is stemgerechtigd zelfs indien hij van de Afdeeling Wetgeving geen deel uitmaakt.

HOOFDSTUK III.

Inrichting der Afdeeling Administratie.

ART. 47.

De Afdeeling Administratie bestaat uit drie Kamers : een Vlaamsche Kamer, een Fransche Kamer, een tweetalige Kamer.

De Vlaamsche Kamer samengesteld uit raadsheeren die de Nederlandsche taal machtig zijn, neemt kennis van al de zaken welke, bij toepassing van de wet van 28 Juni 1932, in het Nederlandsch moeten ingediend worden.

La Chambre française, composée des conseillers justifiant de la connaissance de la langue française, connaîtra de toutes les affaires qui, par application de la même loi, doivent être introduites dans la langue française.

La Chambre bilingue, composée du président et des deux conseillers justifiant de la connaissance des deux langues, se réunira chaque fois que l'introduction d'une affaire bilingue le rendra nécessaire.

La Chambre comprenant le conseiller connaissant la langue allemande, siègera chaque fois que l'introduction d'une affaire allemande ou d'une affaire bilingue dans laquelle il est fait usage de la langue allemande et d'une des deux langues nationales le rendra nécessaire.

Les présidents et conseillers désignés pour faire partie de la Section de législation, pourront être appelés à siéger dans la Section d'administration, chaque fois qu'il y aura lieu, soit pour former la Chambre bilingue, soit pour suppléer un membre de la Chambre flamande ou de la Chambre française, en cas d'empêchement, soit pour constituer des Chambres de complément, si le nombre des affaires introduites le rend nécessaire.

ART. 48.

Les Chambres de la Section d'administration en matière d'avis comme d'arrêts siègent au nombre de trois membres, y compris celui qui préside.

En matière d'avis, toute affaire peut, à la majorité des voix, être renvoyée à l'assemblée générale de la Section.

Ce renvoi est de droit dans tous les cas où une Chambre reconnaît y avoir lieu à annulation du chef de détournement de pouvoir; il est exclu dans tous les autres cas où la Section est appelée à statuer par voie d'arrêt.

De Fransche Kamer, samengesteld uit de raadsheeren die de Fransche taal machtig zijn, neemt kennis van al de zaken welke, bij toepassing van dezelfde wet, in het Fransch moeten ingediend worden.

De tweetalige Kamer, bestaande uit den voorzitter en de twee raadsheeren die de beide landstalen kennen, vergadert telkens het indienen van een tweetalige zaak zulks noodzakelijk maakt.

De Kamer, waarvan de raadsheer die de Duitsche taal machtig is deel uitmaakt, zetelt ieder maal dat het inleiden van een Duitsche zaak of van een tweetalige zaak waarin gebruik wordt gemaakt van de Duitsche taal en van een van de twee andere landstalen dit noodig maakt.

De voorzitter en de raadsheeren, aangewezen om deel uit te maken van de Afdeeling Wetgeving, kunnen geroepen worden in de Afdeeling Administratie te zetelen, telkens hier aanleiding toe bestaat, hetzij om de tweetalige Kamer te vormen, hetzij om een lid van de Vlaamsche of van de Fransche Kamer in geval van verhindering te vervangen, hetzij om aanvullende Kamers tot stand te brengen, zoo dit in verband met het aantal ingediende zaken noodig blijkt.

ART. 48.

De Kamers der Afdeeling Administratie zetelen, zoo voor de adviezen als voor de arresten, ten getale van drie leden, wie voorzit daaronder begrepen.

Iedere advieszaak kan bij meerderheid van stemmen naar de algemeene vergadering der Afdeeling verwezen worden.

Deze verwijzing geschiedt van rechtswege telkens wanneer een Kamer erkent dat er aanleiding bestaat tot vernietiging wegens machtsafwending; zij is niet geoorloofd in al de andere gevallen waarin de Afdeeling bij wijze van arrest te beschikken heeft.

ART. 49.

L'assemblée générale, ainsi que les audiences et autres réunions de la Section d'administration, sont présidées par le premier président, le président ou le plus ancien des conseillers présents.

CHAPITRE IV.

Des rémunérations et des pensions.

ART. 50.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, et qui ne pourra être ultérieurement modifié qu'en vertu d'une loi, fixe les traitements, majorations et indemnités alloués aux membres du Conseil d'Etat et aux auditeurs, ainsi que les indemnités revenant aux assesseurs de la Section de législation.

Les magistrats nommés assesseurs de la Section de législation touchent les indemnités au même titre que les autres assesseurs.

ART. 51.

Les membres du Conseil d'Etat sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont accompli l'âge de soixante-douze ans.

ART. 52.

Les membres, mis à la retraite; en raison de l'âge fixé à l'article 51 et ayant vingt-cinq années de services admissibles pour la pension, dont dix ans au moins en qualité de membre du Conseil d'Etat, ont droit à l'éméritat. La pension de l'éméritat est égale au taux moyen du traitement des cinq dernières années.

Si le membre en fonctions en cette qualité depuis dix ans au moins et ayant atteint l'âge de soixante-douze

ART. 49.

De algemeene vergadering, de terechtzittingen en andere samenkomsten der Afdeeling Administratie worden voorgezeten door den eerste-voorzitter, den voorzitter of den oudsten der aanwezige raadsheeren.

HOOFDSTUK IV.

Bezoldiging en pensioenen.

ART. 50.

De wedden, verhoogingen en vergoedingen van de leden van den Raad van State en de auditeurs, zoomede de vergoedingen van de bijzitters der Afdeeling Wetgeving, worden vastgesteld bij een in den Ministerraad overlegd koninklijk besluit, dat naderhand niet mag gewijzigd worden, tenzij krachtens een wet.

De magistraten die tot bijzitters van de Afdeeling Wetgeving benoemd zijn, trekken de vergoedingen evenals de overige bijzitters.

ART. 51.

De leden van den Raad van State worden op pensioen gesteld, wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkelijkheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behooren te vervullen of wanneer zij volle twee en zeventig jaar oud zijn.

ART. 52.

De leden, die uit hoofde van den bij artikel 51 bepaalden leeftijd in ruste zijn gesteld en vijf en twintig pensioengerechtigde dienstjaren tellen, waarvan ten minste tien als lid van den Raad van State, worden tot het emeritaat toegelaten. Het emeritaatspensioen is gelijk aan de gemiddelde wedde der laatste vijf jaar.

Zoo het lid dat als zoodanig sedert ten minste tien jaar fungeert en den leeftijd van twee en zeventig jaar

ans, n'a pas vingt-cinq années de services admissibles, sa pension est diminuée d'un vingt-cinquième pour chaque année qui manque pour parfaire ce nombre.

Si le membre ayant atteint l'âge susvisé et comptant vingt-cinq années de services admissibles n'a pas dix ans de fonctions comme membre du Conseil d'Etat, sa pension est liquidée, sur la base du taux moyen du traitement des cinq dernières années, à raison d'un vingt-cinquième par année de service en qualité de membre du Conseil d'Etat, d'un trente-troisième par année de services académiques prévus par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, d'un trente-cinquième par année de service dans la magistrature, et d'un soixantième par année de tous autres services admissibles pour la pension.

Le membre reconnu hors d'état de continuer ses fonctions par suite d'infirmités, mais n'ayant pas atteint l'âge de soixante-douze ans, peut être admis à la pension, quel que soit son âge, après cinq années de services quelconques admissibles. La pension est liquidée sur la base du traitement moyen des cinq dernières années, à raison d'un vingt-cinquième par année de service en qualité de membre du Conseil d'Etat, d'un trente-troisième par année de services académiques prévus par la loi du 30 juillet 1879 relative à l'éméritat pour les professeurs de l'enseignement supérieur, d'un trente-cinquième par année de service dans la magistrature et d'un soixantième par année de tous autres services admissibles pour la pension.

Aucune pension ne pourra être supérieure au traitement qui aura servi de base à la liquidation.

La loi générale sur les pensions civiles reste applicable dans les cas où les dispositions du présent article ne peuvent être invoqués.

bereikt heeft, nog geen vijf en twintig pensioengerechtigde dienstjaren telt, wordt zijn pensioen met één vijf-entwintigste voor ieder ontbrekend jaar verminderd.

Zoo het lid dat bovenvermelden leeftijd bereikt heeft en vijf en twintig pensioengerechtigde dienstjaren telt, niet gedurende tien jaar lid van den Raad van State was, wordt zijn pensioen, op den voet der gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar, berekend tegen één vijf-entwintigste per jaar dienst als lid van den Raad van State, tegen één drie-entertigste per jaar academischen dienst, zooals voorzien bij de wet van 30 Juli 1879 op het hoogleeraarsemeritaat, tegen één vijf-entertigste per jaar dienst in de magistratuur en tegen één zestigste per jaar andere pensioengerechtigde diensten.

Het lid dat wegens gebrekkelijkheid niet meer bekwaam wordt bevonden om zijn functie verder uit te oefenen, doch den leeftijd van twee en zeventig jaar niet bereikt heeft, kan gepensionneerd worden, om het even hoe oud hij is, na vijf jaren welkdanige pensioengerechtigde diensten. Het pensioen wordt dan, op den voet der gemiddelde wedde van de laatste vijf jaar, berekend tegen één vijf-entwintigste per jaar dienst als lid van den Raad van State, tegen één drie-entertigste per jaar academischen dienst, zooals voorzien bij de wet van 30 Juli 1879 op het hoogleeraarsemeritaat, tegen één vijf-entertigste per jaar dienst in de magistratuur en tegen een zestigste per jaar andere pensioengerechtigde diensten.

Geen enkel pensioen mag uitgaan boven de wedde waarop het pensioen werd berekend.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen blijft toepasselijk, telkens wanneer de bepalingen van dit artikel niet kunnen ingeroepen worden.

ART. 53.

Les auditeurs, substituts, membres du Bureau de coordination, greffier, greffiers adjoints ainsi que les employés sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans.

La loi générale sur les pensions civiles leur est applicable.

CHAPITRE V.

Des incompatibilités et de la discipline.

ART. 54.

Les fonctions de membres du Conseil d'Etat sont incompatibles avec les fonctions judiciaires, avec celles de conseiller provincial, de bourgmestre, de conseiller communal, avec toutes fonctions et emplois rétribués, publics ou privés, avec toute fonction publique sujette à comptabilité pécuniaire, avec les fonctions d'avoué, de notaire et d'huissier, avec la profession d'avocat, avec l'état militaire et la qualité de ministre d'un culte reconnu.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, autoriser, par arrêté motivé, des membres du Conseil d'Etat à continuer l'exercice des fonctions de professeur ou de chargé de cours dans l'enseignement supérieur.

Les membres du Conseil d'Etat et les assesseurs de la Section de législation ne peuvent accepter la charge de défendre des intéressés, ni verbalement ni par écrit, ni même à titre de consultation.

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent faire d'arbitrage rémunéré, exercer par eux-mêmes ni sous le nom de leur épouse ou de toute autre personne interposée aucune espèce de commerce, être agent d'affaires, ou participer à la direction, à l'adminis-

ART. 53.

De auditeurs, substituten, leden van het Bureau voor samenordening, griffier en adjunct-griffiers, evenals de beambten worden op pensioen gesteld, wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkelijkheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behooren te vervullen of wanneer zij volle vijf en zestig jaar oud zijn.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen is op hen toepasselijk.

HOOFDSTUK V.

Onvereenigbaarheid en Tucht.

ART. 54.

Het lidmaatschap van den Raad van State is onvereenigbaar met de rechterlijke ambten, met die van provincieraadslid, burgemeester, gemeenteraadslid, met alle bezoldigde openbare of private ambten en bedieningen, met elk openbaar ambt dat geldelijk rekenplichtig is, met de ambten van pleitbezorger, notaris en deurwaarder, met het beroep van advocaat, met den militairen staat en de hoedanigheid van bedienaar van een erkenden eeredienst.

De Koning kan, in bijzondere gevallen, leden van den Raad van State bij beredeneerd besluit machtigen de betrekking van hoogleeraar of van docent bij het hooger onderwijs te blijven vervullen.

Het is den leden van den Raad van State en den bijzitters van de Afdeling Wetgeving verboden zich, mondeling of schriftelijk en zelfs bij wijze van raadgeving, met de verdediging der belanghebbenden te belasten.

Het is den leden van den Raad van State verboden als bezoldigd scheidsrechter op te treden, zelf of ten name van hun echtgenoot of van eenig ander tusschenpersoon, eenigen handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan het bestuur, het

tration ou à la surveillance de toutes sociétés commerciales ou établissemens industriels et commerciaux.

Le Roi peut, dans des cas particuliers, autoriser par arrêté motivé, les membres du Conseil d'Etat à participer à la surveillance de sociétés ou établissemens industriels.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux auditeurs, substitués, aux membres du Bureau de coordination, au greffier, aux greffiers adjoints, ainsi qu'aux employés.

ART. 55.

Les parents et alliés, jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne peuvent être simultanément membres du Conseil d'Etat sans une dispense du Roi; ils ne peuvent siéger simultanément, sauf aux assemblées générales.

ART. 56.

Tout membre du Conseil d'Etat qui a manqué à la dignité de ses fonctions ou aux devoirs de son état peut, suivant le cas, être déclaré déchu ou suspendu de ses fonctions par arrêt rendu en assemblée générale par la Cour de cassation sur réquisitoire du Procureur général près cette Cour.

ART. 57.

Les dispositions du chapitre III du titre IV du livre II du Code d'instruction criminelle relatives aux crimes et délits commis par les membres des Cours, ainsi que l'article 10 de la loi du 20 avril 1810 sont applicables en ce qui concerne les membres du Conseil d'Etat.

beheer of het toezicht over eenige handelsvennootschap of nijverheids- en handelsinrichting.

In bijzondere gevallen, kan de Koning, bij beredeneerd besluit, de leden van den Raad van State toelaten aan het toezicht over nijverheidsvennootschappen of -inrichtingen deel te nemen.

De voorgaande bepalingen vinden toepassing op de auditeurs, de substituten, de leden van het Bureau voor samenordering, den griffier, de adjunct-griffiers, zoomede op de beambten.

ART. 55.

De bloed- en aanverwanten, tot en met den graad van oom en neef, mogen, tenzij de Koning dit verbod heeft opgeheven, niet tegelijkertijd van den Raad van State deel uitmaken; zij mogen niet tegelijkertijd zetelen, behalve op de algemeene vergaderingen.

ART. 56.

Ieder lid van den Raad van State die te kort gekomen is aan de waardigheid van zijn ambt of aan de plichten van zijn staat, kan volgens het geval, van zijn functie vervallen verklaard of daarin geschorst worden, bij een arrest dat door het Hof van Verbreking, in algemeene vergadering, op vordering van den Procureur-Generaal bij dit Hof, wordt uitgesproken.

ART. 56.

Het bepaalde in hoofdstuk III van titel IV van boek II van het Wetboek van Strafvordering omtrent de door de leden der Hoven gepleegde misdaden en wanbedrijven, zoomede artikel 10 der wet van 20 April 1810, zijn op de leden van den Raad van State toepasselijk.

Dispositions transitoires

ART. 58.

Les recours, requêtes ou demandes prévus aux articles 7, 9 et 10 ne seront pas accueillis, si la contestation est antérieure à la promulgation de la présente loi.

ART. 59.

Lors de la constitution du Conseil d'Etat :

1^o Il pourra être dérogé, pour la nomination de ses membres, à l'alinéa 1^{er} de l'article 5 de la loi du 6 août 1931;

2^o Les cinq premières nominations d'assesseurs ne seront pas soumises aux conditions de présentation prévues par l'article 35;

3^o L'article 31 ne sera pas appliqué aux trois auditeurs nommés en premier lieu; ceux-ci seront choisis parmi les docteurs en droit justifiant d'une compétence spéciale en droit public et administratif, notamment les lauréats des concours des bourses de voyage du Gouvernement et les agrégés de l'enseignement supérieur.

ART. 60.

Le Roi peut accorder l'éméritat aux quinze premiers membres du Conseil d'Etat, alors même qu'ils ne rempliraient pas les conditions fixées par l'alinéa premier de l'article 52.

ART. 61.

Des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres prendront toutes les mesures organiques complémentaires nécessaires pour assurer l'exécution de la présente loi.

Overgangsbepalingen.

ART. 58.

De beroepen, verzoekschriften of aanvragen voorzien bij de artikelen 7, 9 en 10 worden niet in aanmerking genomen indien de betwisting dagteekent van vóór de bekendmaking dezer wet.

ART. 59.

Bij de instelling van den Raad van State :

1^o Kan, voor de benoeming van zijn leden, worden afgeweken van de eerste alinea van artikel 5 der wet van 6 Augustus 1931;

2^o Moeten de eerste vijf benoemingen van bijzitter niet beantwoorden aan de voordrachtsvereischen voorzien bij artikel 35;

3^o Zal artikel 31 niet toegepast worden op de drie het eerst benoemde auditeurs; dezen zullen gekozen worden onder de doctors in de rechten, die van een speciale bevoegdheid in publiek en administratief recht doen blijken, inzonderheid de laureaten van de wedstrijden voor reisbeurzen der Regeering en de geaggregeerden van het hooger onderwijs.

ART. 60.

De Koning kan het emeritaat verleen en aan de eerste vijftien leden van den Raad van State, zelfs indien zij niet in de bij de eerste alinea van artikel 52 vastgestelde voorwaarden mochten verkeer en.

ART. 61.

Bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, worden al de noodige aanvullende organieke maatregelen genomen, welke ter uitvoering van deze wet noodig zijn.

ART. 62.

Au cours de la session ordinaire de 1946-1947, le Gouvernement fera rapport aux Chambres Législatives au sujet du fonctionnement du Conseil d'Etat.

ART. 63.

Le Roi est autorisé à modifier ou compléter par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le texte des lois déterminant la compétence du Conseil des Mines, ainsi que celui des lois visées à l'article 10 en vue de mettre ces textes en concordance avec les articles 7, § 2 et 10 de la présente loi.

ART. 64.

La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par arrêté royal.

Cet arrêté pourra fixer la mise en vigueur des dispositions de l'article 28 et de l'article 59, à une date précédant celle qu'il déterminera pour l'entrée en vigueur totale de la loi.

ART. 65.

Les crédits nécessaires pour le fonctionnement du Conseil d'Etat seront inscrits au Budget du Ministère de l'Intérieur.

Bruxelles, le 20 décembre 1945.

ART. 62.

De Regeering zal, in den loop der gewone zitting 1946-1947, aan de Wetgevende Kamers verslag uitbrengen omtrent de werkzaamheden van den Raad van State.

ART. 63.

De Koning is er toe bevoegd, bij in Ministerraad overlegde besluiten, den tekst van de wetten tot vaststelling van de bevoegdheid van den Mijnsraad, mitsgaders dien der bij artikel 10 bedoelde wetten, te wijzigen en aan te vullen ten einde die teksten in overeenstemming te brengen met de artikelen 7, § 2 en 10 van deze wet.

ART. 64.

Deze wet treedt in werking op den datum bij koninklijk besluit te bepalen.

Dit besluit mag de inwerkingstelling van de bepalingen van artikel 28 en van artikel 59 vaststellen op een datum voorafgaande aan dezen die voor de algeheele inwerkingtreding der wet bepaald wordt.

ART. 65.

De kredieten welke voor de werking van den Raad van State noodig zijn, worden uitgetrokken op de Begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Brussel, 20 December 1945.

AANHANGSEL

Tabel der wijzigingen aangebracht door de Kamer der Volksvertegenwoordigers in den door den Senaat overgemaakten tekst.

Artikelen aangenomen door den Senaat op 5 Juli 1939.	Wijzigingen aangebracht door de Kamer.	Toelichting.
ART. 2. De Afdeeling Wetgeving dient van beredeneerd advies over den tekst van alle ontwerpen, voorstellen van wet en amendementen op deze ontwerpen en voorstellen, die bij haar door den Voorzitter van een der Wetgevende Kamers zijn aanhangig gemaakt. Buiten de gevallen van hoogdringendheid en de ontwerpen van begrootingswetten uitgezonderd, onderwerpen de ministers aan het beredeneerd advies van de Afdeeling den tekst van alle voorontwerpen van wetten, ontwerpen van decreten of van organieke en reglementaire uitvoeringsbesluiten. Het advies wordt gehecht aan de memorie van toelichting van de wetsontwerpen, alsmede aan de verslagen aan den Koning. De ministers mogen het beredeneerd advies van de Afdeeling aanvragen over alle wetsvoorstellen, alsmede over alle amendementen op ontwerpen of voorstellen van wet.	ART. 2. (De eerste alinea blijft ongewijzigd.) Buiten de gevallen van hoogdringendheid, en de ontwerpen van begrootingswetten uitgezonderd, onderwerpen de ministers aan het beredeneerd advies van de Afdeeling den tekst van alle voorontwerpen van wetten of van organieke en reglementaire uitvoeringsbesluiten. Het advies wordt gehecht aan de memorie van toelichting van de wetsontwerpen, alsmede aan de verslagen aan den Koning. De ministers mogen het beredeneerd advies van de Afdeeling aanvragen over alle wetsvoorstellen, <i>over alle ontwerpen van decreten</i> alsmede over alle amendementen op ontwerpen of voorstellen van wet.	De Minister van Koloniën mag — doch is niet meer verplicht — het advies van den Raad van State in te winnen betreffende de ontwerpen van decreten. De woorden « <i>ontwerpen van decreten</i> » worden weggelaten. De woorden « <i>over alle ontwerpen van decreten</i> » worden ingelascht.
ART. 3. De Eerste-Minister kan de Afdeeling Wetgeving belasten met het opmaken van den tekst van voorontwerpen van wetten, van decreten, van besluiten, van reglementen of van amendementen, waarvan de stof en het voorwerp door hem worden vastgesteld.	ART. 3. De Eerste-Minister kan de Afdeeling Wetgeving belasten met het opmaken van den tekst van voorontwerpen van wetten, van besluiten, van reglementen of van amendementen, waarvan de stof en het voorwerp door hem worden vastgesteld.	De woorden « <i>van decreten</i> » vallen weg.
ART. 7. De Afdeeling Administratie neemt kennis, in de gevallen dat	ART. 7. § 1. — Telkens wanneer er geen ander bevoegd rechtscollege	Artikel 7 zal twee § omvatten.

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

Toelichting.

er geen ander bevoegd rechtscollege bestaat, van de aanvragen om vergoeding betreffende het herstel van een buitengewone schade voortvloeiende uit een maatregel getroffen of gelast door den Staat, de provincie, de gemeente of het Gouvernement der Kolonie, hetzij dat de uitvoering er van normaal is geweest, hetzij dat zij gebrekkig is geweest, of werd vertraagd. De Afdeeling Administratie doet in billijkheid uitspraak bij wijze van beredeneerd advies, met inachtneming van al de omstandigheden van openbaar en privaat belang.

De vraag om advies is enkel ontvankelijk nadat de Staat, de provincie, de gemeente of het Gouvernement der Kolonie een verzoekschrift om vergoeding geheel of gedeeltelijk heeft verworpen of heeft verwaarloosd gedurende zestig dagen daarover uitspraak te doen.

Het advies wordt gegeven binnen den termijn die zal worden bepaald bij koninklijk besluit. Het wordt openbaar gemaakt en aan de belanghebbenden medegedeeld. Evenwel kan de Afdeeling Administratie beslissen enkel het beschikkend gedeelte van het advies openbaar te maken en mede te deelen, bijaldien zij mocht oordeelen dat het algemeen belang zulks gebiedt.

De beslissingen der overheden, betreffende de zaken omtrent dewelke de Afdeeling Administratie advies heeft uitgebracht bij toepassing van dit artikel, slaan uitdrukkelijk op dit advies en geven er de beteekenis van aan.

bestaat, neemt de Afdeeling Administratie kennis van de aanvragen om herstelvergoeding betreffende een buitengewone schade welke ontstaan is uit een door den Staat, de Provincie, de Gemeente of het Koloniaal Gouvernement genomen of gelasten maatregel, deze mogen normaal, gebrekkig of met vertraging zijn uitgevoerd. De Afdeeling Administratie spreekt zich, bij wege van gemotiveerd advies, uit naar billijkheid, rekening houdende met de omstandigheden van openbaar en privaat belang.

(De alinea's 2, 3 en 4 blijven ongewijzigd.)

§ 2. — *De Mynraad wordt opgeheven. De bevoegdheden van den Mynraad worden uitgeoefend door de Afdeeling Administratie van den Raad van State.*

De Regeering neemt de noodige voorzieningen ter vrijwaring van de materiele voordeelen van de leden en van het personeel van den Mynraad, thans in functie.

Inlassing van een § 2, houdende opheffing van den Mynraad.

Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.

ART. 9.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, over de beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van de hetzij substantieele, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen de akten en reglementen van de onderscheidene administratieve overheden of tegen de administratieve beslissingen in betwiste zaken.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, over de aanvragen om vergoeding die verband houden met een verhaal tot nietigverklaring in overweging genomen door den Raad van State, op voorwaarde dat deze aanvragen niet behooren tot de bevoegdheid van een ander rechtscollege en dat zij werden ingediend door een van partijen of door een derde, uiterlijk binnen zes maanden van het besluit tot nietigverklaring. De Afdeeling doet uitspraak in billijkheid, met inachtneming van al de omstandigheden van openbaar en privaat belang.

ART. 10.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, op :

1^o De beroepen voorzien bij de Titels V en VI van de gemeentekieswet;

2^o De verzoekschriften voorzien bij artikel 7 van de wet van 11 October 1919 gewijzigd bij de wet van 23 Juli 1924, met betrekking tot het verbreken en het herzien van sommige vóór of tijdens den oorlog afgesloten contracten;

3^o De beroepen voorzien bij lid 4 en lid 5 van artikel 19 en bij het eerste lid van artikel 33 van de wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand, zoomede de geschillen bedoeld bij het tweede lid van voornoemd artikel 33;

Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.

ART. 9.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, over de beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van de hetzij substantieele hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht, ingesteld tegen de akten en reglementen van de onderscheidene administratieve overheden of tegen de administratieve beslissingen in betwiste zaken.

(De tweede alinea valt weg.)

ART. 10.

De Afdeeling Administratie doet uitspraak, bij wijze van arresten, op :

1^o Beroepen in hoogsten aanleg voorzien bij de Titels V en VI van de gemeentekieswet;

2^o De verzoekschriften voorzien bij artikel 7 der wet van 11 October 1919 gewijzigd bij de wet van 23 Juli 1924, met betrekking tot het verbreken en het herzien van sommige vóór of tijdens den oorlog afgesloten contracten;

3^o De beroepen voorzien bij lid 4 en lid 5 van artikel 19 en bij het eerste lid van artikel 53 der wet van 27 November 1891 op den openbaren onderstand, zoomede de geschillen bedoeld bij het tweede lid van voornoemd artikel 33;

Toelichting.

De Raad van State mag slechts bij wijze van advies uitspraak doen over de aanvragen om vergoeding. (Cfr. art. 7.)

De Raad van State ziet zich, bij artikel 10, de bevoegdheid toegekend om uitspraak te doen over den grond zelf van zekere administratieve geschillen; doch het is logisch dat hij slechts in hoogsten aanleg tusschen beide komt, wanneer de wet meerdere graden van rechtspraak ter zake heeft ingesteld.

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

4^o De beslissingen, beroepen, geschillen en moeilijkheden voorzien bij het laatste lid van artikel 19, zoomede bij de artikelen 20, 22 en 88 der wet van 10 Maart 1925 tot inrichting van den openbaren onderstand;

5^o De geschillen en moeilijkheden kunnende ontstaan naar aanleiding van de toepassing van het decreet van 12 Juli 1920 op het onderhoud en de repatriëering van personen niet afkomstig uit Congo of de naburige koloniën, en ten laste van den openbaren onderstand gevallen.

ART. II.

De aanvragen, moeilijkheden en beroepen bedoeld bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 worden bij de Afdeeling Administratie schriftelijk ingediend in de vormen en binnen den tijd door den Koning bepaald.

ART. 14.

De behandeling geschiedt schriftelijk.

De Afdeeling kan echter partijen oproepen en hooren. Is een Commissaris der Regeering aangewezen, zoo laat de Afdeeling dit weten aan partijen, en verwittigt deze dat zij het recht hebben te worden gehoord.

De partijen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door advocaten van Belgische nationaliteit die tien jaren inschrijving bij de Balie tellen. Deze hebben steeds het recht bij de griffie kennis te nemen van het dossier en een toelichtende memorie in te dienen in de voorwaarden te bepalen bij de koninklijke besluiten voorzien bij artikel 21.

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

4^o De beslissingen, beroepen, geschillen en moeilijkheden voorzien bij het laatste lid van artikel 19, zoomede bij de artikelen 20, 22 en 88 der wet van 10 Maart 1925 tot inrichting van den openbaren onderstand.

(Het 5^o valt weg.)

ART. II.

De aanvragen, moeilijkheden en beroepen bedoeld bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 *kunnen* voor de Afdeeling Administratie *worden gebracht door elke partij welke doet blijken van een benadeeling of van een belang* en worden schriftelijk ingediend bij de Afdeeling Administratie in de vormen en binnen den termijn door den Koning bepaald.

ART. 14.

De behandeling geschiedt schriftelijk.

De Afdeeling kan echter partijen oproepen en hooren. Is een Commissaris der Regeering aangewezen, zoo laat de Afdeeling dit weten aan partijen, en verwittigt deze dat zij het recht hebben te worden gehoord.

De partijen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door advocaten van Belgische nationaliteit die tien jaren inschrijving *op de tabel van de Orde der Advocaten* tellen. Deze hebben steeds het recht bij de griffie kennis te nemen van het dossier en een toelichtende memorie in te dienen in de voorwaarden te bepalen bij de koninklijke besluiten voorzien bij artikel 21.

Toelichting.

Uw verslaggever had — zonder resultaat — in 1939 het amendement bestreden dat de Kamer bij een gelukkige beslissing heeft doen wegvallen, op aanvraag van den Minister van Koloniën. Deze laatste heeft erkend dat de materie onder de bevoegdheid valt van de gewone Congoleesche rechtbanken.

„ Geen belang, geen rechtsvordering. » Dit principe is evengoed van toepassing voor den Raad van State als voor de andere rechtbanken.

Gevoegd bij de jaren die de advocaat als stagedoener heeft doorgebracht, komen deze tien jaren voor als een waarborg van beroepsbekwaamheid.

Ongetwijfeld ware het beter geweest een speciale Balie bij den Raad van State in te stellen.

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

ART. 15.

De Afdeeling Administratie voert rechtstreeks briefwisseling met de Ministers, de provincie-gouverneurs, de gemeentelijke overheden en de ondergeschikte openbare besturen.

Zij is gerechtigd om zich alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover zij zich uit te spreken heeft, door deze overheden en besturen te doen verstrekken.

ART. 17.

Wanneer een zaak, na afloop van den reglementairen termijn binnen denwelke het arrest of het advies moet tusschenbeide komen, niet in staat van wijzen is, kan de Afdeeling Administratie, bij beredeneerd arrest, dezen termijn voor den benoodigden tijd verlengen. Zoo noodig, kan deze verlenging hernieuwd worden, zonder dat evenwel de totale duur der verlengingen het dubbele van den organieken termijn mag overtreffen.

ART. 20.

De arresten der Afdeeling Administratie zijn niet vatbaar voor beroep.

Evenwel zullen de geschillen van bevoegdheid, voorzien bij artikel 106 van de Grondwet, worden beslecht door het Hof van Verbreking op verzoekschrift ingediend bij zijn griffie door ieder belanghebbende, in de vormen en binnen de termijnen bepaald door den Koning.

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

ART. 15.

De Afdeeling Administratie voert rechtstreeks briefwisseling met de ministers, de provincie-gouverneurs, de gemeentelijke overheden en de ondergeschikte openbare besturen.

Zij is gerechtigd om alle bescheiden en inlichtingen omtrent de zaken waarover zij zich uit te spreken heeft, door deze overheden en besturen te doen overleggen.

ART. 17.

Wanneer een zaak, na afloop van den reglementairen termijn binnen welken het arrest of het advies moet tusschenbeide komen, niet in staat van wijzen is, kan de Afdeeling Administratie, bij beredeneerd arrest, dezen termijn voor den benoodigden tijd verlengen. Zoo noodig, kan deze verlenging hernieuwd worden, zonder dat evenwel de totale duur der verlengingen het dubbele van den in het besluit vastgestelden organieken termijn mag overtreffen.

§ 1. — *Kunnen bij het Hof van Verbreking aanhangig worden gemaakt de arresten waarbij de Afdeeling Administratie beslist, van den eisch geen kennis te kunnen nemen op grond dat die kennisneming binnen de bevoegdheid der rechterlijke overheden valt, alsmede de arresten waarbij de Afdeeling afwijzend beschikt op een declinatoire exceptie gesteund op den grond dat de eisch tot de bevoegdheid dier overheden behoort.*

Het cassatieberoep wordt bij request der belanghebbende partij en overeenkomstig de wet van 25 Februari 1925 ingediend. Een koninklijk besluit bepaalt de vormen en de termijnen van rechtspleging. Het Hof doet uitspraak in vereenigde kamers.

Toelichting.

Het gaat hier natuurlijk om een inzage. Het woord « verstrekken » was niet gelukkig gekozen.

Een volledig gerechtvaardigde verbetering van den vorm.

Het Hof van Verbreking zal de moeilijkheden beslechten die zouden rijzen, in zake bevoegdheid, hetzij dat de Raad van State alleen uitspraak gedaan heeft, hetzij dat er een (positief of negatief) geschil van bevoegdheid tusschen den Raad en een gewoon rechtscollege ontstaan is.

Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.

Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.

Toelichting.

Bij cassatie van het arrest verwijst het Hof de zaak naar de uit andere leden samengestelde Afdeling Administratie, die zich naar de beslissing van het Hof schikt wat het rechtspunt betreft waarover het uitspraak heeft gedaan.

§ 2. — *Wanneer de Afdeling Administratie en een gerechtshof of een lager justitieel gerecht zich beide hetzij bevoegd, hetzij onbevoegd hebben verklaard om van denzelfden eisch kennis te nemen, wordt de bevoegdheidsregeling ten aanzien van het geschil vervolgd door de meest naarstige partij en door het Hof van Verbreking beslecht als voorzien voor de rechtsmachtregeling in burgerlijke zaken. Het arrest tot bevoegdheidsregeling wordt echter door het Hof in vereenigde kamers uitgesproken.*

§ 3. — *In alle andere gevallen kunnen tegen de arresten der Afdeling Administratie slechts de in het tweede lid van artikel 21 voorziene rechtsmiddelen aangewend worden.*

Het gaat, in § 3, om verzet en verzet door derden.

ART. 28.

De Raad van State is samengesteld uit ten minste dertien en ten hoogste vijftien leden, die zijn : één eerste-voorzitter, één voorzitter, ten minste elf en ten hoogste dertien raadsheeren.

Bovendien, telt hij ten minste zeven en ten hoogste tien auditeurs, één griffier en ten minste twee adjunct-griffiers.

ART. 28.

De Raad van State is samengesteld uit ten minste dertien en ten hoogste vijftien leden, die zijn : één eerste-voorzitter, één voorzitter, ten minste elf en ten hoogste dertien raadsheeren.

Bovendien telt hij : 1^o ten minste zeven en ten hoogste tien auditeurs; 2^o één griffier en ten minste twee adjunct-griffiers; 3^o een Bureau voor samenordening, samengesteld uit drie leden.

Deze toevoeging huldigt geen nieuwigheid. Het Bureau voor samenordening was voorzien in den door den Senaat in 1939 aangenomen tekst (vroeger artikel 36). De huidige formulering verdient aanbeveling, daar zij klaar is en goed geordend.

ART. 33.

Een voorzitter, ten minste twee raadsheeren, ten minste drie en ten hoogste vier auditeurs, zoomede de griffier moeten het bewijs leveren dat zij de twee landstalen kennen; ten minste

ART. 33.

Een voorzitter, ten minste twee raadsheeren, ten minste drie en ten hoogste vier auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordening, zoomede de griffier moeten het bewijs leveren

Het past de taalregelen uit de breiden tot de leden van het Bureau voor samenordening.

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs en ten minste één adjunct-griffier dat zij de Fransche taal kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, ten minste één adjunct-griffier dat zij de Nederlandsche taal machtig zijn.

Deze bewijzen worden geleverd overeenkomstig het bepaalde bij artikel 40 van de wet van 21 Mei 1929 op de begeving der academische graden, gewijzigd bij artikel 43, paragraaf 8, lid 2 van de wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 60, paragraaf 1 van dezelfde wet.

Bij de benoemingen van de bijzitters der Afdeeling Wetgeving, de rekwestmeesters, adjunct-rekwestmeesters en leden van het Bureau voor samenordering wordt, in taalopzicht, een billijk evenwicht in acht genomen.

Een raadsheer, een auditeur, een griffier of adjunct-griffier moeten het bewijs leveren van een voldoende kennis van de Duitsche taal en van een der twee andere landstalen.

Een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop het bewijs van de kennis der Duitsche taal moet geleverd worden.

ART. 34.

De eerste-voorzitter, de voorzitter en de raadsheeren worden, onder voorbehoud van het bepaalde bij artikel 51, door den Koning voor het leven benoemd.

Nadat de Raad van State voor het eerst zal zijn samengesteld, zullen de benoemingen tot de opengevallen zetels door den Koning, voor het leven, gedaan worden op twee lijsten elk met vier kandidaten, en voorgedragen

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

dat zij de twee landstalen kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordering, en ten minste één adjunct-griffier dat zij de Fransche taal kennen; ten minste vijf en ten hoogste zes raadsheeren, ten minste twee en ten hoogste drie auditeurs, één lid van het Bureau voor samenordering, ten minste één adjunct-griffier dat zij de Nederlandsche taal machtig zijn.

Deze bewijzen worden geleverd overeenkomstig het bepaalde bij artikel 40 der wet van 21 Mei 1929 op het begeben der academische graden, gewijzigd bij artikel 43, paragraaf 8, lid 2 der wet van 15 Juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 60, paragraaf 1 van dezelfde wet.

Bij de benoemingen van de bijzitters der Afdeeling Wetgeving, substituten en leden van het Bureau voor samenordering wordt, in taalopzicht, een billijk evenwicht in acht genomen.

Een raadsheer, een auditeur, een griffier of adjunct-griffier moeten het bewijs leveren van een voldoende kennis van de Duitsche taal en van een der twee andere landtalen.

Een koninklijk besluit bepaalt de wijze waarop het bewijs van de kennis der Duitsche taal moet geleverd worden.

ART. 34.

De eerste-voorzitter, de voorzitter en de raadsheeren worden, onder voorbehoud van het bepaalde bij artikel 51, door den Koning voor het leven benoemd.

Nadat de Raad van State voor het eerst zal zijn samengesteld, zullen de benoemingen tot de opengevallen zetels door den Koning, voor het leven, gedaan worden op twee lijsten elk met drie kandidaten, en voorgedragen

Toelichting.

De Kamer, er van afziende « rekwestmeesters » en « adjunct-rekwestmeesters » aan te stellen, heeft er de voorkeur aan gegeven het parket van den Raad van State van substituten te voorzien. (Cfr. het gewijzigd artikel 36.)

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

Toelichting.

door den Raad van State en den Senaat.

door den Raad van State, en beurtelings door de Kamer der Volksvertegenwoordigers en den Senaat. De voordracht, bij de eerste opengevallen plaats, geschiedt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

De keuze zal nuttig geschieden tusschen zes personaliteiten. Het is niet noodig er acht voor te dragen.

Aan den anderen kant is het logisch aan de Kamer (als aan den Senaat) toe te staan haar kandidaten voor te dragen, vermits beide vergaderingen van de medewerking van den Raad van State zullen genieten.

ART. 36.

De auditeurs worden door den Koning benoemd ; zij kunnen door hem afgezet worden, den Raad van State gehoord.

De Koning benoemt de auditeurs uit een lijst opgemaakt naar de orde hunner rangschikking in een vergelijkend examen, waarvan de Raad van State de voorwaarden bepaalt en de examinatoren benoemt. De auditeurs kunnen, den Raad van State gehoord, door den Koning worden ontslagen.

Het inrichten van dit examen zal een zeer gelukkigen invloed uitoefenen op de werving van de auditeurs.

De auditeurs verleenen, in de twee Afdeelingen, hun medewerking bij de behandeling der zaken; zij kunnen belast worden met de onderzoeken waartoe de Afdeeling Administratie heeft besloten.

De auditeurs verleenen, in de twee Afdeelingen, hun medewerking bij de behandeling der zaken; zij kunnen belast worden met de onderzoeken waartoe de Afdeeling Administratie heeft besloten.

Een der auditeurs, aan denwelke de Koning den titel van Auditeur-Generaal bij den Raad van State verleent, leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat en verdeelt de zaken onder hen. De Koning kan, in geval van noodzakelijkheid, rekwestmeesters en adjunct-rekwestmeesters benoemen, geplaatst onder het gezag van den Auditeur-Generaal, en belast met het samenstellen van de dossiers der aan de Afdeeling Administratie voorgelegde zaken en met het opmaken van verslag. De Auditeur-Generaal oefent toezicht uit op de bedrijvigheid der leden van het Bureau voor samenordering, die, ten getale van drie, tot opdracht hebben de wetten, de organieke koninklijke besluiten en de onderscheidene algemeene reglementaire teksten, van kracht in België en in de Kolonie, te bewaren, bij te houden en samen te ordenen, deze documentatie ter

Een der auditeurs, aan wien de Koning den titel van Auditeur-Generaal bij den Raad van State verleent, leidt de werkzaamheden van de leden van het auditoraat en verdeelt de zaken onder hen. De Koning kan, in geval van noodzakelijkheid, *substituten* benoemen, *die den Auditeur-Generaal en de auditeurs ter zijde staan. Hij stelt hun aantal vast.*

De Auditeur-Generaal oefent toezicht uit op de bedrijvigheid der leden van het bureau voor samenordering, die tot opdracht hebben de wetten, de organieke koninklijke besluiten en de onderscheidene algemeene reglementaire teksten, van kracht in België en in de Kolonie, *samen te ordenen, de teksten er van te bewaren en ze bij te houden, deze documentatie ter beschikking*

Er zullen « substituten » zijn, en geen « rekwestmeesters » noch adjunct-rekwestmeesters », zooals de Senaat het, naar het voorbeeld van Frankrijk, had voorgesteld. Het practisch resultaat zal hetzelfde zijn. Een kwestie van terminologie, zonder meer.

De opdracht van het Bureau voor samenordering (waarvan sprake in het gewijzigde artikel 28) is in dezen tekst wel omschreven.

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

Toelichting.

beschikking zijnde van beide afdeelingen van den Raad van State.

De Koning bepaalt het aantal rekwestmeesters en hun adjuncten.

De rekwestmeesters, hun adjuncten en de leden van het Bureau voor samenordening worden benoemd bij koninklijk besluit; zij worden gekozen onder de doctors in de rechten, van Belgische nationaliteit, meer dan 25 jaar oud. De Koning kan ze afzetten, den Raad van State gehoord.

zijnde van beide afdeelingen van den Raad van State.

(De alinea's 4 en 5 vallen weg en worden vervangen door onderstaanden tekst.)

De substituten en de leden van het Bureau voor samenordening worden gekozen uit doctors in de rechten boven vijf en twintig jaar, die de Belgische nationaliteit bezitten. De Koning kan ze ontslaan nu den Raad van State te hebben gehoord.

Dit alleen is nieuw : er is geen spraak meer van rekwestmeesters, doch van substituten.

ART. 38.

ART. 38.

De eerste-voorzitter legt, in handen van den Koning, persoonlijk of schriftelijk, den bij decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

De voorzitter, de raadsheeren, de bijzitters van de Afdeeling Wetgeving, de auditeurs, de rekwestmeesters en de adjunct-rekwestmeesters, de leden van het Bureau voor samenordening, de griffier en de adjunct-griffiers leggen dezen eed af in handen van den eerste-voorzitter.

Zij zijn tot de eedaflegging gehouden binnen de maand ingaande met den dag waarop hun benoeming hun werd bekendgemaakt, zooniet kan in hun vervanging worden voorzien.

ART. 42.

Bij koninklijk besluit wordt voorgeschreven de ambtskleedij bij de terechtzittingen en op de officieele plechtigheden gedragen door de leden van den Raad van State, van het Auditoraat, van de Griffie, door de rekwestmeesters en de adjunct-rekwestmeesters. De Koning regelt den voorrang en de eerbewijzen.

De eerste-voorzitter legt, in handen van den Koning, persoonlijk of schriftelijk, den bij decreet van 20 Juli 1831 voorgeschreven eed af.

De voorzitter, de raadsheeren, de bijzitters van de Afdeeling Wetgeving, de auditeurs, *de substituten*, de leden van het Bureau voor samenordening, de griffier en de adjunct-griffiers leggen dezen eed af in handen van den eerste-voorzitter.

Zij zijn tot de eedaflegging gehouden binnen de maand ingaande met den dag waarop hun benoeming hun werd bekendgemaakt, zooniet kan in hun vervanging worden voorzien.

ART. 42.

Bij koninklijk besluit wordt voorgeschreven de ambtskleedij bij de terechtzittingen en op de officieele plechtigheden gedragen door de leden van den Raad van State, van het Auditoraat, van de Griffie, *door de substituten en door de leden van het Bureau voor samenordening*. De Koning regelt den voorrang en de eerbewijzen.

De « substituten » zijn in de plaats getreden van de « rekwestmeesters », voorzien in den door den Senaat in 1939 aangenomen tekst.

Deze toevoeging vergt geen verklaring.

Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.

ART. 52.

De leden, die uit hoofde van den bij artikel 51 bepaalden leeftijd in ruste zijn gesteld en vijf-en-twintig pensioengerechtigde dienstjaren tellen, waarvan ten minste tien als lid van den Raad van State, worden tot het emeritaat toegelaten. Het emeritaatspensioen is gelijk aan de gemiddelde wedde der laatste vijf jaren.

Zoo het lid dat als zoodanig sedert ten minste tien jaren fungeert en den leeftijd van twee-en-zeventig jaar bereikt heeft, nog geen vijf-en-twintig pensioengerechtigde dienstjaren telt, wordt zijn pensioen met één vijf-en-twintigste voor ieder ontbrekend jaar verminderd.

Zoo het lid dat bovenvermelden leeftijd bereikt heeft en vijf en-twintig pensioengerechtigde dienstjaren telt, niet gedurende tien jaar lid van den Raad van State was, wordt zijn pensioen, op den voet der gemiddelde wedde van de laatste vijf jaren, berekend tegen één vijf-en-twintigste per jaar dienst als lid van den Raad van State, tegen één drie-en-dertigste per jaar academischen dienst, zooals voorzien bij de wet van 30 Juli 1879 op het hoogleeraarsemeritaat, tegen één vijf-en-dertigste per jaar dienst in de magistratuur en tegen één zestigste per jaar andere pensioengerechtigde diensten.

Het lid dat wegens gebrekkelikheden niet meer bekwaam wordt bevonden om zijn functie verder uit te oefenen, doch den leeftijd van twee-en-zeventig jaar niet bereikt heeft, kan gepensionneerd worden, om het even hoe oud hij is, na vijf jaren welkdanige pensioengerechtigde diensten. Het pensioen wordt dan, op den voet der gemiddelde wedde van de laatste vijf jaren, berekend tegen één vijf-en-twintigste per jaar dienst als lid van den Raad van State, tegen één drie-en-dertigste per jaar academischen dienst, zooals voorzien

Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.

ART. 52.

Toelichting.

Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.

Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.

Toelichting.

bij de wet van 30 Juli 1879 op het hoogleeraarsemeritaat, tegen één vijf-en-dertigste per jaar dienst in de magistratuur en tegen één zestigste per jaar andere pensioengerechtigde diensten.

Zonder ander amendement dan de toevoeging van onderstaanden tekst, die de vijfde alinea van het artikel wordt :

Deze toevoeging is logisch en worat gerechtvaardigd door de elders van kracht zijnde regelen.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen blijft toepasselijk, telkens wanneer de bepalingen van dit artikel niet kunnen ingeroepen worden.

Geen enkel pensioen mag uitgaan boven de wedde waarop het pensioen werd berekend.

ART. 53.

ART. 53.

De auditeurs, rekwestmeesters adjunct-rekwestmeesters, leden van het Bureau voor samenordering, griffier en adjunct-griffiers evenals de beambten worden op pensioen gesteld, wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkelijkheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behooren te vervullen of wanneer zij volle vijf-en-zestig jaar oud zijn.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen is op hen toepasselijk.

De auditeurs, *substituten*, leden van het Bureau voor samenordering, griffier en adjunct-griffiers, evenals de beambten worden op pensioen gesteld, wanneer zij wegens zware en blijvende gebrekkelijkheid niet meer in staat zijn hun ambt naar behooren te vervullen of wanneer zij volle vijf-en-zestig jaar oud zijn.

De algemeene wet op de burgerlijke pensioenen is op hen toepasselijk.

« Substituten » in plaats van « rekwestmeesters ». (Zie hierboven.)

ART. 54.

ART. 54.

Het lidmaatschap van den Raad van State is onvereinigbaar met de rechterlijke ambten, met die van provincieraadslid, burgemeester, gemeenteraadslid, met alle bezoldigde openbare of private ambten en bedieningen, met elk openbaar ambt dat geldelijk rekenplichtig is, met de ambten van pleitbezorger, notaris en deurwaarder, met het beroep van advocaat, met den militairen en den geestelijken staat.

Het lidmaatschap van den Raad van State is onvereinigbaar met de rechterlijke ambten, met die van provincieraadslid, burgemeester, gemeenteraadslid, met alle bezoldigde openbare of private ambten en bedieningen, met elk openbaar ambt dat geldelijk rekenplichtig is, met de ambten van pleitbezorger, notaris en deurwaarder, met het beroep van advocaat, met den militairen staat en de *hoedanigheid van bed.enaar van een erken- den eeredienst.*

(Alinea's 2, 3, 4 en 5 blijven ongewijzigd.)

De Koning kan, in bijzondere gevallen, leden van den Raad van State bij beredeneerd besluit machtigen de betrekking van hoogleeraar of van docent bij het hooger onderwijs te blijven vervullen.

Het was nuttig hier nader te omschrijven.

**Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.**

Het is den leden van den Raad van State en den bijzitters van de Afdeeling Wetgeving verboden zich, mondeling of schriftelijk en zelfs bij wijze van raadgeving, met de verdediging der belanghebbenden te belasten.

Het is den leden van den Raad van State verboden als bezoldigd scheidsrechter op te treden, zelf of ten name van hun echtgenoot of van eenig ander tusschenpersoon, eenigen handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan het bestuur, het beheer of het toezicht over eenige handelsvennootschap of nijverheids- en handelsinrichting.

In bijzondere gevallen, kan de Koning, bij beredeneerd besluit, de leden van den Raad van State toelaten aan het toezicht over nijverheidsvennootschappen of -inrichtingen deel te nemen.

De voorgaande bepalingen vinden toepassing op de auditeurs, de rekwestmeesters, de adjunct-rekwestmeesters, de leden van het Bureau voor samenordering, den griffier, de adjunct-griffiers, zoomede op de beampten.

ART. 59.

1^o Bij de instelling van den Raad van State, moeten de eerste vijf benoemingen van bijzitter niet beantwoorden aan de voordrachtsvereischten voorzien bij artikel 35;

2^o Artikel 31 zal niet toegepast worden op de drie het eerst benoemde auditeurs; deze zullen gekozen worden onder de doctors in de rechten, die van een speciale bevoegdheid in publiek en administratief recht doen blijken, inzonderheid de laureaten van de wedstrijden voor reisbeurzen der Regeering en de geaggregeerden van het hooger onderwijs.

**Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.**

De voorgaande bepalingen vinden toepassing op de auditeurs, *de substituten*, de leden van het Bureau voor samenordering, den griffier, de adjunct-griffiers zoomede op de beampten.

ART. 59.

Bij de instelling van den Raad van State :

1^o *Kan, voor de benoeming van zijn leden, worden afgeweken van de eerste alinea van artikel 5 der wet van 6 Augustus 1931;*

2^o Moeten de eerste vijf benoemingen van bijzitter niet beantwoorden aan de voordrachtsvereischten voorzien bij artikel 35;

3^o Zal artikel 31 niet toegepast worden op de drie het eerst benoemde auditeurs; deze zullen gekozen worden onder de doctors in de rechten, die van een speciale bevoegdheid in publiek en administratief recht doen blijken, inzonderheid de laureaten van de wedstrijden voor reisbeurzen der Regeering en de geaggregeerden van het hooger onderwijs.

Toelichting.

« Substituten » in plaats van « rekwestmeesters ». (Zie hierboven.)

De toevoeging van het nieuwe 1^o zal toelaten, bij de instelling van den Raad van State, eventueel candidaten te kiezen onder de parlementsleden in functie.

Artikelen aangenomen
door den Senaat op 5 Juli 1939.

Wijzigingen aangebracht
door de Kamer.

Toelichting.

ART. 62.

De Regeering zal, in den loop der gewone zitting 1940-1941, aan de Wetgevende Kamers verslag uitbrengen omtrent de werkzaamheden van den Raad van State.

ART. 62.

De Regeering zal, in den loop der gewone zitting 1946-1947, aan de Wetgevende Kamers verslag uitbrengen omtrent de werkzaamheden van den Raad van State.

De oorlog heeft er, helaas, toe bijgedragen om de oprichting van den Raad van State te doen uitstellen. Relatief uiterst geringe termijn, overigens, zoo men denkt aan het lange gedraal waardoor België van een zoo klaarblijkend noodzakelijk werktuig verstoken bleef.

ART. 63.

De Koning wordt gemachtigd, door middel van besluiten waarover in den Ministerraad werd beraadslaagd, den tekst te wijzigen of aan te vullen van de wetten bedoeld bij artikel 10, ten einde hem in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit artikel.

ART. 63.

De Koning is er toe bevoegd, bij in Ministerraad overlegde besluiten, den tekst van de wetten tot vaststelling van de bevoegdheid van den Mijnsraad, mitsgaders dien der bij artikel 10 bedoelde wetten, te wijzigen en aan te vullen ten einde die teksten in overeenstemming te brengen met de artikelen 7, § 2 en 10 van deze wet.

Deze nieuwe formulering is noodzakelijk gemaakt door de opheffing van den Mijnsraad. (Cfr. art. 7, § 2.)